

**L'U.D.R. est invitée
par M. Chirac
à se transformer
en rassemblement**

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvret

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Albanie, 1 DM ; Afrique, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 360 l. ; Japon, 120 y. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,70 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;
Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.A. ; U.S.A., 95 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 14
5, RUE DES ITALIENS
75121 PARIS - CEDEX 93
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 690572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le poids de l'Irlande du Nord sur Dublin

En refusant d'accepter les excuses du ministre de la défense, M. Donaghy, qui avait gravement insulté au cours d'une cérémonie militaire, et en donnant sa démission, le président de la République d'Irlande a montré qu'il entendait faire respecter la dignité d'une fonction qu'il se refuse à considérer comme purement honorifique. Mais il provoque ainsi une crise grave.

«Lanterne rouge» de la Communauté européenne, la jeune République d'Irlande détient au sein des Nations le dossier le plus délicat du record d'inflation et de chômage. La coalition centriste et travailliste au pouvoir depuis 1973 avait, jusqu'à présent, assez bien résisté aux attaques du parti de l'opposition, le Fianna Fail. Ce dernier, issu de la vieille tradition «républicaine» née au temps de la «colonisation» anglaise, n'avait sans doute guère envie de reprendre dans une conjoncture aussi hasardeuse les rênes du pouvoir, mais cet avertissement depuis 1973. Mais cet avertissement des nouvelles lois antiterroristes l'a fait sortir de sa réserve.

Après l'assassinat de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Dublin, M. Ewart-Biggs, le gouvernement de M. Cosgrave a décidé de prendre des mesures radicales contre l'IRA, faisant ainsi preuve d'un certain courage. Les archives de l'organisation extrémiste catholique, qui ont certes la population irlandaise, surtout lorsqu'elle est persécutée sur le territoire de la République. Mais après un gouvernement ne peut ignorer que l'IRA jouit encore, en souvenir des temps héroïques, d'un certain prestige de sympathie auprès des Irlandais les plus âgés et d'une partie des jeunes, prompts à crier à la tyrannie. Pour d'hommes ou de femmes aidant sans doute réellement les terroristes, mais il est significatif que les arrestations restent rares et que les nombreux évadés des prisons irlandaises ne soient presque jamais repris.

La démission du président O'Dalaigh jette une lumière crue sur le poids du Nord sur la vie politique de la jeune République. Juriste sourcilieux et démocrate intransigent, M. O'Dalaigh a eu en présence de la nouvelle législation d'exception un réflexe très britannique. Rien ne prouve qu'il soit hostile à une sévère répression des activités de l'IRA, mais il a refusé qu'elle se fasse au détriment de l'«habitus corporis».

Depuis plusieurs mois déjà la presse et les organisations de protection des droits civiques de la République s'inquiétaient des mesures qui tendaient à écarter des médias les activistes d'Irlande du Nord. Tout récemment, le ministre des télécommunications, M. Cruise O'Brien, avait interdit d'antenne le Sinn Féin provisoire, qui se veut l'«allée» politique des «provo».

La décision de M. O'Dalaigh risque de porter un coup d'arrêt aux mesures que Dublin était prêt à prendre pour lutter efficacement contre le terrorisme. Alors que, depuis le début des troubles en Ulster, la question d'Irlande du Nord n'avait joué qu'un rôle mineur dans la vie politique de la République, la situation risque d'être très différente lors de la prochaine élection présidentielle et des législatives anticipées qui ne manqueront pas de suivre.

Les relations entre Londres et Dublin, qui s'étaient considérablement améliorées depuis quelques mois, vont en péril de nouveau, surtout si les «provo» réussissent à briser l'offensive du Mouvement des femmes pour la paix, qui se développe à travers toutes les îles Britanniques.

La confusion politique à Dublin ne peut qu'embarrasser la Communauté européenne, déjà aux prises avec la difficile problème des pêches irlandaises, et sollicite, d'autre part, d'apporter une aide massive à l'Ulster.

(Lire nos informations page 3.)

A Pékin, un meeting gigantesque consacre la victoire de M. Hua Kuo-feng

Pour la troisième journée consécutive, la population de Pékin, à laquelle se sont mêlés des dizaines de milliers de soldats, a manifesté, samedi 23 octobre, contre «la clique anti-parti» et exprimé son soutien à M. Hua Kuo-feng.

La télévision chinoise devait retrasmestre, samedi après-midi, à destination de l'étranger, une émission consacrée à ces manifestations. Dimanche, un meeting monstre devait se tenir place Tian-An-Men. On s'attendait que M. Hua Kuo-feng apparaisse à cette occasion, entouré

de la nouvelle équipe dirigeante. Selon les premières indications recueillies par notre correspondant au sujet de nominations importantes à Changhaï — l'ancienne bastion de la «gauche» — une promotion de responsables conservateurs est probable.

De notre correspondant

Pékin. — D'intenses préparatifs ont été en cours samedi matin 23 octobre place Tian-An-Men en vue d'un meeting de masse devant couronner les défilés en cours à Pékin depuis jeudi. De grands défilés destinés à porter des slogans en caractères géants ont été dressés, ainsi que de hautes colonnes drapées de rouge, devant le monument aux héros du peuple. On s'attendait qu'à cette occasion M. Hua Kuo-feng, en sa qualité de président du parti, apparaisse pour la première fois à la tribune «historique» de la porte Tian-An-Men, où seul Mao Tse-toung, a présidé, dans le passé, de grandes manifestations de foule. Aux côtés de M. Hua Kuo-feng devraient apparaître les membres du bureau politique, révélant ainsi au monde la composition de la nouvelle direction.

Les premières indications dont on dispose sur les mouvements de personnes consacrés à la crise suggèrent l'idée d'un tournant très net dans le sens conservateur. Selon des informations dignes de foi, mais qui n'ont pas encore été confirmées officiellement, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan auraient déjà été remplacés dans leurs fonctions de secrétaires du comité du parti de la municipalité de Changhaï. La place du premier secrétaire reviendrait à M. En Chen-hua, déjà membre suppléant du bureau politique, et qui va sans doute en devenir membre.

part entière. Il s'agit d'un vieux routier de la politique, âgé de soixante-sept ans, vétérans de la Longue Marche. Sa carrière s'est en majeure partie déroulée dans l'armée, mais il fut violemment attaqué à l'époque de la révolution culturelle et éliminé en 1972. C'est un «réhabilité» de 1972, qui avait été réintégré au comité central par des collègues et de l'opinion. En outre, les fonctions de premier commissaire politique de la marine.

Les deux autres nouveaux secrétaires changhaïens sont, paraît-il, MM. Peng Chung et Ni Chin-fu. Le premier a fait l'essentiel de sa carrière à Nanjing, dont il a été maire dans les années 60, et occupait jusqu'à présent le poste de premier secrétaire du parti pour la province du Kiangsu à l'intérieur de laquelle est enclavée la municipalité de Changhaï. Quant à M. Ni Chin-fu, son cas est un peu particulier, car, s'il est originaire de Changhaï, où il est né en 1903, il est surtout connu comme l'un des rares ouvriers authentiques — il a longtemps été tourneur-ajusteur dans une usine de Pékin où il fut l'inventeur d'une foreuse qui porte son nom — qui aient accédé récemment à des postes de responsabilité dans le P.C. Le 11^e congrès l'avait élu membre suppléant du

bureau politique, mais il était aussi président des syndicats et, croit-on, commandant en chef des milices ouvrières de la capitale. Il n'est pas exclu que sa nomination à Changhaï ait été décidée notamment en vue d'une reprise en main de la milice locale, considérée comme trop liée aux dirigeants déchu et peut-être peu sûre.

Une réorganisation d'envergure

A travers ces premières indications se dessine un mouvement de personnel qui risque d'affecter non seulement des organes centraux, mais diverses autorités provinciales — M. Peng Chung, par exemple, devra être remplacé dans le Kiangsu — militaires et paramilitaires. C'est donc une réorganisation d'envergure qui s'annonce à travers laquelle devrait se révéler la physionomie politique nouvelle du régime.

Des révolutions d'un autre genre paraissent imminentes, concernant les «crimes de la bande des quatre», c'est-à-dire sur les événements qui ont conduit à l'élimination de MM. Wang Hong-wen et Chang Chun-chiao, de Mme Chiang Ching et de M. Yao Wen-yuan. Un document du comité central consacré à ce sujet

et qui porterait le numéro seize — le numéro quinze étant celui qui annonçait la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti — a déjà été diffusé dans la population. Outre les accusations de tentatives de coup d'État et d'usurpation du pouvoir à la direction suprême du parti, ce document prétendrait apporter la preuve que Mao Tse-toung s'était ouvertement inquiété des activités de sa femme et de ses amis du «Groupe de Changhaï», estimant qu'ils menaçaient l'unité du parti. Ainsi se justifiaient les diverses allusions de la presse au fait que, en éliminant les quatre dirigeants les plus à gauche du bureau politique, M. Hua Kuo-feng n'a fait que se conformer aux volontés du président défunt. Dans un système qui continue, avec la plus grande force, à se réformer, la ligne révolutionnaire du président Mao, une telle démonstration — qu'on veuille bien y croire ou non — apporterait une preuve essentielle de la légitimité du nouveau pouvoir. Déjà, dans une dépêche sur les manifestations à Tientsin, Chine nouvelle affirme formellement que la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du comité central résulte d'une «sage décision prise par le grand dirigeant et éducateur, le président Mao, avant sa mort».

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Vieux souvenirs

En mai 1974, M. Chaban-Deumas représentait la continuité. M. Giscard d'Estaing s'était présenté comme le changement, et M. Chirac s'était proposé pour synthétiser les deux états d'âme.

En octobre 1976 M. Chaban-Deumas représente mai 1974. M. Giscard d'Estaing n'est plus une nouveauté dans le changement, mais M. Chirac en est une dans la continuité de la majorité.

De toute façon, le président et son ancien premier ministre se retrouveront bientôt ensemble sous la bannière de la croix celtique.

Au moment crucial, les mots et les choses se rejoignent. Quitte à ce que chacun craigne parfois de l'autre, qu'il ne lui fasse le coup de Chaban.

L'histoire ne se répète pas. Cette fois, M. Chaban-Deumas n'est plus candidat à la présidence. Il est remplacé.

BERNARD CHAPUIS.

L'accord de Ryad compromis ?

La droite libanaise poursuit le combat dans le Sud

La paix armée s'installe progressivement au Liban, à l'exception du Sud, où les milices de droite, équipées et entraînées, selon la gauche, par Israël, poursuivent le combat pour libérer la région — du dernier Palestien.

Cette situation risque de remettre en question l'accord de Ryad. M. Jounblat a en effet les chefs d'Etat arabes que la gauche et les fedayin seraient contraints de reprendre la lutte. S'il n'était pas mis un terme à la «conspiration israélienne-isolationniste». Le leader progressiste a mis en cause la Syrie, qui encouragerait ses alliés de la droite à poursuivre leur offensive dans le Sud.

De notre envoyé spécial FRANCIS CORNU

Liban. Ces accords prévoyaient notamment que la résistance pouvait s'organiser dans le sud du pays, et particulièrement dans l'Akroub, appelé depuis des années le «Patland», du nom du principal mouvement palestinien. Les observateurs libanais se demandent si les partis de droite ne sont pas en train de jouer avec le feu et de servir des intérêts qui ne sont pas les leurs. L'adhésion aux forces libanaises du Sud paraît évidente. Si, au sein des partis conservateurs, on se garde de l'avouer, on ne fait rien pour apporter un soutien matériel à la droite libanaise. Et encore pour confirmer cette aide, on la participation de l'armée israélienne, un dirigeant phalangiste va jusqu'à reconnaître : «C'est fait de nous que les Israéliens circulent et font tout ce qu'ils veulent dans cette région». Cette même personne précise que l'armée syrienne se tient à distance dans cette zone.

Une «armée de libération du Liban sud»

Les chefs militaires de la droite indiquent que les milices des secteurs frontaliers sont «isolées et séparées des positions tenues par les forces libanaises dans le reste du Liban par un no man's land où se trouvent encore des unités palestiniennes et progressistes». Les seuls échanges entre le secteur tenu par la droite et les combattants du sud se font, dit-on, à Beyrouth-est, par radio. On peut se demander, dans ces conditions, comment le matériel et les effectifs importants qui sont engagés dans les villages qui ne disposaient, il y a encore quelques mois, d'aucun armement important.

La volonté de freiner le réarmement de paix et d'empêcher l'implantation des forces de sécurité arabes dans cette région proche d'Israël, paraît être confirmée par la déclaration qui vient d'être faite par les fondateurs d'une «armée de libération du Liban sud». Ceux-ci déclarent rejeter «tous les accords et règlements visant à maintenir les Palesti-

niens dans le Liban sud». D'autre part, le communiqué précise : «Nous demandons l'aide du diable s'il le faut pour réaliser nos objectifs». Les chrétiens libanais considèrent toujours officiellement les Israéliens comme l'ennemi, on ne peut guère avoir de doute sur l'identité de ce diable. Au cours des derniers mois, les dirigeants de la droite avaient réclamé à diverses reprises une quasi-démantèlement de la résistance palestinienne.

(Lire la suite page 2.)

De notre correspondant

Moscou. — L'opinion publique soviétique ne comprend pas comment les représentants du parti communiste français ont pu participer à une telle entreprise de ce genre. Quels que soient leurs motifs et considérations, leur discours, prononcé à la Mutualité, ne prêtait soutien qu'aux forces absolument hostiles aux idéaux de la liberté, de la démocratie et du socialisme, que défendait toujours le parti communiste français.

Telle est la conclusion d'un commentaire diffusé, vendredi soir, par l'agence Tass à propos de la réunion organisée, le jeudi 21 octobre, à la Mutualité, par le comité des mathématiciens. M. Pierre Juquin, membre du comité central du parti communiste français, avait pris la parole à cette réunion, organisée en faveur de prisonniers politiques, aussi bien soviétiques que tchécoslovaques, boliviens, chiliens et uruguayens.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

LE RETOUR DE GEORGES BRASSENS

Goûter sa vie

Georges Brassens se promène nonchalamment dans un sillage qui n'est pas le sien. Il n'a jamais éprouvé le besoin d'avoir beaucoup de contacts avec le monde réel, il a toujours trouvé un palliatif aux événements. Et tout ce qui est arrivé dans sa vie a sans doute eu moins d'importance que ses émotions musicales.

Si ses apparitions sur scène s'espacent de plus en plus, c'est qu'il a choisi de vivre avec l'intimité et dans une superbe familiarité. Le revoli à Bobino, après quatre ans de silence, l'air toujours gauche et timide, la crinière blanche, un peu cloché, le gilet noir à la mode, le verre d'eau, et Pierre Nicolas, le contrebassiste. Le revoli avec les mêmes gestes apparemment maladroits, avec la voix rauque, qui se déplace difficilement le long des notes. Et ce non-conformiste qui ne dérange personne, ce contestataire qui a le ton raisonnable de celui qui se sent illusionné et préfère recourir ses propos avec de l'humour plutôt que de hausser la voix, jette tranquillement ses chansons frondeuses, tragiques ou gaillardes, oubliant parfois les mots, dialoguant un court instant avec le fidèle contrebassiste, et puis heu-

reux enfin d'avoir offert sa chanson, de l'avoir chantée.

Car cet émotif qui a vendu en vingt-trois ans vingt millions de disques est né dans le chanson. Il aime à dire qu'une ligne radiodiffusée lui «fait une semaine», qu'il a des espèces de joies, de fêtes, en trouvant une strophe, une mélodie. Et faire une chanson lui demande du temps. Certaines, bien sûr, naissent spontanément. Mais, en général, il les travaille longuement, liant les mots les uns aux autres patiemment pour former des images et des situations.

A Bobino, on retrouve les thèmes et les personnages familiers de Brassens : l'amour, l'amitié plus gênée que désintéressée, le temps «qui tue le temps comme il passe», la mort, le sujet et le personnage, le pharisien et les curés qui ne savent pas ce qu'ils perdent avec le latin, la messe sans «comme moïque», les fidèles s'en foutent. Et puis la femme avec qui on a connu une heure de bonheur, et certains jours on regrette le trop court laps de temps et on se dit que Cupidon s'en moque. Et la fille qui «est trop vilaine», et donc «il me la faut».

CLAUDE FLEOUTER.

(Lire la suite page 12.)

EDITIONS SOCIALES



COLLECTION NOTRE TEMPS/HISTOIRE

HISTOIRE DU REFORMISME

EN FRANCE DEPUIS 1920.

PAR UN COLLECTIF
D'HISTORIENS DE L'INSTITUT
MAURICE THOREZ
2 VOLUMES 40 F

«Ouvrage qui, quel que soit le jugement politique que l'on porte, méritait d'être un ouvrage capital. J'ai été étonné du début à la fin par le contenu de cet ouvrage.»

Jacques Paugam, France-Culture
émission «parti pris 30-9-76»

«Une grande histoire du réformisme en France depuis 1920.»

Le Quotidien de Paris

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES.

PROCHE-ORIENT ASIE

LA SITUATION AU LIBAN

L'accord de Ryad compromis?

(Suite de la première page.)

De plus les combattants du camp conservateur étaient persuadés, ces dernières semaines, de pouvoir, avec l'aide des troupes syriennes lancées dans une nouvelle offensive, remporter une victoire militaire sur les Palestiniens et leurs alliés. Or, pour le moment, les partis conservateurs n'ont rien obtenu, tout cela. Le «*conseil de Ryad*» qui demandait de s'arrêter en chemin, et ils se souviennent qu'ils n'ont que très peu participé à l'élaboration du plan de paix établi les 16 et 17 octobre.

Dans cette affaire, leur puissance allié, le gouvernement syrien, semble avoir agi en toute liberté à leur égard. M. Elias Sarkis, dont la candidature à la présidence de la République avait été en grande partie imposée au camp conservateur, était le seul représentant libanais à Ryad, et paraît avoir fait preuve d'une grande indépendance d'esprit à l'égard des thèses de la droite.

De l'avis même de certains militants phalangistes, MM. Elias Sarkis et Hafez el-Assad ont affirmé le caractère «*arabe*» du Liban, difficilement admissible pour la plupart des dirigeants chrétiens qui, depuis 1943 et la fondation de l'Etat libanais, se sont efforcés de préserver la «*neutralité*» de leur pays pour ne pas l'engager dans le camp arabe, particulièrement à propos du conflit avec Israël. M. Pierre Gemayel, Camille Chamoun et Sleiman Frangieh ont approuvé

les résolutions de Ryad, mais avec réserve, sinon réticence. Aussi n'est-il pas surprenant que le vieux chef phalangiste, M. Pierre Gemayel, ait déjà déclaré qu'un «*accord total et réel n'aurait pas été conclu*» (le Monde du 23 octobre). Il a, d'autre part, déclaré le 22 octobre que les Libanais devraient décider par voie de référendum du sort des Palestiniens au Liban. Cette dernière déclaration ne porte guère à conséquence dans l'immédiat, car il est évident qu'aucune consultation électorale ne pourra être organisée au Liban avant longtemps. Les propositions paraissent donc destinées à satisfaire les troupes de M. Gemayel, qui se sentent frustrées d'une «*victoire totale*» par l'arrêt des combats.

D'autre part, ce genre de remarque tend à signifier aux Syriens et à d'autres pays arabes que leurs alliés libanais ne veulent pas se laisser dicter leur politique. Réuni le 22 octobre, le congrès de Kaslik (un comité d'études composé de personnalités maronites de droite a critiqué sévèrement les clauses de l'accord de Ryad. Celui-ci, soutient le comité, accorde, dans la pratique, l'existence d'un «*Etat*» palestinien en Liban, et prive le peuple de ce pays de son droit à l'autodétermination, puisqu'il lui propose une présence militaire étrangère. Le comité de Kaslik rejette catégoriquement le retour au statu quo, c'est-à-dire la situation qui prévalait avant le début de la guerre civile.

FRANCIS CORNU.

Selon des sources étrangères à Tel-Aviv

Israël entraînerait et équiperait des miliciens de la droite chrétienne

Tel-Aviv (A.F.P.). — Bien que relativement peu nombreux, les miliciens de la droite chrétienne, qui se battent dans le sud du Liban, ont une réputation d'être assez bien entraînés et armés, si l'on en croit des sources non israéliennes à Tel-Aviv.

Selon ces sources, l'entraînement de détachement maronites aurait lieu en Galilée, et ils ont maintenant à leur disposition des fusils belges, des mitrailleuses et des mortiers légers, qui sont, on prétend, fournis par l'armée israélienne.

Ces miliciens de droite possèdent également un certain nombre de chars, les chiffres variant entre une douzaine et une trentaine. Les véhicules blindés dont ils disposent sont plus nombreux, et sont souvent de type B.T.R., de fabrication soviétique.

De source officielle israélienne, on confirme des informations parues à l'étranger, selon lesquelles ce matériel est parfois réparti par les techniciens des forces israéliennes en Galilée.

En Israël, on note par ailleurs l'incontestable ressemblance entre les uniformes portés par les sol-

dats israéliens et ceux des miliciens conservateurs libanais, dont les blessés sont soignés dans les hôpitaux israéliens du nord du pays.

Selon des sources étrangères, l'artillerie basée du côté israélien de la frontière serait aussi intervenue à plusieurs reprises contre les positions palestino-progressistes, apportant ainsi son aide aux éléments de la droite libanaise.

On apprend également de sources étrangères, qu'un réseau téléphonique a été établi entre des postes frontaliers israéliens et certains villages chrétiens du Liban, et que des patrouilles israéliennes traversent fréquemment la frontière à la recherche de fuyards.

(Publié)

ARGENTINE

«*UN PAYS TELLEMENT IMPREGNE DE CULTURE MÉRITE D'ÊTRE CONNU PAR TOUT FRANÇAIS CULTIVÉ*» (Publié dans le Monde du 12 juillet 1976).

SUR LES EXÉCUTIONS DE PRISONNIERS POLITIQUES EN ARGENTINE. LA LOI AVANT TOUT. (ibidem).

EN ARGENTINE IL Y A ACTUELLEMENT 25.000 PRISONNIERS POLITIQUES. Les chiffres sont donnés par les organismes de solidarité et les partis politiques.

COUSIN COUSIN PAS LES NOMS, LES MOTIFS ET LES LIEUX DE DETENTION DE GROUPES EN CIVIL qui ne justifient jamais de quelle autorité civile ou militaire s'ensuivrait l'arrestation.

TOUTES LES DEMARCHES RÉALISÉES EN VUE PAR LEURS FAMILLES, AVANTAGES, SÉCURITÉ, SONT DÉCLARÉS PAR LEURS PROPRES VOIES, tout comme les recours d'«*habeas corpus*» qui ont été présentés à la justice.

MÊME DES FAMILLES ONT ÉTÉ ENLEVÉES ET ASSASSINÉES. C'est le cas en particulier des familles Bass, Michelini, Pineda, Sautuco, Lasso, Los Pinos, Montenegro, Gullio.

APRÈS LE COUP D'ÉTAT DU 24 MARS, les forces de sécurité ont fait des centaines de prisonniers, dont les parents sont toujours très inquiets. Ils meurent tous sans qu'il y ait jamais de procès, en revanche, les militaires ont des procès, mais aucun n'a été découvert, masqué et déjoué par l'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LES CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERS RECONNUES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ. Ce ne sont pas des conditions de détention, mais des conditions de concentration, on recherche une extermination par la faim, la soif, les maladies et l'isolement. On les laisse mourir de tuberculose, comme ce fut le cas de l'avocat Miguel Rojo.

ON A DÉCOUVERT DES MARCHES ET DÉCLARATIONS PAR L'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LES CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERS RECONNUES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ. Ce ne sont pas des conditions de détention, mais des conditions de concentration, on recherche une extermination par la faim, la soif, les maladies et l'isolement. On les laisse mourir de tuberculose, comme ce fut le cas de l'avocat Miguel Rojo.

ON A DÉCOUVERT DES MARCHES ET DÉCLARATIONS PAR L'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LES CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERS RECONNUES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ. Ce ne sont pas des conditions de détention, mais des conditions de concentration, on recherche une extermination par la faim, la soif, les maladies et l'isolement. On les laisse mourir de tuberculose, comme ce fut le cas de l'avocat Miguel Rojo.

ON A DÉCOUVERT DES MARCHES ET DÉCLARATIONS PAR L'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LES CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERS RECONNUES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ. Ce ne sont pas des conditions de détention, mais des conditions de concentration, on recherche une extermination par la faim, la soif, les maladies et l'isolement. On les laisse mourir de tuberculose, comme ce fut le cas de l'avocat Miguel Rojo.

ON A DÉCOUVERT DES MARCHES ET DÉCLARATIONS PAR L'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LES CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERS RECONNUES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ. Ce ne sont pas des conditions de détention, mais des conditions de concentration, on recherche une extermination par la faim, la soif, les maladies et l'isolement. On les laisse mourir de tuberculose, comme ce fut le cas de l'avocat Miguel Rojo.

ON A DÉCOUVERT DES MARCHES ET DÉCLARATIONS PAR L'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LES CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERS RECONNUES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ. Ce ne sont pas des conditions de détention, mais des conditions de concentration, on recherche une extermination par la faim, la soif, les maladies et l'isolement. On les laisse mourir de tuberculose, comme ce fut le cas de l'avocat Miguel Rojo.

ON A DÉCOUVERT DES MARCHES ET DÉCLARATIONS PAR L'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LES CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERS RECONNUES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ. Ce ne sont pas des conditions de détention, mais des conditions de concentration, on recherche une extermination par la faim, la soif, les maladies et l'isolement. On les laisse mourir de tuberculose, comme ce fut le cas de l'avocat Miguel Rojo.

ON A DÉCOUVERT DES MARCHES ET DÉCLARATIONS PAR L'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LES CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERS RECONNUES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ. Ce ne sont pas des conditions de détention, mais des conditions de concentration, on recherche une extermination par la faim, la soif, les maladies et l'isolement. On les laisse mourir de tuberculose, comme ce fut le cas de l'avocat Miguel Rojo.

ON A DÉCOUVERT DES MARCHES ET DÉCLARATIONS PAR L'explosion d'une bombe dans la banlieue de Buenos Aires.

LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

Quand Mme Chiang Ching sous «la direction personnelle» de Mao

«levait le rideau» sur la révolution culturelle...

Vendredi, devant le portrait géant de Mao Tse-toung, sur la place Tian-An-Men, les artistes de l'Opéra de Pékin ont donné une représentation. A la surprise des observateurs, on notait les chevrottements payants et accélérés caractéristiques de l'accompagnement musical de l'opéra traditionnel.

Cette représentation symbolisait une rupture politique — et artistique — capitale. L'Opéra de Pékin reniait d'un seul coup l'action de celle qui fut, pendant des années, sa grande prêtresse, Mme Chiang Ching. La venue de Mao Tse-toung est aujourd'hui accusée d'avoir voulu restaurer le capitalisme. Le temps n'est plus où elle était présentée dans la presse et avec l'accord de ses amis, comme animée par la pensée de son mari. Deux exécutifs de l'opéra permettront de comprendre le culte dont elle fut l'objet.

Le 2 juin 1967, le *Quotidien du peuple* publiait un article intitulé «*La lutte de classe*» et à la création d'un ballet devenu fameux depuis : le *Détachement féminin rouge*. L'auteur, membre de «*la troupe de ballet des ouvriers, paysans et soldats*», dénonçait l'action, dans l'art et la littérature, des «*révisionnistes*» qui voulaient «*restaurer le capitalisme*». Contre ce courant, «*la camarade Chiang Ching a tenu haut le drapeau rouge de la pensée de Mao Tse-toung*». «*Sous la direction personnelle de la camarade Chiang Ching et à travers une lutte incessante contre la ligne noire révisionniste dans l'art et la littérature, le ballet révolutionnaire moderne le Détachement féminin rouge fut créé avec succès*».

Mme Chiang Ching, écrit l'auteur, déclara : «*Maintenant que le ballet est en pleine décadence en Occident*», la bannière rouge de la révolution dans le ballet doit être portée par nous. Elle organisa les répétitions du *Détachement* et son action fut consacrée, ce jour-là, à l'anniversaire du 24 octobre 1964, lorsque Mao Tse-toung assista à la représentation.

L'auteur ajoute : «*L'affection profonde de la camarade Chiang Ching pour le prolétariat, son calme, son sérieux, son attitude sérieuse à l'égard du travail, nous encourageaient à redoubler notre effort pour créer les rôles d'ouvriers, de paysans et de soldats, à vaincre et à démolir la citadelle de l'ennemi, afin de créer une nouvelle littérature, un nouvel art du prolétariat*».

Pour mieux mettre en scène les héros révolutionnaires du *Détachement*, «*la camarade Chiang Ching fit spécialement un long voyage dans l'île de Hainan*». C'est elle qui, sur place, fit en sorte que les artistes

«*se plongent*» dans la vie du peuple et de l'armée de Hainan, appliquant ainsi pleinement les directives de Mao concernant la création artistique. Comment l'inspiration des arts de naître, elle-même inspirée, guidée par la pensée de son mari, en contact quotidien avec «*les masses*», «*à elle qui devenait la sorcière intime dont l'abominable facilité est aujourd'hui peinte sur les drapeaux de Changhaï et de Pékin*» ? Car, nous disant des textes importants, Mao animal personnellement l'action de sa femme. On pouvait lire dans un éditorial du *Wen Hui Pao* de Changhaï (17 avril 1968) :

«*La camarade Chiang Ching, avec une extraordinaire ferveur révolutionnaire, un sens élevé de ses responsabilités révolutionnaires, une conscience politique élevée, a constamment analysé et a observé de lapon pénétrante les courants de la lutte de classe sur les terrains politique et culturel. Elle a compris la ligne noire et le réseau noir contre-révolutionnaire dont l'élément-clé était cette grande herbe vénéneuse, la Destitution de Hsi Jui (1), et, sous la direction personnelle du grand dirigeant Mao, la camarade Chiang Ching a immédiatement organisé et dirigé la critique révolutionnaire de masse et le désaveu (de la pièce), levant ainsi le rideau sur la grande révolution culturelle prolétarienne qui n'a pas de précédent dans l'histoire. Pendant cette grande révolution culturelle, prolétarienne, la camarade Chiang Ching a toujours été à l'avant-garde du mouvement sous la sage direction du président Mao et la sage direction du vice-président Lin Biao, bravant le vent noir et les furieuses vagues et lançant en avant la vague gigantesque de la grande révolution culturelle prolétarienne.*»

(1) Le 10 novembre 1965, Wen Hui Pao publiait, sous la plume de M. Mao Tse-toung, une déclaration de principe de la nouvelle pièce historique : la *Destitution de Hsi Jui*, qui donna le coup d'arrêt à la révolution culturelle. — (N.D.L.R.)

CORRESPONDANCE

Qui dirige la résistance anti-communiste au Cambodge ?

A la suite de la publication dans le Monde du 18 septembre d'une lettre dans laquelle M. François Ponchaud mettait en doute le caractère républicain du général Khmer qui prétendait diriger la résistance, M. Souvanna, qui se déclare chef du gouvernement khmer de libération (29, rue Smith-Sole, 69190, Saint-Fons), nous écrit notamment :

«*Andrien membre du mouvement khmer Serei, j'ai l'honneur d'avoir combattu durant plus de vingt ans dans la clandestinité contre le colonialisme français, contre la dictature de M. Sihanouk et enfin contre les ennemis du Cambodge pour l'établissement de la République khmère.*»

«*Passé par les écoles de cadres khmers Serei et les maquis, je possède dans cette organisation le grade de colonel conféré par son excellence le vénérable Son Ngoc Thanh, chef du gouvernement, et reconnu par la suite par le maréchal Lon Nol, lorsque son gouvernement fut reconnu.*»

«*Le gouvernement khmer de libération représente plusieurs organisations en lutte contre le communisme khmer, notamment le Mouvement khmer Serei, le Front républicain d'action nationale khmer de M. Ouk Vansath, la Jeunesse nationaliste khmère.*»

«*M. Souvanna n'a d'autre part écrit, à la suite de sa conférence de presse du 21 avril, que son gouvernement n'est qu'un jeu pour attirer des aides, à l'instar que M. Ponchaud l'écrivait.*»

«*M. TAN WAH-PIOW, ancien président de l'Union des étudiants de Singapour, vient de demander l'asile politique en Grande-Bretagne. Il avait été arrêté le 1^{er} novembre 1974 pour avoir milité en faveur du communisme et des universités, et condamné à un an de prison.*»

La victoire de M. Hua Kuo-feng

(Suite de la première page.)

Les défilés, cependant, se prolongent à travers Pékin et augmentent même d'ampleur. Le bruit des pétards et des musiques de toutes sortes s'élève et donne de plus en plus à la manifestation les allures d'une vaste kermesse et de frâches réjouissances populaires. Vendredi soir, la télévision a montré les premiers images des manifestations, soulignant avec le spectacle de jeunes filles dansant dans leurs costumes traditionnels de minorités nationales, le côté «*éte*» de ces défilés.

Des «fascistes dégoûtants»

L'observation des cortèges est riche d'enseignements pour les dégoûtés qu'on peut y faire de personnages inattendus ou peu vus ces derniers temps. Des témoins dignes de foi ont reconnu, vendredi, à la tête de la délégation de l'armée Chine nouvelle, M. Chen Mu-chih, qui avait récemment été écarté de la direction de cet organisme après avoir été vivement critiqué en mai dans le cadre de la campagne contre M. Teng Hsiao-ping et le «*cent dévotionniste de droite*» (le Monde du 29 mai).

La manière dont la presse rend compte de ces manifestations est haute en couleurs et le ton des attaques contre la «*bande des quatre*» s'élève de jour en jour. Samedi, Chine nouvelle a diffusé un reportage sur les défilés de Changhaï, où l'on découvre quelques-unes de ces fortes expressions dont le langage politique chinois a le secret. Les dirigeants déchu et sont qualifiés non seulement de «*représentants typiques de la bourgeoisie*», mais aussi de «*fascistes aussi dangereux que les du parti qu'une bombe a retardé*». «*Ils ont montré leur véritable couleur*», ajoute l'agence,

et sont finalement devenus aussi dégoûtants et méprisables que de la crotte de chien.»

ALAIN JACOB.

PROCES POPULAIRES A CHANGHAÏ

Pékin (A.F.P.). — Tandis que dans la capitale des dessins montrent sur des affiches Mme Chiang Ching et MM. Wang Hong-wen et Chang Chun-chiao la tête tranchée par des policiers en sanglantes, à Changhaï trois personnalités locales ont été soumises vendredi 22 octobre à un «*meeting de lutte*», véritable procès public opposant les accusés à la foule des juges, «*les masses populaires*».

Selon une information de source chinoise, les trois dirigeants, MM. Ma Tien-shui et Hsu Chin-hsien et Mme Wang Hsiao-ping, secrétaires du comité de parti de Changhaï et vice-présidents du comité révolutionnaire de la grande métropole industrielle, ont consenti à faire leur autocritique, mais la majorité des «*juges*» n'aurait pas été «*satisfait*» des aveux de leurs «*crimes*» par les accusés.

Lors de ces «*meetings de lutte*», qui rappellent ceux qui eurent lieu pendant la révolution culturelle, les coupables doivent avouer publiquement leurs «*crimes*» en balisant la tête en signe de soumission à la volonté populaire. Cette forme de procès est censée avoir un effet pédagogique sur les masses.

Thaïlande

Les chefs militaires qui ont organisé le coup d'Etat vont «conseiller» le gouvernement de M. Thanin

De notre correspondant

Bangkok. — Moins de deux semaines après le coup d'Etat du 6 octobre, le roi a promulgué, vendredi 22 octobre, une nouvelle Constitution — la dixième depuis la fin de la monarchie absolue en 1932 — et a approuvé la formation du gouvernement de M. Thanin Klayvivachon.

L'organe suprême de la junte, le Comité national de réforme administrative (C.N.R.A.), jusqu'à présent doté des pleins pouvoirs, est dissous. Il se succède à lui-même sous la forme d'un conseil consultatif auprès du premier ministre, composé des mêmes vingt-quatre membres. Les chefs militaires d'importance des «*conseils*» qui seront, sans aucun doute, écartés avec attention par les civils. Ils auront la haute main sur tout ce qui concerne directement ou indirectement la sécurité nationale et disposeront de pouvoirs législatifs jusqu'à la nomination, dans les trente jours, d'une «*Assemblée nationale de réforme administrative*».

La nouvelle loi fondamentale est très concise ; elle comprend vingt-neuf articles, contre plus de deux cents dans la Constitution de 1974. Le pouvoir est concentré entre les mains du cabinet. «*Conseil*» par les militaires.

Le premier ministre peut invoquer l'article 21, largement inspiré de l'article 17 de la Constitution élaborée sous la dictature du maréchal Sarit, qui lui donne les pleins pouvoirs et quand il le juge nécessaire pour prévenir, arrêter ou supprimer toute activité menaçant en danger la sécurité du royaume, le trône, l'économie nationale, les affaires de l'Etat ou toute activité qui menace ou incite à menacer la paix et l'ordre, les bonnes mœurs, les biens de l'Etat ou la santé du peuple, qu'elles aient lieu à l'intérieur ou à l'extérieur du royaume. Les droits de la population sont menacés de manière bien subtile dans l'article 8 : «*Toutes les personnes ont des droits et libertés dans le cadre des lois.*»

La nouvelle équipe réunie autour de M. Thanin va se mettre au travail sans risque d'être dérangée par de longs et bruyants débats parlementaires et sans avoir à engager sa responsabilité devant les députés nommés pour les quatre ans que durera la législature. Les militaires se sont réservés les portefeuilles-clés de ministre et de vice-ministre de la défense, de premier vice-premier ministre et de ministre de l'Industrie (le Monde du 23 octobre).

Les autres ministres sont peu connus. Ce sont, pour la plupart, des fonctionnaires ou des technocrates. Pour la première fois dans l'histoire du pays, deux femmes entrent au gouvernement, détenant les portefeuilles de la culture et des universités. Un seul homme politique du régime précédent a survécu au

putsch : M. Samak Sonthoravel, dévoué d'extrême droite, dont le limogeage par M. Seni fut un des facteurs qui ont précipité le coup d'Etat, qui devient ministre de l'Intérieur.

L'équipe porte clairement la marque de M. Thanin, qui veut être entouré d'hommes nouveaux. Plusieurs d'entre eux ont des amis ou des collaborateurs du premier ministre, en particulier M. Dusit Sitwan, ministre auprès du premier ministre. Beaucoup ont participé au célèbre programme de télévision «*A propos de démocratie*» diffusé par la chaîne militaire. Ce programme, dont l'idéologie d'extrême droite était évidente, avait souvent attaqué les gouvernements démocratiques précédents. Avec d'autres masses militaires, comme, par exemple, la radio des forces blindées, il a contribué au processus de déstabilisation du régime civil.

Rien ne permet de dire que la tendance d'extrême droite est affaiblie, que l'influence de la junte s'est réduite ; sur les dix-huit membres du cabinet, outre les quatre militaires, six ministres au moins avaient déjà été choisis par le C.N.R.A. comme conseillers ou membres des commissions de contrôle de la presse.

Le gouvernement devra beaucoup travailler s'il veut remettre de l'ordre dans le pays. Déjà un combat anti-corruption a été nommé et des mesures vont être prises pour lutter contre la corruption des fonctionnaires ont été édictées ; ceux-ci ne peuvent plus diriger de firmes privées ni accepter des cadeaux ; ils doivent vivre frugalement, faire du jardinage ou élever des poulets ; enfin, il leur est interdit d'aller en uniforme dans les boîtes de nuit, les salons de massage et les lieux de débauche. La vague de moralisation de la vie publique lancée par M. Thanin — connu pour sa rigueur morale et son honnêteté — sera-t-elle assez forte pour venir à bout d'une corruption généralisée ? Le puritanisme du premier ministre ne risque-t-il pas de lui créer des ennemis parmi ceux qui l'ont porté au pouvoir ?

L'installation d'un régime d'extrême droite pur et dur a rejeté dans l'opposition un certain nombre d'hommes politiques chassés du gouvernement ou qui craignent d'être inquiétés. Le général Chulachit, chef du parti nationaliste Chai, ancien ministre des affaires étrangères et de l'Industrie, est parti pour la Suisse. Des dirigeants socialistes ont rejoint les maquis communistes, en particulier M. Ehsanem Sulaim, numéro deux du parti, ancien député. Son arrestation par les agents de la dictature des maréchaux Thanin et Prapas avait été à l'origine des manifestations d'étudiants qui, en octobre 1973, provoquèrent la chute du régime.

PATRICE DE BEER.

150-151

EUROPE

Espagne

M. Adolfo Suarez envisagerait de créer un parti centriste

Madrid (A.F.P., A.P., Reuter). — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement en butte aux critiques de la droite et aux réserves de l'opposition de gauche, envisagerait de créer un nouveau parti centriste pour préparer les élections parlementaires de 1977.

Cette information, reprise notamment par le nouveau journal, *Diario 16*, a été qualifiée de « pure spéculation » par un représentant du cabinet de M. Suarez. Cependant, le journal affirme que sept membres du gouvernement seraient favorables à un tel regroupement politique pour contrebalancer l'influence de l'Alliance populaire, le mouvement de MM. Fraga Iribarne et Lopez Roda. Cette nouvelle formation pourrait regrouper, entre autres, des démocrates chrétiens, des socialistes-démocrates, des libéraux et des indépendants.

D'autre part, on a appris, vendredi, à Madrid, la mort de M. Ale-

jandro Rodriguez de Valcarlos, qui fut président des Cortes de 1959 jusqu'à l'accession au trône du roi Juan Carlos. M. Rodriguez de Valcarlos, qui était âgé de soixante ans, avait été hospitalisé dans la matinée de vendredi à la suite d'un arrêt du cœur dû à une insuffisance respiratoire. Depuis plusieurs années, il souffrait d'asthme chronique. Décédé en droit de tendance phalangiste, il avait occupé des postes importants pendant l'époque franquiste et avait même été considéré dans les milieux politiques comme un successeur probable de l'amiral Carrero Blanco quand celui-ci avait été victime d'un attentat en 1973.

Enfin, le secrétaire général du P.S.U.C. (parti communiste de Catalogne), M. Gregorio Lopez Raimond, qui avait été arrêté à Barcelone, a été libéré vendredi après-midi, apprend-on de bonnes sources.

MADRID ENVISAGERAIT D'ÉVACUER SES RESSORTISSANTS DE GUINÉE ÉQUATORIALE

Madrid (A.F.P., Reuter). — Le gouvernement espagnol a envoyé un navire de guerre aux Canaries pour protéger une éventuelle évacuation des citoyens espagnols résidant en Guinée-Équatoriale, a révélé le journal *Informaciones* du vendredi 23 octobre.

Citant des sources proches du gouvernement, le journal précise que cette mesure a été motivée par une « prudence extrême », mais la ministre espagnole de la marine déclare qu'un tel mouvement n'a rien d'exceptionnel.

Près de trois cents familles résident encore en Guinée-Équatoriale, ancienne colonie espagnole devenue indépendante en 1968. Depuis 1970, les informations sur ce pays étaient considérées comme une « matière réservée » par le gouvernement de Madrid, et la presse ne pouvait publier

aucune nouvelle. Cette interdiction a été levée mercredi, et les journaux espagnols se montrent depuis lors, très critiques à l'égard du régime guinéen.

[La dictature qu'exerce, depuis l'indépendance, le président Macias Nguema sur la Guinée-Équatoriale est l'une des plus sanglantes du monde. Plus du quart de la population a quitté le pays où se déroulent constamment des massacres d'opposants. Dans son dernier rapport de la Ligue anti-esclavagiste de Londres (le *Monde* du 1^{er} septembre) estime que vingt mille Guinéens sont contraints au travail forcé dans les plantations de cacao pour remplacer les Nigériens dont le gouvernement a obtenu le rapatriement.]

Portugal

Des officiers membres d'un nouveau «mouvement des capitaines» sont interrogés

Lisbonne (A.F.P.). — Vingt-sept officiers qui appartiendraient au nouveau mouvement des capitaines, de tendance de droite, ont commencé d'être interrogés le vendredi 23 octobre à Lisbonne. De son côté, le Conseil de la révolution a examiné le problème posé par ce mouvement revendicatif. Les « capitaines », en question réclament non seulement les mêmes avantages de carrière que les officiers issus des académies mais remettent aussi en cause la représentativité du Conseil de la révolution.

Pour sa part, le général Vasco Lourenço, gouverneur de Lisbonne,

a vivement critiqué, vendredi, la publicité donnée à cette affaire et son exploitation « par des forces nettement réactionnaires qui cherchent une fois de plus à déstabiliser la situation ». Il s'agit, selon lui, d'une campagne qui donne l'impression d'être bien orchestrée « pour inventer ou créer des divisions au sein de l'armée notamment entre lui-même et le général Pires Veloso, le commandant militaire de la région Nord.

Le général Lourenço estime que, une fois de plus, des militaires sont utilisés par des forces politiques. L'un des initiateurs du « néo-mouvement des capitaines », est, semble-t-il, le capitaine Alberto Ferreira, qui a présenté cet été sa démission de l'armée au retour d'un voyage aux États-Unis, où il se trouvait en mission militaire. Le capitaine Ferreira a joué un rôle important dans le coup d'État du 25 avril 1974, ainsi que dans l'établissement de la rébellion militaire d'extrême gauche du 25 novembre. Il faisait partie de ces officiers issus du cadre de réserve qui avaient accepté d'enterrer, momentanément, leurs revendications pour renverser le régime de Marcelo Caetano, en espérant que leurs problèmes seraient résolus par la suite, parce qu'ils avaient confiance dans l'ex-général Spínola.

Italie

● M. JEAN LECANUET, ministre d'État, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a rendu visite au président du Sénat italien, M. Amintore Fanfani, le 23 octobre à Rome. M. Lecanuët avait participé à la conférence sur l'aménagement du territoire organisée par le Conseil de l'Europe à Bari. Il avait déjà rencontré M. Fanfani au début d'août, au cours d'un déjeuner en tête à tête au domicile de ce dernier. — (A.F.P.)

KISSINGER
DIPLOMATE DE L'IMPOSSIBLE
Maurice Ferro
en librairie à partir du 25 octobre
39 F
EDITIONS FRANCE-EMPIRE

AMÉRIQUES

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE AUX ÉTATS-UNIS

Le dernier débat télévisé Ford-Carter n'a pas semblé de nature à ébranler la masse des électeurs indécis

De notre correspondant

Washington. — Le troisième et dernier débat télévisé entre le président Ford et M. Carter, vendredi 23 octobre, ne semble pas avoir entamé sensiblement le bloc des électeurs indécis. À dix jours du scrutin, les deux candidats n'ont fait que renforcer la conviction de leurs partisans, sans donner, tant sur leur personnalité que sur les problèmes des réponses de nature à rallier la masse « flottante » de l'électorat qui, finalement, décide du scrutin.

En tout état de cause, la performance du président Ford, au cours de ce dernier débat, qui se déroula dans l'atmosphère de Williamsburg, première capitale de la Virginie, restaurée dans son style colonial par le mécène, John Rockefeller, a paru être assez impressionnante pour attiser les conclusions des sondages d'opinion, qui toutes confirment l'avance de M. Carter.

Le candidat démocrate n'a pas été démoralisé par la victoire de quelques points sur concurrent sur le plan des sondages, mais il est resté très confiant à l'égard de l'arithmétique du collège électoral, qui lui donne l'avantage dans les États-clés à forte population. Les indécis pouvaient difficilement être séduits, vendredi, par deux candidats manquant totalement de brillant et dont le soul principal et évident était d'éviter, si près du scrutin, au cours de

la discussion, la « gaffe majeure, le faux-pas grave et irrémédiable. Les deux hommes ont été d'une prudence extrême, au point de rendre ennuyeux un débat « défensif ».

Selon les premiers sondages, M. Carter est considéré comme le « vainqueur » (49 contre 28 au président Ford, selon l'organisation Roper) de cet ultime affrontement, bien que, de l'avis des observateurs, et à la grande satisfaction des stratèges de la Maison Blanche, il ait parlé à la légère au sujet de la Yougoslavie. Le candidat démocrate ne croit pas à la menace d'une invasion soviétique en Yougoslavie, mais surtout il a souligné que, dans cette hypothèse, il refuserait d'intervenir.

Le président Ford ne manqua pas évidemment de souligner l'absence de M. Carter, le candidat démocrate distanciant seulement de quelques points son concurrent sur le plan des sondages, mais il est resté très confiant à l'égard de l'arithmétique du collège électoral, qui lui donne l'avantage dans les États-clés à forte population.

LE RÔLE DE LA «LIGUE DES ÉLECTRICES»

Le financement et l'organisation des débats télévisés entre les candidats à la présidence et à la vice-présidence, a été l'œuvre d'une association unique en son genre aux États-Unis, la « Ligue des électriciens » (League of Women Voters). La loi sur le financement des campagnes électorales, adoptée le 11 mai par M. Ford a fixé, en effet, des règles très strictes. Les deux candidats à la Maison Blanche ont reçu chacun 21,8 millions de dollars de l'État. Ils n'ont plus le droit, en revanche, depuis leur désignation par la convention, de leur part de recevoir de contributions privées.

La « commission électorale fédérale », chargée de faire respecter la loi du 11 mai, a estimé que les débats télévisés ne pouvaient être payés sur la somme allouée par l'État. Des candidats indépendants, tels que M. Eugene McCarthy, qui ne reçoivent aucune aide de l'État, ont été en droit de demander un temps d'attente identique. Il fallait donc résoudre cette question du cercle : les débats ne peuvent pas être financés par l'argent public, et M. Ford et Carter ne peuvent plus recevoir de fonds privés.

La Ligue des électriciens a trouvé la solution. Elle s'est

efforcée de rassembler les 250 000 dollars nécessaires. La loi précise, en effet, qu'un citoyen ou une association peut agir en faveur d'un candidat, à condition de ne rien verser dans ses caisses. M. Ford et Carter étaient donc les « invités » de la Ligue.

La Ligue des électriciens, qui compte cent trente-six mille membres, a été créée en 1920 quand un amendement à la Constitution fut ratifié par un nombre d'États suffisant pour que le droit de vote soit reconnu aux femmes dans l'ensemble du pays. Elle succéda à l'Association nationale américaine pour le suffrage des femmes, fondée au milieu du dix-neuvième siècle.

La Ligue a des activités d'ordre essentiellement civique : elle combat l'abstentionnisme et encourage l'inscription sur les registres électoraux (qui n'est pas automatique aux États-Unis et doit être renouvelée à chaque élection). Elle s'emploie à faire connaître les programmes des candidats à toutes les élections.

L'association compte parmi ses adhérents des démocrates, des républicains et des citoyens qui n'appartiennent à aucun parti. — D. D.

Dans l'ensemble cependant, M. Carter, montrant la même assurance tranquille qu'il affiche depuis le début de la campagne, « Jours mieux — ou moins mal — que son adversaire. « J'ai commis des erreurs », reconnut-il avec une franchise habile, en évoquant son interview controversée au magazine *Playboy*. « Les prochaines fois, je choisirai un autre forum pour exprimer mes vues sur le péché. » Mais surtout il concentra ses attaques sur l'état incertain de l'économie. « Vous devriez avoir honte de parler ainsi », dit-il énergiquement au président, qui répondit qu'il était sûr que les États-Unis, bénéficiant d'une reprise économique plus rapide que celle de l'Europe ou du Japon, continueraient le monde libre hors de la récession.

Le candidat démocrate cita, une fois de plus, des chiffres records du chômage, dénonça l'incapacité du gouvernement à l'égard des « chômeurs » et des « pauvres », ses faveurs envers les « riches », et d'une manière générale son incapacité à régler les grands problèmes économiques et sociaux.

S'adressant de plus en plus à Truman, M. Ford évoqua les conditions difficiles dans lesquelles il avait accédé à la présidence, et parla des progrès accomplis par son gouvernement à l'intérieur et à l'extérieur. « Nous sommes en paix, dans la liberté. J'ai rétabli la confiance des citoyens dans la présidence. J'ai été franc, direct », ajouta-t-il avant de reprendre son slogan vantant ses propres mérites : « Jerry Ford, vous savez, fait un bon travail, continuez ! »

M. Carter reconnut que le président Ford était un homme « bon et décent ». « Mais qu'a-t-il fait au juste ? », demanda le candidat démocrate, avant d'évoquer « le grand désir de changement des citoyens du plus grand pays du monde où il y a encore beaucoup à faire dans les domaines de l'éducation, de la sécurité sociale, de la lutte contre le chômage », d'un ton modeste, il conclut : « Je n'ai pas répondu à tout ». On s'en doutait.

HENRI PIERRE.

Équateur

LA LOI MARTIALE EST PROCLAMÉE À RIOBAMBA

La loi martiale a été proclamée, vendredi 23 octobre, dans la ville de Riobamba, au sud de Quito, où les émeutes se poursuivent malgré un couvre-feu rigoureux et l'occupation de la ville par les forces armées. Les heurts entre l'armée et les manifestants ont fait au moins deux morts et plusieurs dizaines de blessés, et toutes les communications sont coupées entre la capitale de la province de Chimborazo, où le sentiment régionaliste est très fort, et le reste du pays.

LE RENIEMENT DE JIMMY CARTER

« Je ne ferai jamais comme Nixon et Johnson, qui mentaient, trichèrent, déformèrent la vérité. » Telle est la profession de foi aux laquelle s'abonne l'interview de M. Jimmy Carter, publiée dans le numéro de novembre de *Playboy* et éditée par plusieurs semaines auparavant. Au cours de son dernier débat avec M. Ford, le candidat démocrate a déclaré d'un revers de main ce qu'il regardait aujourd'hui comme une « erreur ». C'est, ne dit-il, à peu de frais, l'interview de *Playboy*, qui couvre neuf pages pleines de magazines, constitue des « moments choisis » d'une série d'interviews faites sur trois mois accordés par M. Carter en divers lieux à des reporters qui ne s'expriment pas par paroles.

C'est d'ailleurs un témoignage sincère et substantiel, révélateur de la personnalité profonde de M. Carter, et qui, à aucun moment ne respire l'indifférence ou le sensationnel. Alors, pourquoi vouloir, après coup, le jeter dans la corbeille à papiers ?

Prendre des libertés avec la vérité, c'est, pour un homme politique, hautement répréhensible, selon M. Carter. Mais prendre la tangente... — A. C.

Colombie

L'AGITATION UNIVERSITAIRE S'ÉTEND À L'ENSEMBLE DU PAYS

Bogotá (A.F.P.). — L'agitation étudiante s'étend en Colombie après la décision gouvernementale de fermer la principale université du pays jusqu'au 15 novembre, ce qui a pour conséquence d'annuler le semestre en cours.

En vertu de l'état d'exception décrété dans le pays il y a un mois, qui permet notamment aux forces de l'ordre de décider des détentions allant jusqu'à six mois, les policiers ont opéré les premières arrestations d'universitaires et d'étudiants après plusieurs manifestations à Bogotá, Manizales et Medellín.

À Medellín, au nord-ouest de Bogotá, une marche de solidarité, pour protester contre l'occupation par l'armée de l'université nationale d'État, a dégénéré, jeudi, en un violent affrontement avec l'armée, qui a dû faire usage de ses armes. Sept policiers et quatre étudiants ont été blessés. Une soixantaine de manifestants ont été arrêtés.

Cependant que d'autres troubles ont été signalés à Manizales, deux nouvelles marches de solidarité ont été organisées à Bogotá, où les étudiants ont été blessés. Le dispositif policier a été renforcé en prévision de nouveaux désordres. Le ministre de la Défense, le général Abraham Varón Valencia, a confirmé que l'occupation de l'université d'État se poursuivait « jusqu'au retour à une situation normale ».

AFRIQUE

LA PHASE PRÉPARATOIRE DE LA CONFÉRENCE SUR LA RHODÉSIE S'EST ENGAGÉE À GENÈVE

Les travaux préparatoires de la conférence de Genève sur la Rhodésie ont commencé le vendredi 23 octobre par une première réunion au Palais des Nations entre M. Ivor Richard, président britannique de la conférence, et le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith. Ce dernier, qui avait annoncé la veille son intention « de publier le plan Kissinger dans son intégralité » — à ses yeux fondement de son acceptation de se rendre à Genève — a révélé la teneur du texte.

● A LUSAKA (Zambie), l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) réuni vendredi une assemblée extraordinaire pour définir sa stratégie à la conférence de Genève. Les membres de la délégation dirigée par M. Mugabe, délégué qu'il quitte Lundi samedi, par ailleurs, dix-sept membres du ZANU, incarcérés depuis l'assassinat à Lusaka, l'an dernier, du dirigeant nationaliste Herbert Chitepo, ont été libérés jeudi 21 octobre par les autorités zambianaises.

● A LONDRES, M. Nkomo, dirigeant de l'Union pour l'indépendance du Zimbabwe (ZAPU), qui compte se rendre à Genève dimanche, a assuré que son organisation et la ZANU soutiendraient une délégation commune. Il a écrit que l'ancien « Conseil national africain » (ANC), pousse à avoir sa place.

● A FÉDÉRALIA, M. Hilary Mander, ministre sud-africain des affaires étrangères, a déclaré vendredi que son pays avait fait à tout ce qui était en son pouvoir pour obtenir un règlement pacifique en Rhodésie et Namibie. — (A.F.P., Reuter.)

République Sud-Africaine Pretoria conclut un accord militaire avec le Transkei

De notre correspondant

Johannesburg. — Le gouvernement sud-africain et le gouvernement du Transkei, qui deviendra indépendant le lundi 26 octobre, viennent de conclure un accord militaire prévoyant une « coopération pour garantir la sécurité des deux États ».

Les signataires s'engagent à l'entraide à tout gouvernement, organisation ou personne d'utiliser leurs espaces terrestres, marins ou aériens à des fins agressives. Aucun accordé un droit de passage à l'aviation et à la marine militaires de l'autre.

Tandis que les gouvernements règlent les dernières formalités, de nombreuses voix s'élèvent en Afrique du Sud pour exprimer leur réprobation et leur désaccord avec l'indépendance. En effet, un million trois cent mille Xhosa, qui souvent, depuis des générations, vivent en zone blanche, perdront contre leur gré, mardi prochain, leur nationalité sud-africaine.

« Nous nous dressons contre cette farce », lit-on dans une page de publicité signée par un comité des droits de l'homme et publiée vendredi dans le *World*, quotidien destiné aux Africains.

« Matanzima (premier ministre transkeien) ou réaliser le rêve de l'apartheid : créer un réservoir permanent de main-d'œuvre à bon marché pour les riches zones industrielles blanches. Un gouvernement qui dépend de l'Afrique du Sud pour son budget demeure toujours dans la main de son maître. »

« L'Afrique du Sud doit demeurer un seul pays, où tous les habitants ont droit à une part de l'héritage commun », ajoute le comité.

Dans ce même quotidien, le directeur, M. Percy Quoboo, écrit : « Je ne souhaite pas du tout bonne chance au chef Kater Malanzima. Je souhaite, au contraire, que tout croisse sous ses pieds, et que nos frères et sœurs de l'autre côté de la rivière Kei puissent venir se joindre à nous et jouir d'une Afrique du Sud unie et riche. »

Déjà, la semaine passée, des centaines de milliers de Xhosa habitant dans la région de Johannesburg et du Cap ont suivi les mois d'ordre des étudiants et boycotté les meetings organisés par M. Kaiser Matanzima et son frère Georges, ministre de la Justice.

Au Transkei, comme en zone blanche, la police s'attend à ce que des manifestations éclatent en signe de protestation contre l'indépendance.

À Soweto, la police a investi vendredi 23 octobre le lycée Morris-Issacson, fer de lance de la contestation depuis le début de la révolte des jeunes, en juin dernier (M. Tseisi Mashini, président du conseil représentatif des étudiants de Soweto, en était un élève avant sa fuite pour la Grande-Bretagne). Quinze enseignants et soixante-deux élèves ont été arrêtés.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Tunisie

M. NOURA RAASSURE L'OPINION SUR L'ÉTAT DE SANTÉ DE M. BOURGUIBA

(De notre correspondant.)

Tunis. — Dans un discours prononcé vendredi 22 octobre devant les élèves de l'école des cadres du parti socialiste destourien, M. Hédi Noura a tenu à rassurer le peuple tunisien quant à l'état de santé du président Bourguiba, qui séjourne depuis le 11 octobre à Genève. « La santé du chef de l'État s'améliore », a déclaré le premier ministre. « Toutefois, les médecins lui ont recommandé de continuer à se reposer. »

Ce n'est pas la première fois que le combattant suprême part à l'étranger pour se soigner. Des rumeurs souvent contradictoires circulent à propos de sa santé dans la capitale tunisienne. Le phénomène a revêtu une telle ampleur que l'hebdomadaire destourien « Dialogue » a consacré un dossier à « la rumeur publique ». L'éditorialiste de « Dialogue » mettait en parallèle la sérénité évidente au sein du pouvoir avec « une sorte de fièvre anormale d'apocalypses » chez une bonne partie de l'opinion tunisienne.

Ce dossier débouchait sur une enquête concernant les moyens et les insuffisances de l'information en Tunisie. Mais il touchait aussi à des préoccupations plus fondamentales concernant l'avenir du pays, et c'est ainsi que le public l'a ressenti. — M. P.

Jeudi 24 1976

150

POLITIQUE

Réunie en comité central, l'U.D.R. est invitée par M. Jacques Chirac à se transformer en rassemblement

Le comité central de l'U.D.R., qui ne s'était pas réuni depuis le 15 mai 1976, siège dimanche 24 octobre dans la salle des fêtes de Boulogne-Billancourt, sous la présidence de M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R. M. Jac-

ques Chirac, secrétaire général d'honneur du mouvement, participera pour la première fois depuis sa démission du gouvernement, le 25 août dernier, aux travaux d'une instance dirigeante de l'U.D.R. et il prendra la parole

immédiatement après M. Guéna pour préciser ses intentions. La réunion de ce comité central est en effet la conséquence directe de l'initiative de M. Chirac prise le 29 septembre dernier, de demander la convocation d'assises nationales

extraordinaires de l'U.D.R. Les quelques cent vingt membres du comité central délibéreront de la situation politique et prépareront l'ordre du jour des assises qui se tiendront à la porte de Versailles le 5 décembre.

La plupart des fédérations départementales de l'U.D.R. s'étant déjà réunies et ayant approuvé l'initiative de M. Chirac, le secrétariat général du mouvement communique avec précision l'état d'esprit des adhérents face au projet d'élargissement et de renouveau du mouvement. Un sondage effectué par un service officiel immédiatement avant le discours d'Yves Guéna du 3 octobre et portant à la fois sur la démission de M. Chirac de son poste de premier ministre et sur son initiative de mener une action politique, avait déjà donné des résultats encourageants pour ses partisans. Toutes opinions politiques confondues, 46 % des personnes interrogées avaient jugé l'initiative de M. Chirac et 40 % l'avaient jugée positive (14 % ne se prononcent pas). Par formation politique, le pourcentage des opinions favorables était de quatre-vingt-deux au sein de l'U.D.R., cinquante-six au sein des républicains indépendants et cinquante-deux parmi les centristes.

Pour mieux mesurer l'adhésion de M. Chirac au sein même du mouvement gaulliste, un autre sondage a été effectué la semaine dernière auprès de deux mille adhérents à la demande, cette fois, de l'U.D.R. Les militants estiment ainsi que la démission de M. Chirac est une bonne chose pour la majorité, soit 72 % d'entre eux, pour son avenir personnel 76 % et pour l'U.D.R. selon 84 %. Ainsi 72,2 % des personnes interrogées estiment qu'il faut à l'U.D.R. « affirmer son indépendance par rapport au président de la République tout en restant dans la majorité ».

L'appel « au rassemblement et au renouveau » lancé par M. Chirac recueille 83,9 % de réponses

favorables, et 62,2 % souhaitent un changement de sigle et de structures. Forts de ces résultats, les dirigeants U.D.R. estiment qu'ils peuvent aller désormais assez loin dans le sens de la réforme des structures et de la transformation du mouvement gaulliste. La quadrature du cercle que doivent résoudre les dirigeants de l'U.D.R. est de ne pas créer une structure au service d'un homme tout en sachant que, sans cet homme, aucune réforme ne serait réalisable. Des pétitions de principe se multiplient contre tout soupçon de personnalisation du mouvement. M. Debré et Labbé, par exemple, assurent qu'il n'est pas plus question pour eux de devenir « chiraciques » qu'ils ne sont « giscardiens », ou qu'ils n'ont été « pompidoliens ». L'opposition de M. Chaban-Delmas à M. Chirac est la plus personnelle et la plus déterminée, et il lui reproche de nuire à la cohésion de la majorité et à l'autorité du chef de l'Etat.

Un président du rassemblement

M. Chirac lui-même, en se gardant d'intervenir officiellement et publiquement, tout en contrôlant le déroulement de l'opération, a voulu éviter dans un premier temps d'être accusé de faire une fois de plus main basse sur l'U.D.R. La notion de rassemblement qu'il avait exposée à Eglonville était suffisamment imprécise pour lui laisser le temps de la réflexion. Il semble que l'ancien premier ministre ait maintenant renoncé à la conception d'une confédération de mouvements et partis dans laquelle l'U.D.R. aurait tenu sa place parmi d'autres.

C'est pourquoi M. Chirac semble pencher pour une modification profonde de l'actuelle U.D.R. qui facilite son ouverture et permette d'en faire un « rassemblement ». L'« élargissement nécessaire », la « transformation indispensable » que M. Chirac a soulignées (le Monde du 1er octobre) pourraient se manifester à deux niveaux : celui des structures et celui de la doctrine. Les instances de l'U.D.R., depuis les assises nationales jusqu'au secrétariat général, en passant par le conseil national, le comité central et le bureau exécutif, comprennent de nombreux membres de droit ou des catégories de personnes désignées souvent selon des procédures complexes. Une réduction de ces catégories et une simplification dans le mode de désignation accroîtraient le caractère démocratique de ces instances. Il en irait de même, mais plus tard, au niveau local, où cohabitent non sans frictions — des secrétaires fédéraux, nommés par Paris, et des présidents de fédération élus par les militants. Le changement de sigle de l'U.D.R. qui pourrait symboliser cette volonté de transformation est à l'étude. Si, pour ce nombreux députés — d'après M. Labbé, —

le label U.D.R. a fait la preuve de son caractère attractif puisque des adhésions nouvelles se produisent toujours, pour d'autres, l'heure est venue de trouver un symbole plus expressif. Ces derniers font valoir que les nouveaux adhérents sont davantage attirés par la personnalité et le comportement de M. Chirac et par l'espoir d'action qu'il a fait naître que par la référence à l'histoire et aux richesses d'un parti âgé maintenant de dix-huit ans. Ainsi, en 1976, sur deux cent quatre-vingt mille trois cent quarante-cinq adhérents que comptait officiellement l'U.D.R., 30 % seraient de nouveaux membres, et le rythme d'inscription se serait même accéléré au cours du mois d'octobre. Le sigle nouveau qui pourrait être proposé aux assises devrait comporter le mot « rassemblement ». Certains avancent la formule « rassemblement pour le renouveau », mais non celui de « travailisme », qui révèle, sans doute une certaine sensibilité sociale mais qui est d'un anglicisme trop ambigu. La préférence que pourrait marquer M. Chirac et que M. Guéna fera connaître aux fédérations

après le comité central pourrait porter sur un type original de structures mêlant les principes confédéraux et unitaires. Dans ce schéma, un président du rassemblement élu par les assises déléguerait à un secrétaire général l'organisation et la conduite du mouvement. Autour du président un conseil politique et auprès du secrétaire général une commission exécutive constitueraient des organes délibératifs dans lesquels figureraient des membres du mouvement élus, les anciens premiers ministres et des personnalités représentant d'autres mouvements, associations et organisations diverses.

Une doctrine sans ambiguïté

Le comité central élargi (il ne comporte actuellement que cent vingt membres) permettrait aussi une représentation des « associés ». L'ouverture sera réalisée par la possibilité d'adhésions individuelles sans aucun lien avec des collectifs. Des partis, des associations, des groupements professionnels

pourront participer au « Rassemblement », dont les membres pourront ainsi avoir une double appartenance. La transformation de l'U.D.R. doit se faire aussi — selon ses promoteurs — dans la doctrine et dans l'action. Deux sortes de propositions seront faites par M. Chirac. — Le rappel des thèmes essentiels du gaullisme soulignera la fidélité aux institutions de la V^e République, mais insistera davantage encore sur la nécessité d'une défense nationale et d'une diplomatie indépendante. — Sur les problèmes plus conjoncturels, M. Chirac se dit décidé à offrir des solutions qui « n'auront rien de réactionnaire ni de conservateur » et ne laisseront place à aucune ambiguïté. Son objectif est de développer une politique sociale et de rechercher un consensus populaire. Il précisera ainsi que le respect du droit de propriété et l'encouragement à l'initiative et à la responsabilité individuelles ne signifient pas que le capitalisme doit échapper à tout contrôle. Il rappellera que la « participation » à tous les niveaux, y compris celui

de la propriété des entreprises, doit être encouragée. Il énoncera les principes d'une réforme fiscale d'ensemble dans laquelle les grandes fortunes n'échappent pas à la taxation. Il soulignera l'importance que l'action gouvernementale doit attacher à la jeunesse pour laquelle une politique doit être définie, et à la famille. En développant ce programme — notamment aux assises du 5 décembre — M. Chirac s'efforcera aussi de lui donner une certaine crédibilité. Il constituera en quelque sorte l'esquisse de la plateforme électorale qui sera défendue par ses partisans lors des élections législatives, mais il sera surtout un appel à ceux qui, au sein de la majorité, s'édient aujourd'hui prêts à le rejoindre, mais aussi à ceux qui, dans les secteurs socio-professionnels tentent présentement de s'organiser et aux anciens adversaires du gaullisme ou de l'U.D.R. Il devra, pour réussir, les convaincre, mais aussi convaincre ses propres amis qu'il est temps de faire table rase du passé. Sa route semble donc encore parsemée d'obstacles.

ANDRÉ PASSERON.

CEUX QUI FONT LA ROUE CEUX QUI LAISSENT LES PLUMES

Dans le deuxième numéro spécial du NOUVEL OBSERVATEUR, il y a l'argent et les Lyonnais, l'argent et les Normands, l'argent et les rentiers, l'argent et les faisans, l'argent et les avarés, l'argent et la psychanalyse, l'argent et l'histoire...

Il y a ceux qui vivent des revenus de leurs revenus.
Il y a ceux qui touchent les intérêts et perdent le capital.
Il y a ceux qui font la roue et ceux qui laissent les plumes.
Il y a, enfin, des conseils à ceux qui ne sont pas riches pour ne pas devenir pauvres.



LA FORTUNE DES FRANÇAIS/II - En vente dès aujourd'hui

Quand les professeurs jugent la thèse de M. Giscard d'Estaing

Le Cercle de l'opinion a organisé vendredi 22 octobre, à Paris, en présence du père et du frère de M. Giscard d'Estaing, un débat sur le livre du président de la République Démocratique française.

M. Maurice Duverger, professeur à l'université de Paris-I, après avoir noté que ce livre était « sympathique », a jugé qu'il « exposait les thèmes très classiques du néo-libéralisme » et qu'il regardait les adversaires et l'opposition d'une façon très particulière. « C'est, a-t-il déclaré, une immense opération de brouillard artificiel de camouflage de la réalité. » Et le professeur a ajouté : « Je croyais que la démocratie française c'était l'ensemble des Français et pas seulement le livre de M. Giscard d'Estaing. »

M. René Rémon, président honoraire de l'université de Paris-X, voit dans le livre « une coïncidence du dire et de la pensée du président de la République ». S'il note qu'il y a « une large part d'utopie », il observe que M. Giscard d'Estaing n'a pas « une vision particulièrement optimiste de la nature humaine, mais il sous-estime l'importance et la gravité des conflits mettant ainsi une certaine dimension de la réalité française ».

Pour M. Jean Elleinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, membre du P.C., le président de la République « se bat contre des moulins à vent, il se bat contre la collectivisme alors que nous ne voulons pas du collectivisme, nous voulons une société plus égale et plus juste ». Il reproche à l'auteur d'avoir énoncé une « doctrine de l'alternance limitée puisqu'elle demeure dans le système tel qu'il existe ».

M. Pierre Emmanuel, président de l'Institut national de l'audio-visuel, voit dans l'ouvrage « l'affirmation

d'une volonté de briser la pesanteur d'un contrôle de plus en plus dirigé ».

M. Jacques Delors, professeur à l'université de Paris-Dauphine et membre du parti socialiste, estime que « le livre engage une polémique bien spinosaire en ce qui concerne l'autogestion et les nationalisations ». Il rappelle que les contrats de programme entre l'Etat et les entreprises, qu'avait imaginé M. Chaban-Delmas, s'étaient heurtés au plus scepticisme des ministres, de l'époque, M. Giscard d'Estaing. Il indique : « Si l'on veut changer la France, il faut faire des Français eux-mêmes les agents conscients de leur changement. »

Pour M. Georges Védal, doyen honoraire de la faculté de droit de Paris, l'ouvrage est une opération très modérée, une contestation très courtoise du socialisme. Enfin, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, affirme : « Le programme commun de la gauche est le plus grand diffuseur commun et la démocratie française de M. Giscard d'Estaing est le plus grand rassembleur commun. »

M. Raymond Barre participera, le mercredi 23 novembre en fin d'après-midi, aux travaux du comité directeur du Centre des démocrates gauchistes, qui s'ouvrira au palais du Luxembourg. Les débats auront lieu à huis clos.

M. Michel Jobert a déclaré, vendredi soir 23 octobre, après une entrevue avec M. Gaston Defferre, député socialiste, maître de Marseille, que le Mouvement des démocrates qu'il préside présentera à l'occasion des élections municipales « des listes homogènes » partout où il le pourra.

POLITIQUE

L'EXAMEN DU BUDGET POUR 1977

L'Assemblée modifie la taxe sur certains éléments du train de vie

Vendredi matin 23 octobre, l'Assemblée nationale, présidée par M. BROCARD (R.G.), l'examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1977.

Après l'article 2, M. COMBRISSON (P.C.) propose d'étendre la déduction pour frais de garde à toutes les mères de famille exerçant une activité professionnelle, ainsi qu'aux chefs de famille célibataires, divorcés ou veufs.

MM. ANDRÉ FANTON et JACQUES MARETTE (U.D.R.) observent à ce sujet que certains honoraires — versés aux avocats et aux conseillers fiscaux, en particulier — sont déductibles, sur des sommes imposées. M. DURAFOR, ministre délégué à l'économie et aux finances, répond que l'extension du bénéfice de cette disposition aux frais de garde d'enfants serait d'un coût trop élevé. Commentaire de M. FANTON : « Il n'y a qu'à faire garder les enfants sur les conseils fiscaux ».

Un scrutin public, l'amendement est repoussé par 259 voix contre 179 sur 434 votants. Deux autres amendements déposés par MM. ZELLER (non-inscrit) et VIZET (P.C.) sont également repoussés.

A l'article 3, qui précise que les déficits fonciers s'imputent exclusivement sur les revenus fonciers des cinq années suivantes, M. MESMIN (réf.), qui estime que « l'avenir de notre patrimoine immobilier est en cause », défend un amendement de suppression.

Après une suspension de séance demandée par M. MARIE (U.D.R.), M. PAPON (U.D.R.), rapporteur général, indique que la commission des finances a adopté l'amendement, auquel s'oppose M. Durafour, le ministre voit dans l'article 3 « une disposition fondamentale de l'effort de moralisation fiscale » et demande un vote bloqué et un scrutin public sur cet article.

Après discussion des amendements déposés, parmi ceux-ci, les textes présentés par MM. DUF-FAUT (P.S.), COT (P.S.), ZELLER, BIGNON (U.D.R.), MARIE ne sont pas adoptés. Un amendement présenté par M. RIBES (U.D.R.) propose qu'une exception soit faite pour les immeubles ayant fait l'objet de travaux de restauration dans le cadre de la loi du 4 août 1962, dite « loi

Malraux ». Il est accepté par le gouvernement. L'article 3 ainsi modifié est adopté au scrutin public par 472 voix contre 12 sur 487 votants, l'opposition s'abstenant.

A l'article 4 relatif à la rémunération des personnes contrôlant une fraction importante du capital d'une société, M. GIRON (app. U.D.R.) estime « injuste de retirer le bénéfice de l'abattement de 20 % au président de sociétés de caractère familial alors que le président-directeur général d'une grosse société, dont les risques sont moindres mais dont la rémunération sera triple ou quadruple, continuera à en bénéficier ».

Opinion partagée par MM. GINOUX (réf.) et HARDY (U.D.R.). Au scrutin public demandé par le gouvernement, l'article est adopté par 442 voix contre 8 sur 450 votants.

L'après-midi, sous la présidence de M. DUCOLONE (P.C.), l'Assemblée examine l'article 5, qui institue une taxe exceptionnelle sur certains éléments du train de vie. M. DURAFOR indique que le gouvernement accepte l'amendement de MM. KOARF (R.L.) et PAPON (U.D.R.). Ce dernier explique que la taxation prévue par le gouvernement risquerait d'être très lourde et surtout très mal répartie. Elle s'appliquerait, d'autre part, à la possession d'un seul des éléments retenus par le gouvernement (navire de plaisance, avion de tourisme, chevaux de selle et de course, location de droits de chasse et participation dans des sociétés de chasse, participation au abonnement à des clubs de golf), quelle que soit la valeur de cet élément. MM. Koarf et Papon proposent donc de substituer à cet article une taxe exceptionnelle de 3 % sur le total des bases correspondant à trois au moins des éléments du train de vie mentionnés par le gouvernement et dont les contribuables ont disposé directement ou par personne interposée pendant tout ou partie de l'année 1976, lorsque le total excède 80 000 francs.

Après l'intervention de MM. DE POULPIQUET (U.D.R.), BECAM (app. U.D.R.), NUNGES-SER (U.D.R.), AUBERT (U.D.R.), MARETTE (U.D.R.) et COT (P.S.), M. DURAFOR rappelle que c'est « le souci d'une meilleure justice » qui a conduit le gouvernement à demander « un

effort exceptionnel aux Français, dont certains éléments du train de vie reflètent une situation particulièrement favorable ». Après avoir supprimé l'article 5 tel que rédigé dans le projet gouvernemental, l'Assemblée lui substitue l'amendement de MM. Koarf et Papon.

Est ensuite repoussé au scrutin public, par 263 voix contre 181, un amendement communiste qui prévoyait des exonérations et abattements supplémentaires en faveur des personnes de plus de soixante-cinq ans. Il en va de même d'un amendement communiste qui supprimait la T.V.A. sur les produits de première nécessité.

Après l'adoption de l'article 6, qui abaisse le taux normal de la T.V.A. de 20 % à 17,50 % (M. GINOUX, réformateur, votant contre), l'Assemblée rejette un amendement communiste qui remboursait aux collectivités locales la T.V.A. perçue sur leurs travaux et achats de fournitures.

L'article 7 (prorogation des dispositions concernant l'agriculture) est adopté, puis les députés examinent l'article 8 (reconstitution du prélèvement conjoncturel contre l'inflation). Pour M. COT (P.S.), « la servitude renforcée, c'est la police des salaires ». M. GIRON (app. U.D.R.) souhaite que l'on atténue les conséquences de cet article.

M. MARETTE (U.D.R.) ironise sur ce « loch-ness fiscal » qui relève, à son avis, du « schisme intellectuel », qu'il estime « inutile et dangereux, inapplicable et inopérant ». Il souhaite que les amendements « injectent un peu de bon sens ».

Pour M. DURAFOR, ce prélèvement « est une pièce essentielle du dispositif gouvernemental de lutte contre l'inflation ». Le ministre se déclare toutefois prêt à

tenir compte de plusieurs des amendements déposés. Le groupe communiste souhaite pour sa part la suppression pure et simple du prélèvement conjoncturel. Il a d'ailleurs déposé un amendement en ce sens. Alors que le texte du gouvernement prévoit l'application automatique du prélèvement et le versement d'acomptes, la commission des finances propose que le prélèvement ne joue au 1^{er} janvier que si telle ou telle entreprise a dépassé le seuil de chiffre d'affaires fixé par M. Durafour. M. Durafour propose alors de supprimer, en juillet, l'acompte d'avril. Quant au paiement du deuxième acompte, en juillet, il ne sera exigible que si l'augmentation de l'indice des prix des produits manufacturés, a dépassé 1,7 % pendant une période de cinq mois consécutifs à compter du 1^{er} janvier.

M. PAPON se félicite de voir le gouvernement accepter le principe de la commission qui subordonne le paiement des acomptes au dépassement d'une norme. Pour cette dernière, il se déclare prêt à accepter le chiffre du gouvernement. Au terme d'une discussion particulièrement confuse, le groupe U.D.R. demande que le vote sur cet article soit reporté à mardi. M. DURAFOR accepte et indique qu'il n'attendra un « vote blanc » sur sa dernière proposition, mesures annoncées la veille par M. Giscard d'Estaing. « L'essentiel, a-t-il dit, c'est d'abord une sous-estimation de la gravité de la crise à la Réunion, un refus de voir la gravité de cette crise. Il fallait dire la vérité à l'opinion, et ne pas tenter de l'endormir ».

Selon M. Vergès, la plupart des mesures énumérées par le président de la République étaient déjà connues : c'est le cas du plan de relance de la canne, de l'aménagement des Hautes, de l'irrigation du bras de Cilaos, de la construction d'un GREPS, de quatre clubs de jeunes et de dix piscines. Quant aux mesures nouvelles, elles sont accueillies par le secrétaire gé-

Les sénateurs sont favorables à la vignette pour les motos d'une cylindrée supérieure à 500 cm³

Le Sénat a adopté le 23 octobre par 171 voix contre 91 (P.C., P.S., radicaux de gauche) l'ensemble du projet de loi de finances rectificative formant le premier volet du plan Barre. Ce texte, ayant été modifié par les sénateurs, a été renvoyé devant

une commission mixte paritaire convoquée le 25 octobre par le gouvernement.

Après avoir repoussé par 188 voix contre 72 (P.C., P.S.), un amendement communiste tendant à instituer un impôt sur le capital et par 180 voix contre 91 (P.C., P.S., radicaux de gauche) un amendement de M. Caillaud (gauche démocratique) ayant le même objet mais concernant des dispositions différentes, les sénateurs ont apporté les principales modifications suivantes au projet en première lecture par l'Assemblée nationale.

ARTICLE PREMIER. — Cet article institue une majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre de l'exercice 1976. Le Sénat a voté un amendement de M. Josselin Marigné (indépendant) prévoyant que les contribuables ayant subi une amputation d'un tiers de leur revenu à la suite de leur départ à la retraite soient exonérés de cette majoration dans les mêmes conditions que les chômeurs.

ART. 2. — Ne seront astreints à la contribution exceptionnelle de solidarité que les exploitants agricoles dont les recettes ont excédé 1 million de francs pour le total des années 1974-1975 (amendement de M. Pelletier, gauche dém.). Le texte voté par l'Assemblée nationale fixait un plancher de 800 000 francs au lieu de 1 million.

Le texte amendement de M. Pelletier a été adopté. Il exonère de cette contribution les exploitants agricoles qui ont été reconnus sinistrés trois années consécutives. De plus, les agriculteurs astreints à cette contribution n'auront pas à souscrire une déclaration spéciale, comme le prévoyait le projet gouvernemental. L'administration qui devra leur adresser un avertissement (amendement de M. Tinant, union centriste).

La contribution exceptionnelle des gros agriculteurs pourra être acquittée par souscription à un emprunt (amendement de M. Monory, rapporteur général, voté par 238 voix contre 27).

ART. 3. — Les sénateurs n'ont pas voulu exonérer de la majoration de l'impôt sur les sociétés celles d'entre elles qui déclarent des bénéfices impliquant un impôt inférieur ou égal à 20 000 F. Ils ont supprimé le dernier alinéa de cet article qui prévoyait une telle exonération. « Ces sociétés, a dit M. Monory, auteur de l'amendement, sont souvent plus florissantes que ne le font apparaître leurs bénéfices déclarés ».

ART. 4. — Le Sénat a étendu l'imposition de la taxe différentielle (vignette) aux motocyclettes d'une cylindrée égale ou supérieure à 500 centimètres cubes.

L'article 5 bis, introduit par l'Assemblée nationale sur la proposition de M. Mesmin, a été repoussé. Il concernait l'organisation de la distribution d'eau chaude communautaire à la construction de centrales nucléaires.

La plupart des amendements ensuite adoptés correspondent à de simples améliorations rédactionnelles tendant à préciser les propositions concernant la stabilisation des loyers et du prix de l'eau et la limitation à 6,5 % de hausses du prix pendant l'année 1977. — A. G.

En Guadeloupe

Un mot d'ordre de « grève générale » est diversement suivi

Un mot d'ordre de grève générale pour le 21 octobre avait été lancé par plusieurs syndicats de Guadeloupe : C.G.T., Fédération des travailleurs guadeloupais, F.G.N., S.G.N., C.F.D.T., etc. Cette grève devait, selon ses organisateurs, permettre de promouvoir un certain nombre de revendications liées à l'activité du volcan de la Soufrière et à l'évacuation des régions menacées. Les mots d'ordre portaient notamment sur la déclaration de la Guadeloupe comme zone sinistrée, l'application à l'île de toutes les lois sociales métropolitaines, la distribution des terres aux paysans des régions évacuées, la création d'emplois et la construction de logements sociaux pour les personnes évacuées. Les syndicats entendaient aussi protester contre l'application à la Guadeloupe, compte tenu de

sa situation particulière, du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation.

Selon les indications émanant de la préfecture, le mouvement a été suivi dans une proportion de 70 % à 80 %, en fonction des différents secteurs professionnels. Cependant, l'ensemble de l'activité économique de la Guadeloupe n'a pas connu l'arrêt qu'espéraient les organisateurs : les coupures de courant prévues n'ont pas eu lieu, le courrier a été partiellement distribué, certains guichets des P.T.T. ont eu une activité normale. Seules les banques, les grands centres commerciaux et les chantiers de construction ont été paralysés par le mouvement. Dans l'enseignement et dans les services du ministère des finances, la participation à la grève a été particulièrement importante.

Après le voyage du chef de l'Etat à la Réunion

M. VERGÈS : le débat sur l'autonomie a été engagé

M. Paul Vergès, secrétaire général du parti communiste réunionnais, a commenté, vendredi 23 octobre, à Saint-Denis, au cours d'une conférence de presse, les mesures annoncées la veille par M. Giscard d'Estaing. « L'essentiel, a-t-il dit, c'est d'abord une sous-estimation de la gravité de la crise à la Réunion, un refus de voir la gravité de cette crise. Il fallait dire la vérité à l'opinion, et ne pas tenter de l'endormir ».

Selon M. Vergès, la plupart des mesures énumérées par le président de la République étaient déjà connues : c'est le cas du plan de relance de la canne, de l'aménagement des Hautes, de l'irrigation du bras de Cilaos, de la construction d'un GREPS, de quatre clubs de jeunes et de dix piscines. Quant aux mesures nouvelles, elles sont accueillies par le secrétaire gé-

ral du P.C.R. avec scepticisme. Des dispositions d'incitation aux investisseurs, les prêts aux P.M.E. ou médianes (l'acquisition de l'indemnité de départ et du complément familial), « Depuis des semaines, a-t-il ajouté, on a entendu des experts dans l'opinion. Le dessein est général. Ce qui manque, c'est que les cinquante mille à huit cents attentent l'annonce d'une mesure les concernant ».

Cependant, M. Vergès a salué comme « un événement positif » le fait que le débat sur l'autonomie ait été engagé. « Jusqu'à présent, a-t-il souligné, on s'occupait des autonomistes. Cette fois, il y a eu un débat public. Le président de la République a tenu d'argumenter. Nous allons pouvoir argumenter sur le fond ».

● M. Michel Crépau, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, député de la Charente-Maritime, a adressé une question écrite à M. Michel Fontanet, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, pour attirer son attention « sur l'utilisation abusive de mesures administratives restrictives à la liberté de circulation, infligée à des réfugiés bretons, actuellement internés sur l'île d'Yeu ».

● M. Paul-Smile Viard, président de l'Anafanoma, a été reçu vendredi 23 octobre par M. Raymond Barre à l'hôtel Matignon. Il a remis au premier ministre un schéma des solutions que son organisation propose aux problèmes posés par l'indemnisation des rapatriés et leur endettement.

● M. Jean Fontaine, député (non-inscrit) de la Réunion, a déclaré vendredi 23 octobre, au terme de la visite de M. Valéry Giscard d'Estaing dans ce département d'outre-mer : « Après le choc de l'accueil qui a été réservé à M. Giscard d'Estaing dans toutes les communes, y compris Saint-Louis (dont le maire, M. Dambreville, est socialiste), si l'accepte un quarton plutôt que contestataire, il sera difficile à quelques responsables de dire que la Réunionnais déshonorent la partition avec la métropole. (...) Pour la première fois, un chef d'Etat a fait le procès de la théorie jacobine et averti de l'autonomie. On ne pourra plus prétendre être à la fois autonomiste et Français. »



TRAVAILLEURS DE FRANCE

ON VOUS MENT ! VOUS N'ÊTES PAS LIBRES !

VOUS AVEZ LE DROIT DE CHOISIR LIBREMENT

Votre Conseiller Municipal et votre Maire...
Votre Conseiller Général...
Votre Député...
Votre Président de la République...

MAIS... vous n'avez pas le droit de choisir librement, dans votre entreprise, sur votre lieu de travail, ceux qui vous représenteront auprès du patronat — même s'il s'agit de l'Etat-Patron —, ceux qui défendront vos intérêts.

LA LIBERTÉ N'EXISTE PAS !

20 % seulement des travailleurs français sont syndiqués... 80 % des travailleurs français refusent donc de s'inscrire dans les syndicats « officiels » qui eux, ont tous les droits et bénéficient de privilèges sans commune mesure avec ce qu'ils représentent vraiment... 80 % de travailleurs français ne sont pas syndiqués.

Et pourtant, dans la Constitution, il est écrit : « Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix ».

LA CONSTITUTION N'EST PAS RESPECTÉE !

Puisque votre choix est limité aux cinq « plats » reconnus par le Gouvernement et le Patronat... Cette situation scandaleuse, 200 parlementaires l'ont déjà dénoncée !!!

Le 2 avril 1973, ces 200 parlementaires ont déposé une proposition de loi instituant la liberté de candidature pour toutes les organisations syndicales légalement constituées dans l'entreprise.

L'avis de ces parlementaires est clair : la situation actuelle constitue « Une violation caractérisée des principes de liberté et d'égalité inscrits dans la Constitution ».

Et ces mêmes parlementaires considéraient leur proposition de loi comme : « Un acte de justice et d'équité conforme à la tradition républicaine de la France ».

EXIGEZ DE VOS PARLEMENTAIRES

ET DU GOUVERNEMENT

LE RESPECT DE LA LIBERTÉ

LE RESPECT DE VOS DROITS

- Pour une authentique réforme de l'entreprise.
- Pour la liberté de candidature au premier tour des élections professionnelles.

La Confédération Française du Travail a lancé une pétition nationale qui à ce jour a recueilli près de 2 millions de signatures.

CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DU TRAVAIL

13, rue Péclel, 75015 Paris — Tél. : 533.62.62

M. GISCARD D'ESTAING

répond

aux questions posées par les auditeurs de RTL sur son livre "Démocratie Française"

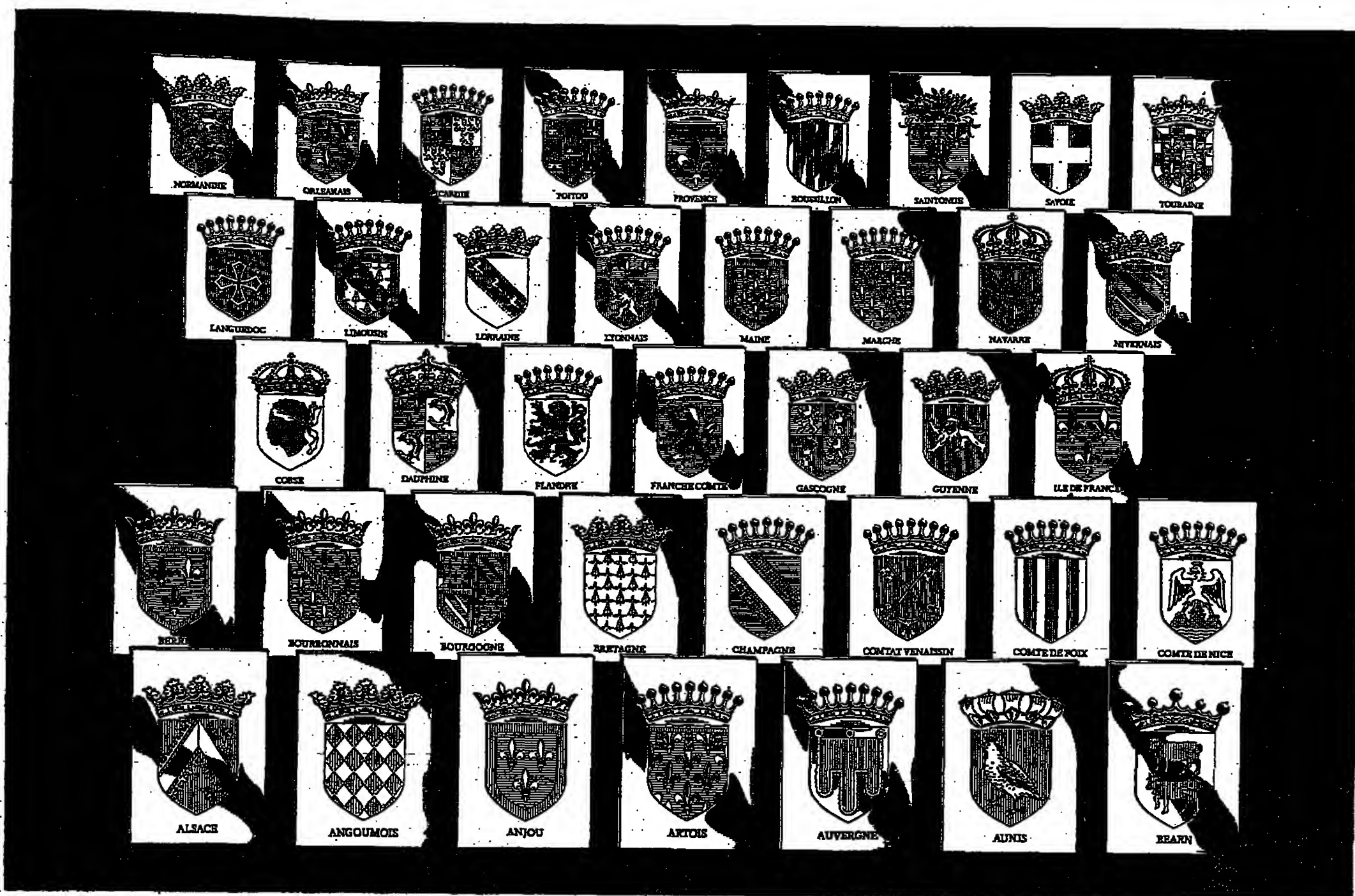
Lundi 25 octobre de 7h30 à 8h30 du matin, sur

RTL émission spéciale

avec Jean Farran et Jean Carlier

Jeudi 26 150

150



Les lingots sont montrés plus petits que taille réelle.

Emises pour la première fois dans l'argent massif

LES ARMOIRIES DES PROVINCES DE FRANCE

Une collection de lingots portant les armoiries authentiques des 39 anciennes Provinces de France

Une édition unique de qualité Epreuve
A tirage strictement limité
Disponible exclusivement par souscription
Date limite des souscriptions :
le 20 novembre 1976
Une seule collection par personne.

C'est le 14 juillet de l'an de grâce 1099. Les croisés sont épuisés par la chaleur et oppressés par la soif. Sous l'impulsion inspirée de Godefroy de Bouillon, duc de Basse-Lorraine, ils se lancent à l'assaut de Jérusalem, la ville sainte. Selon la légende, Godefroy rallie ses hommes en jetant sa lance vers la Tour de David. Il transperce alors trois siècles d'un seul jet. A la suite de ce prodige, la ville tombe et la victoire est acquise aux croisés.

Depuis ce moment, les armoiries de Lorraine portent fièrement trois siècles d'argent.

C'est pendant l'époque tumultueuse des croisades que les armoiries prennent leur véritable importance. Pour éviter la confusion sur les champs de bataille, les chevaliers découpent leurs boucliers et étendards de leurs armoiries personnelles. Ainsi naît la grande tradition héraldique.

Parmi les armoiries qui nous parviennent à travers les siècles, celles des anciennes Provinces de France possèdent une richesse toute particulière. Symbole de grandeur et de noblesse, elles témoignent pour toujours du passé héroïque et de la passionnante histoire de notre pays.

Les Armoiries des Provinces de France offertes pour la première fois en argent massif. Pour la première fois dans l'histoire de la tradition héraldique, ces armoiries qui sont notre patrimoine commun vont être sculptées et gravées dans la splendeur durable de l'argent massif. En effet, Le Médailleur est fier de présenter une collection de 39 lingots d'argent : Les Armoiries des Provinces de France.

Libéralisme, qui se définit comme la science des armoiries, est le tableau vivant de l'évolution historique survenue au cours des siècles. C'est ainsi que les armoiries des anciennes Provinces de France se sont progressivement modifiées. Parfois, différentes versions des armoiries d'une même province ont existé côte à côte.

Aujourd'hui, nous avons la chance de bénéficier des travaux de Robert Louis, dessinateur symboliste des services officiels, qui consacra sa vie à de savantes recherches héraldiques, certaines sous les auspices

des Archives Nationales. Grâce à Robert Louis, il existe une version absolument authentique des armoiries de chacune des 39 anciennes Provinces de France.

Le Médailleur a le privilège exclusif de réaliser dans le métal précieux l'ensemble de ces armoiries. Celles-ci n'ont jamais été offertes auparavant sous cette forme aux collectionneurs et ne le seront plus jamais à l'avenir. En effet, Le Médailleur, par un accord spécial, est seul autorisé à émettre dans l'argent massif les 39 Armoiries authentiques des Provinces de France.

La noblesse des armoiries
emballées par la qualité Epreuve,
la plus haute en numismatique.

La collection comprendra 39 lingots en argent massif, chacun montrant sur sa face les armoiries authentiques d'une Province de France, surmontées de la couronne de souveraineté.

Pour représenter avec exactitude dans le métal précieux les motifs héraldiques de chacune des armoiries, les maîtres artisans du Médailleur ont appliqué pour la préparation minutieuse des matrices de frappe une technique de gravure élaborée, unique en son genre, qui permet de reproduire avec une fidélité absolue les détails les plus fins.

Le code héraldique ancestral a été suivi pour exprimer les couleurs dans l'argent massif. La description de ce code universel se trouve dans la documentation historique qui accompagnera chaque collection.

Les couronnes rehaussant chacune des armoiries seront délicatement sculptées dans un léger relief satiné. Chacune représente le statut traditionnel de la province dans l'organisation monarchique. Ainsi, les fleurs de lys de la couronne du Bourbonnais, de la Touraine et de l'Île de France, indiquent qu'il s'agit de provinces royales. Les fleurons de la couronne de Bretagne et du Nivernais sont ceux des duchés. Les couronnes du Roussillon et du Lyonnais avec leurs neuf perles montrent que ces provinces étaient, à l'origine, des comtés.

Seule, la perfection de la qualité Epreuve, la plus haute en numismatique, pouvait convenir à la réalisation des Armoiries des Provinces de France. Pour atteindre cette qualité, chaque lingot sera frappé individuellement à partir de matrices polies à la main afin que les détails de chaque armoirie se détachent en mat sur un fond pur brillant comme un miroir.

Le revers de chaque lingot portera la carte de l'ancien Royaume de France avec, en bandeau, le titre de la collection et le nom de la province dont les armoiries sont illustrées sur la face. La surface de cette même province apparaîtra en brillant sur le fond mat de la carte.

Pour exprimer parfaitement la richesse visuelle des armoiries, chaque lingot de la collection mesurera 46 mm sur 32 mm. Sur la tranche figurera le poinçon d'Etat, garantie de pureté de l'argent massif 1er titre.

Pour protéger et mettre en valeur les 39 lingots, chaque souscripteur recevra un élégant coffret de bois qui sera accompagné d'un certificat d'authenticité et d'une documentation historique expliquant l'origine des armoiries et interprétant leur symbolisme héraldique.

Un plan pratique d'acquisition
et la pratique d'un prix constant

La collection Les Armoiries des Provinces de France est offerte exclusivement par souscription. Les lingots seront émis en rythme d'un par mois et pourront être réglés chaque mois sur facture, à réception du lingot.

Le prix de chaque lingot est de 190 F TTC. Le prix hors taxe est garanti constant pendant toute la durée de la collection, quelles que soient les variations du prix de l'argent et des coûts de fabrication. Cette garantie est rendue possible aux collectionneurs par Le Médailleur, dès réception des demandes de souscription, se procurera le poids de métal précieux nécessaire à la constitution des collections correspondantes.

Une édition unique à tirage limité
disponible jusqu'au 20 novembre 1976

La collection Les Armoiries des Provinces de France est émise dans une édition unique à tirage strictement limité. Elle est réservée exclusivement aux souscripteurs d'origine. La date limite des souscriptions est fixée impérativement au 20 novembre 1976, minuit, le cachet de la poste faisant foi. De plus, il y a une limite

absolue d'une seule collection par souscripteur. Le nombre total des collections sera ainsi pour toujours limité au nombre exact des souscriptions reçues avant la date limite.

Lorsque tous les lingots destinés aux collectionneurs auront été frappés, les matrices seront immédiatement détruites garantissant pour toujours qu'il n'y aura aucune autre édition des Armoiries des Provinces de France. Le certificat d'authenticité accompagnant la collection attestera les strictes limites de cette édition.

La signification profonde et l'intérêt historique des Armoiries des Provinces de France n'échapperont pas aux collectionneurs français. Par l'illustration dans le métal précieux des armoiries authentiques des Provinces de notre pays, la chronique de l'histoire de la France éternelle se déroule devant nos yeux.

Par sa valeur éducative, sa beauté artistique et la richesse de son métal, la collection Les Armoiries des Provinces de France se transmettra de génération en génération.

Avis important à l'intention
des collectionneurs

Les armoiries montrées ci-dessus et illustrant la collection Les Armoiries des Provinces de France sont des œuvres originales de Robert Louis, dessinateur symboliste des services officiels. Considérées universellement comme les armoiries authentiques des Provinces de France, elles ont fait l'objet de dépôts légaux en France et à l'étranger et ne peuvent être reproduites sans autorisation expresse préalable. Les droits de reproduction en métal précieux de l'ensemble de la collection des 39 armoiries sont exclusivement réservés au Médailleur qui a décidé de les limiter à cette édition unique réservée seulement aux souscripteurs d'origine.

TITRE PERSONNEL DE SOUSCRIPTION

Date limite : le 20 novembre 1976

Veuillez accepter ma souscription pour la collection Les Armoiries des Provinces de France, assurément 39 lingots de qualité Epreuve en argent massif 1er titre au prix de 190 F TTC par lingot. Je recevrai ma collection au rythme d'un lingot par mois, à partir de Décembre 1976.

Je ne vous envoie pas d'argent maintenant. J'ai noté que je vous réglerai mensuellement chaque lingot, au prix de 190 F TTC, à réception de ma facture.

Le prix de chaque lingot est garanti constant pendant la durée de la collection. Le seul dérogation à cette garantie ne pourra provenir que d'un changement de taux de la TVA.

Je recevrai également sans majoration de prix, un magnifique coffret de présentation, ainsi qu'un certificat d'authenticité et une documentation historique sur la collection.

Mr. _____

Mlle. _____

M. _____

Prénom _____

Adresse _____

Cade postal _____

Ville _____

Signature _____

LE MÉDAILLEUR 64 rue du Faubourg Saint Denis, 75010 Paris

Limite : Une collection par souscripteur

JUSTICE

L'AFFAIRE DES « BRIGADES ROUGES »

Les policiers ne retrouvent pas la trace d'Olga Moïssenko

De notre correspondant

Grenoble. — Les policiers grenoblois chargés de l'enquête sur l'affaire des « Brigades rouges » interrogent toujours, ce samedi 23 octobre, en fin de matinée, M. Joseph-François Migliacino, ami intime de Joël Matencio, qui a été écroué vendredi à la prison de Varces (Isère) après avoir été inculpé de séquestration et d'homicides volontaires (le Monde du 23 octobre).

Les enquêteurs paraissent surtout chercher, en questionnant M. Migliacino, à mieux connaître ce que fut l'emploi du temps de Joël Matencio depuis le mois de juin dernier, avant et après les enlèvements successifs de Mme Muriel Traubel et de M. Christian Leroy, puis de Mlle Olga Moïssenko. Il est peu probable, selon les policiers, que l'un des inculpés soit mêlé de près à l'affaire.

Après l'inculpation et l'incarcération de Joël Matencio — qui continue de nier les crimes qui lui sont reprochés — une quarantaine de gardiens de la paix et de gendarmes ont entrepris, dans l'après-midi de vendredi, une fouille minutieuse de la décharge publique d'Uriage, dans l'espoir — semble-t-il — de retrouver le corps de Mlle Olga Moïssenko. Ces recherches n'ont donné aucun résultat.

Au cours de son interrogatoire à l'hôtel de police de Grenoble, Joël Matencio, confronté au père de Mlle Moïssenko, avait pourtant assuré que cette dernière était encore en vie. Il a même accepté de rédiger un message et de l'adresser à « l'organisation terroriste » qui, affirme-t-il, exerceait sur lui des « manœuvres de chantage et d'intimidation ». A son arrivée à la prison de Varces, l'inculpé devait une nouvelle fois faire allusion, devant le directeur de l'établissement, à ceux qui le « manipulaient » : « Je les connais », a-t-il dit, mais je ne puis rien dire, car j'ai deux enfants dehors. »

Selon les policiers, Joël Matencio préparait ainsi son système de défense. En 1974, rappellent-ils, alors qu'il était « moulu » dans l'affaire Marin-Laflèche, il avait prétendu être tenu par le « milieu » ; aujourd'hui, il se dit « manipulé par un groupe révolutionnaire qui veut semer la terreur en France ».

Certaines indications recueillies à Grenoble sont d'autre part venues compléter les informations déjà connues sur les circonstances de l'arrestation de Joël Matencio. On sait ainsi, de bonne source, que « l'homme des brigades rouges » a adressé, lundi 18 octobre à 17 h 35 (soit quelques heures avant la diffusion de la voix qui allait permettre l'arrestation de Joël Matencio), un coup de téléphone à la prison de Varces, exigeant « 25 millions de francs, sinon il fusillerait son père ». C'était la seconde fois que les « brigades rouges » s'adressaient à l'établissement pénitentiaire : le premier coup de téléphone remontait au tout début de l'affaire. Les policiers avaient alors fait entendre l'enregistrement de la voix aux surveillants, qui avaient reconnu celle d'un ancien détenu, sans cependant pouvoir l'identifier.

Enfin, ce n'est pas un parent direct de Joël Matencio qui l'a dénoncé après la diffusion de l'enregistrement de sa voix — thèse accréditée par les policiers chargés de l'enquête — mais le mari d'une des sœurs de l'inculpé, fonctionnaire de police à Grenoble.

11 000 F A UN ACCUSÉ AQUITTE AUX ASSISES APRÈS TREIZE MOIS DE DÉTENTION

Une somme de 11 000 francs a été allouée par la commission d'indemnisation que présidait M. Lancelin, conseiller à la Cour de cassation, à M. Martial Bœc. Celui-ci était détenu sous l'inculpation de vol qualifié pendant treize mois, du 27 mars 1971 au 12 avril 1972, avant d'être acquitté le 29 juin 1974 par la cour d'assises de Paris.

Par l'entremise de M. Rommichau, M. Bœc, âgé maintenant de vingt-quatre ans, réclame 60 000 francs. On l'avait soupçonné d'avoir commis des cambriolages en janvier et en mars 1971 dans les locaux de sociétés ayant leurs sièges sociaux 99, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, à Paris, où il avait effectué, par de temps auparavant, des installations téléphoniques. Lors de son interpellation, alors qu'il était âgé de dix-neuf ans, il avoua qu'il avait

donné à quatre autres garçons des indications qui leur avaient permis de réaliser l'opération. Dès le lendemain, il se rétractait dans les locaux de police.

Bien que le vrai coupable ait été arrêté dès le 21 juin 1971 et ait reconnu avoir agi seul, M. Martial Bœc fut maintenu en détention par le magistrat instructeur jusqu'à ce que la chambre d'accusation décidât de le mettre en liberté le 12 avril 1972.

Les policiers qui avaient recueilli les aveux du jeune homme avaient expliqué à la barre de la cour d'assises que M. Martial Bœc ne leur avait pas paru dans son état normal lorsqu'il était accusé d'avoir une part de responsabilité dans ces cambriolages et que ses rétractations intervenues dès le lendemain ne les avaient pas surpris.

AUX ASSISES DE LA MARNE

Un travailleur de nuit meurtrier d'une fillette est condamné à trois ans d'emprisonnement

De notre correspondant

Reims. — Des cris hostiles ont accueilli, vendredi soir 22 octobre, l'arrêt de la cour d'assises de la Marne, qui, à l'issue d'une heure vingt de délibération, a condamné André Magougnaro à trois ans d'emprisonnement.

André Magougnaro, de vingt-six ans, père de famille, qui, en février dernier, avait provoqué la mort de Nathalie Parcell, une fillette de neuf ans et demi, venue jouer un dimanche matin avec ses deux enfants, alors que son épouse était déjà partie au travail. Exilé par les cris des enfants qui l'empêchaient de trouver un difficile sommeil après une nuit de travail dans une usine de papeterie rémoise, André Magougnaro, à la cadence des « trois-huit », avait commis l'irréparable. Des deux mains il avait saisi la tête de la fillette, laquelle, à la suite d'un processus inversé des rythmes cardiaque et respiratoire, avait succombé. Fils de pauvre, il avait consulté tenté de camoufler son geste en crime de sadisme. Lors de la découverte, le soir même, du corps dans le sous-sol de l'immeuble où Magougnaro avait transporté Nathalie, celle-ci avait une fiole autour du cou et ses habits avaient été froissés. De la fillette, l'accusé

dura pourtant qu'« il l'aimait comme ses propres enfants ». Nathalie, il est vrai, était la fille de voisins devenus amis, et ses visites étaient fréquentes.

La question essentielle à laquelle avaient à répondre les jurés était donc de savoir si Magougnaro avait volontairement provoqué la mort d'une enfant de moins de quinze ans, accusation de meurtre, ou si la peine capitale, l'accusé, père de famille honnête, travailleur, discret, exemplaire, avait délibérément voulu la faire fuir confortée par le rapport des deux experts. Le professeur Julien Morice, neuro-psychiatre, mit en effet l'accent sur les dérangements nerveux susceptibles de naître sur certaines personnes ayant des horaires de travail irréguliers. (« Dormir dans une H.L.M. est parfois chose très difficile », a dit le praticien ; je le sais pour avoir eu à traiter des dizaines de malades dans ce cas. Je pense donc que cette tension nerveuse a atténué la responsabilité de Magougnaro. ») D'autre part, le médecin légiste, fort de ses constatations, affirma que les mains qui avaient saisi Nathalie n'étaient pas celles « d'un ébrié ».

L'avocat général, qui fut modéré dans un courageux réquisitoire, courageux en effet, compte tenu des mouvements de colère qui avaient suivi l'arrestation, quelques jours après la mort de Nathalie, de Magougnaro ; compte tenu aussi de la présence dans la salle d'audience de centaines de personnes dont certaines réclamaient la tête de l'accusé.

« La noblesse de la justice, disait l'avocat général, doit douter tout sentiment vengeance. Tout sentiment doit être équilibré et non arbitraire. » A l'issue de cette réquisition, M. Reynaud réclama une forte peine d'emprisonnement. Les avocats de la défense, M. Dayan, du barreau de Reims, et Pollack, du barreau de Marseille, plaident l'acquittement et l'acquiescement de leur client. En admettant que Magougnaro n'ait pas eu l'intention de donner la mort, en lui accordant les circonstances atténuantes les jurés ont donc été sensibles aux arguments de la défense, à ceux aussi, dans une certaine mesure, de l'avocat général.

APRÈS LA SAISIE DE « PRISON D'AFRIQUE »

Les Éditions du Seuil vont faire appel au tribunal de Paris

Par arrêté publié au Journal officiel du vendredi 22 octobre, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a interdit « sur l'ensemble du territoire français la circulation, la distribution et la mise en vente de l'ouvrage Prison d'Afrique, par Jean-Paul Alata, Éditions du Seuil, Paris » (nos dernières éditions).

Cette interdiction a été décidée en vertu de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1981 (modifiée par la loi du 6 mai 1969), qui autorise le ministre de l'Intérieur à la prononcer « à l'encontre des journaux et écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France ».

Cette interdiction a été immédiatement concurrencée par la saisie, vendredi matin 22 octobre, des dix mille exemplaires de l'ouvrage interdit dans les locaux parisiens des Éditions du Seuil.

Dans une conférence de presse, tenue vendredi après-midi à Paris, l'auteur, M. Jean-Paul Alata, et l'avocat de la maison d'édition, M. Antoine Weil, se sont élevés contre une mesure considérée comme « une grave atteinte à la liberté d'opinion ». M. Jean-Paul Alata a tout d'abord précisé que l'ouvrage n'était pas un livre de « réquisitoire », mais un livre de « constatation ». Il a souligné que l'ouvrage était le fruit de cinquante-quatre mois de détention qu'il a passés entre 1970 et 1975 dans les prisons guinéennes. M. Alata, qui fut pendant dix ans, de 1960 à 1970, l'un des plus proches collaborateurs du président Sékou Touré, fut accusé en 1970 de complot contre la sûreté de l'État, arrêté, torturé et emprisonné, dans des

conditions de détention « effroyables », jusqu'à sa libération, intervenue sur la demande des autorités françaises.

C'est cette « expérience » que M. Alata rapporte dans son ouvrage, à la fois témoignage et réquisitoire. Témoignage, car il y décrit un système de détention, des pratiques d'interrogatoire — « notamment par la torture systématique et la privation de nourriture » — et la méthode des « coups dirigés » : Réquisitoire aussi contre le régime guinéen, contre ce que l'auteur appelle « le pseudo-socialisme de M. Sékou Touré » dans un pays « en fait placé sous l'emprise des États-Unis et du capitalisme », contre les moyens du gouvernement utilisés : « corruption, prostitution, délation, pouvoir dictatorial du président, arrestations en cas de grèves, coups d'État dirigés, de tous les opposants ».

De son côté, M. Antoine Weil a indiqué qu'il allait, au nom des Éditions du Seuil, demander à la présidence du tribunal de grande instance de Paris une main-levée sur la saisie pour « votes de fait ». Selon M. Weil, rien ne justifiait l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1981. Le livre Prison d'Afrique, écrit en français, publié par une maison d'édition française, a en outre pour auteur un citoyen français, puis M. Alata, déchu de sa nationalité française en 1962. La rétroactive en 1975 lorsque les autorités françaises sont intervenues pour le faire libérer et lui ont fourni un passeport français et une carte d'identité nationale.

SUISSE

A vendre directement du constructeur

VERBIER

VALAIS « LA PLUS GRANDE STATION SUISSE DE SKI »

STUDIOS ET APPARTEMENTS RESIDENTIELS

conditions favorables, inscription au Registre Foncier - excellent placement - crédit 50 % - service de location et de gestion

AGIVAL - CH 1936 Verbier

Connaissez-vous Louis Guilloux ?



L'auteur du « Sang noir » répond aux questions de Politique Hebdo. Il parle du monde de son enfance, « du monde ouvrier », de son voyage en URSS en compagnie d'André Gide : « Les confidences que nous recueillions étaient terribles ».

Louis Guilloux ne triche pas. « Je ne suis pas un homme de lettres », déclare-t-il. Découvrez Louis Guilloux. Il a le peuple au cœur.

Dans le même numéro : la dérive des motards. Pour mieux comprendre ce que les jeunes recherchent dans la moto, il ne faut pas s'en tenir aux apparences, il faut lire Politique Hebdo.

nouvelle formule

politique hebdo

En vente dès aujourd'hui.

10000 F

Je suis à 150

Le Monde

aujourd'hui

Anniversaire

La dernière cigarette

Ce soir, on sort. Mais quel air radieux des jours de fête ? Quel anniversaire ai-je pu oublier, moi qui en tiens consciencieusement la liste ?

Il prend l'air offensé : « Voyons, tu sais bien, l'an dernier, ce jour-là... » « Quel ? » — « J'aurais dû fêter... » « Euh... », je regarde mon homme, qui, malgré les dates cochées dans son agenda, les copains chargés de le lui rappeler, les mouchoirs, noués, oubliés régulièrement mon anniversaire et celui de notre mariage.

J'ai fait le test. Unanimité parmi les anciens fumeurs : il se rappelle tout le jour de leur dernière cigarette. Jean-Pierre : « Le 12 janvier 1972. Je ne risque pas de l'oublier ! Si tu savais ce que j'ai souffert ! Encore un coup des touilles. J'étais malade, on m'a fait une radio des poumons par hasard, c'était un tel broutillage... »

Pour Michel, c'est un anniversaire quasi historique : « Le 13 juin 1968. J'ai déposé la cigarette que je venais d'allumer après mon petit déjeuner. Tous les deux ans, j'arrêtais six mois de fumer pour me prouver que j'étais capable. En avril, j'ai mis le feu comme prévu. Et puis sont venues les événements de mai ;

HUMOUR FISCAL

POUR UNE DEMI-PART

Au moment d'un coup de sonnette, c'est le même scénario. Il cesse de chanter et abandonne le fouet du moment ; les regards, interrogatifs, se dirigent vers la porte à petits pas, indécidés, hésitants ; trépidants d'impatience avant qu'elle ne soit ouverte. Ce matin-là, lorsqu'on sonna, il manifesta dans la surprise, le roulement et la curiosité auxquelles il m'a accoutumé. Faut-il le reconnaître ?

Signature : « Ici ». L'enveloppe porte l'adresse de l'inspection centrale des contributions directes. Je l'ouvre, un brin émue — que pourrais-je nous vouloir ? Incrédule, je lis, insérée en majuscules, la mention : « Notification de redressement ».

« Vous avez été imposé par erreur avec deux parts et demi au lieu de deux parts (marées, sans enfant). Or vous avez porté une croix dans la case « enfant à charge », ce qui ne semble pas être le cas. Cette erreur sera rectifiée par une imposition supplémentaire ultérieurement ».

« Ah ça ! comprends qui voudra, mais j'enrage moins de nous savoir passibles d'un redressement fiscal que de lire ce sorniole, » ce qui ne semble pas être le cas.

Le temps que je parcoure cette brève et recommandée missive, il a, lui, du haut de ses 77 centimètres, jeté son dévolu sur un bloc-notes qu'il commence à dé-

Tempête

ROULEZ LES TRÉPASSÉS...

ROULEZ, les trépassés ! Par la charade de Sein, rombalé et jactance, roulez marins allemands...

Treize corps repêchés. Onze disparus. Deux autres... Ces belles Nordiques avaient-elles jamais songé qu'elles rouleraient un cinquième wagonnet en mer bretonne ? Et du pérorer Boelens, qui repose par 100 mètres de fond, près de 10 000 tonnes de mazout pareilles à des floes de sang pourri gident à la surface des eaux, polluent l'air et l'eau, englobent les plages et les rochers. Une fois de plus... Ça fait une sombre liasse, ces tonnes de mazout qui s'en viennent crever en Armorique : Torrey-Canyon, Olympic-Brunary, Boelens. Et demain, lequel ?

Roulez, les trépassés !

Et voici qu'ils errent dans les décombres de la ville d'Yeu. Sonnet-elles toujours, les cloches de bronze de la cité maudite ? Et l'homme moderne saurait-il jamais les entendre ?

Rage à l'île de Sein. C'est dans leur bonheur de gens de mer que les liens se sentent assés par les négligences d'une administration cocarde, lente et lourde. « Une administration à acquiescence de plomb », avait dit Rimbaud. C'est que le naufrage de Boelens ne leur a été signalé que quinze heures après le drame ! Quinze heures... Incroyable ! La Marine nationale, qui n'a pas à peiner à envoyer un Alizé sur les lieux, serait-elle venue à s'assurer l'efficacité des opérations de sauvetage ? Tout de même, et malgré tout, les Sénats n'ont

pas hésité à jeter leurs bureaux de pêche dans l'ouragan (leur chaloupe de sauvetage, en panne, n'avait pas été remplacée...). Et ils sauront deux hommes. Et, après avoir toujours respecté des règles non écrites des choses de la mer, recueillir les noyés. « C'était triste », déclarait l'un d'eux, « on n'avait rien pour sauver les morts... Tout péroré, ils étaient... On ne savait que leur nom... Si on avait pu faire leur toilette, on leur aurait mis une chemise et une cravate ! » Naufragé, tu en as en paradis propre et net de toute saleté... Ousé !

Roulez, les trépassés...

C'est toujours aux approches de la Toussaint que les vents forcent et mûssent avec le plus de véhémence le littoral breton. Comme s'ils voulaient participer au rituel des morts et, élevant leur clameur dans les anses et les baies, couvrir du bruit de leurs grandes orgues les offices funéraires dans les églises et les chapelles. Comme elle sait encore bien danser le « Dies Irae », elle, la mer liturgique...

Roulez, les trépassés !

Des kilomètres séparent Brest de la côte. Ce jour-là, j'avais pris ma voiture pour aller voir, exécuter l'ouvrage. De quelle couleur était donc la mer ? Ni bleue ni verte. C'était un gris presque sale strié de traits blancs pareils à des flammèches et crénelé de boue lisse — un gris labouré par des millions de socs. C'était une splendeur, bouillonnante, bouillonnante, se nourrissant de sa propre beauté, de son propre orgueil, de sa propre puissance. Une splendeur inhumaine, féroce, que nul peintre n'aurait su cerner. Et où donc avait-il planté son chevalet dans ce bouleversement qui jettait des gélands criards contre les murs noirs et inviolables du vent, qui lançait les nubes dans le vide, les dissolvait, les égrégait comme des linges moisis et détrempés. Et pendant ce temps-là, le Boelens marchait vers l'un des deux mille récifs qui, dit-on, parsement la chaussée de Sein. Et là, dans ma voiture échouée d'écume, je m'étais dit que j'avais tellement changé d'humain. Oui, j'avais quitté l'espace vertical de Paris pour cette horizontalité bleue parcourue de frissons. L'espace parisien, endigué par les immeubles, épaissi par les terrasses et les toits, combien rassuré-il comparé à cette géographie mouvante et bouleversée, toute cette masse comme volcanique, cette espèce de fournaise froide, méchante et liquide.

Et ils allaient, là-bas, les marins allemands, vers leur trépasement !

Si Paris s'était édifié sur les bords atlantiques, si des ouragans de cette force avaient pu le secouer, l'inquiéter, le transvider, comme ses lettres et sa philosophie se seraient éparpillées ! Comme on, par là, les lettres, l'éthique, on péroré les géométries. Sur les floes, un peu parcou, on jette des débris. La grande lessive recommence. Presque vain, mais nécessaire.

Et, tandis que dans les villages côtiers on mûssait les tombes en vue de la Toussaint, les marins maxonnés pouraient leur bal dans les baies belligères. Et d'autres navires encore, d'autres matelots prennent la mer qui les rencontreront peut-être dans leur funèbre vadrouille, exaltés de gas-oil, yeux ouverts. Tels que l'or noir du Venezuela les abandonne, tels que la Bretagne les trouve.

Bonté, les trépassés...

XAVIER GRALL

Au fil de la semaine

ONZE personnalités politiques de premier plan, le président de la République et cinq membres de la majorité, M. François Mitterrand et quatre membres de l'opposition, ont accepté de révéler aux lecteurs du « Nouvel Observateur » l'état de leur fortune. C'est un événement. Pour plusieurs raisons.

D'abord à cause de la place formidable que tient l'argent dans la société française et, en même temps, du secret rigoureux dont on l'entoure. « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais. » Certes, la plupart des jeunes ne mettent plus, et c'est heureux, la réussite matérielle au tout premier rang de leurs préoccupations. Mais ce ne sont pas eux qui détiennent le capital qu'il a été si fortement question ces derniers temps d'imposer et la suppression de l'héritage n'est pas, semble-t-il, pour demain.

Ensuite parce que l'argent et la politique n'ont jamais fait bon ménage chez nous. Beaucoup pensent confusément ou clament tout crânement que les politiciens s'engraissent à nos dépens. La mauvaise image du personnel politique en France — surtout, pour chacun, dans le camp d'en face, bien sûr — explique le discrédit où il est trop souvent tenu. A la limite, cela paraît à la fois normal et scandaleux que ces hommes s'enrichissent. Normal : c'est un malin. Scandaleux : c'est notre argent.

Or, ce n'est pas vrai. Des malins, trop malins, il en existe évidemment ; et pourtant, les journalistes politiques le savent bien, on les compère, dans le Parlement actuel par exemple, sur les doigts de la main — enfin, disons des deux pour être prudent. Des scandales, il s'en produit ; et cependant ils sont relativement rares et portent sur des sommes relativement modestes, en ce qui concerne les hommes publics tout au moins, par rapport à ceux que connaissent nombre de pays occidentaux, pour ne pas parler de certains Etats africains ou asiatiques. Ici, il s'agit davantage de combinaisons et de compromissions que de concussion et de corruption.

Enfin, et c'est la troisième raison qui donne à cette enquête, tenue en France pour la première fois, la caractéristique d'un événement, les réponses des personnalités interrogées risquent de surprendre pour des motifs et en sens divers ; et elles incitent en tout cas à réfléchir.

LA POLITIQUE ET L'ARGENT

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

Ces réponses sont-elles sincères ? Chacun évidemment se pose la question. Il est impossible de se prononcer car pas et en détail pour la même raison qui a conduit l'hebdomadaire à publier telles quelles les déclarations recueillies, sans vérification ni commentaire. Disons, sans nommer personne, que la vérification n'est pas si simple, et que si la sincérité de certains paraît évidente, elle n'en va pas de même, et il s'en faut, pour tous.

Par exemple, le prix d'achat de telle propriété, l'évaluation de telle autre, la constance de tels biens, ne paraissent pas concorder exactement — et parfois c'est peu dire — avec ce que, sur ces points précis, on a appris d'autre part. On aimerait, si l'on en avait les moyens, se porter acquéreur de tel château ou de telle maison au prix indiqué par leur propriétaire, sûr de réaliser une excellente affaire. Et pourtant que ne rapportent-ils de d'immense valeur, que de bonnes terres, que de placements malheureux en Bourse et ailleurs ! Tout est simple, rustique, et surtout « petit » dans ces descriptions : « petite maison », « petit » appartement, « petit » chalet, « petite » propriété, « petit » hôtel particulier... Qu'il est donc difficile de gérer son patrimoine, même quand on est un puissant !

On s'étonne aussi de la force de l'esprit de famille que, chez certains, on n'imaginait pas aussi vigoureux. Les sociétés, les domaines, n'appartiennent pas à celui qui répond mais à son père, à sa mère, à sa femme, à son frère, à son oncle ou à sa tante. Et, par surcroît, tous ces amables parents se dépouillent volontiers, l'un donnant un bon petit terrain, l'autre prêtant de l'argent, pour permettre au cher petit de démarrer dans la vie. Pourvu que tous ces ménages, toutes ces familles, restent unis et continuent à s'entraider à l'occasion !

Pour ce qui est des ressources, il serait sans doute intéressant de comparer, pour certains, le montant des impôts payés avec les revenus alloués. Enfin, quel contraste entre le caractère vague et hésitant, incertain ou hermétique, de plusieurs de ces déclarations — où, par distraction à coup sûr, les lacunes sont fréquentes — et la soudaine précision, les explications minutieuses que tiennent à donner, ou contraire, d'autres leaders sur l'origine de leurs biens, les achats, ventes et transferts auxquels ils ont procédé.

Mais laissons tout cela, ce n'est que l'accessoire. Sur le fond même de l'affaire, qu'en est-il réellement ?

Première remarque : personne n'a refusé de répondre. Certes, il a fallu insister, convaincre, parfois menacer ou presque de faire état d'un refus. Mais, le fait est là : aucune des onze personnalités sollicitées n'a finalement cru pouvoir se soustraire à cet interrogatoire, même si l'une d'elles a soupiré que « cela devait arriver un jour ». C'est là un élément tout à fait nouveau dans la vie publique française : les hommes politiques admettent bon gré mal gré qu'ils sont condamnés désormais à la transparence. Un premier pas vient d'être fait. D'autres, n'en doutons pas, suivront.

Seconde constatation : la tonalité qui domine nettement dans plus de la moitié des réponses, c'est la gêne. Ici, une formule elliptique, un demi-silence contraint, une allusion obscure laissent le lecteur sur sa faim et ouvrent grand le champ des hypothèses. Là, une surprise, une surprise, une surprise, une surprise, le soul de fournir spontanément des explications sur des points qui n'étaient pas soulevés aboutissent à peu près au même résultat. Ce ne sont pas ces confidences chuchotées ni ces assurances proclamées qui dissiperont la vieille méfiance : beaucoup de réponses risquent fort, au contraire, de la nourrir et de la développer.

Beaucoup également, et c'est une troisième leçon, minimisent de toute évidence la valeur de leur patrimoine, voire l'importance de leurs revenus, et naturellement en raison inverse de leur importance. Aux Etats-Unis, une enquête analogue eût produit un résultat exactement opposé : pour inspirer confiance dans le mouvement des deniers publics, il est bon d'apparaître comme un gestionnaire « gagnant », un investisseur hors pair, un habile gestionnaire. Sans doute se serait-il trouvé des politiciens américains pour majorer leurs revenus, surévaluer leurs biens, gonfler leur portefeuille. La fortune des Rockefeller ou des Kennedy ne les a nullement gênés pour accéder aux plus hautes charges, et même elle leur a parfois servi d'argument électoral.

En France, il est mal vu d'avoir de l'argent si on fait de la politique. A droite, c'est honteux ; à gauche, c'est suspect. On feint de croire que le mépris, politique ayant pour unique finalité le dévouement au bien public, l'honneur de servir doit suffire. Or, cela aussi ce n'est pas vrai, c'est une hypocrisie. Nos ministres, nos parlementaires, nos maires reçoivent des indemnités qui ne mettent pas les plus faibles à l'abri de la tentation et qui ne constituent pas, pour tous les autres, une rétribution convenable de leur activité et de leur responsabilité dans notre système capitaliste tel qu'il est. Qu'on soit plus exigeant sur le respect de leurs obligations, plus intrusif sur l'application des règlements dont trop de dispositions tombent en désuétude, et sur le financement des campagnes électorales, plus sévère en cas de défection, mais qu'on les paie, qu'on les mette en mesure de remplir leur mandat sans plus de soucis matériels que dans leur profession antérieure.

Curieusement, on admet aisément qu'un financier, un industriel, un homme d'affaires soit riche et même le montre, tandis qu'on ne le pardonne pas à un élu. M. Dassault peut bien jongler avec les milliards, perdre huit millions sans paraître en être affecté, en dépenser cinquante pour construire un Trianon de pacotille, ce n'est pas cet aspect-là de ses débâcles actuelles qui retient l'attention. Et pourtant il est dépeint, mais cela aussi on lui pardonne, comme s'il était plus normal de dépenser son argent pour s'acheter un siège parlementaire qu'on n'occupe pas que d'en gagner beaucoup moins en faisant le métier de député. A noter que le roi des Mystère et des Mirages ne figure qu'au quinzième rang des « vraies leaders de la France », dont un autre hebdomadaire, « le Point » (2), établit la même semaine la liste.

Le président du C.N.P.F., M. François Ceyrac, le sait bien. Interrogé à Radio-France sur la fortune des hommes politiques, il a répliqué tout uniment : « Ce sont les moins intéressants. » Pourquoi ? « Parce qu'ils sont les plus en vue et qu'ils sont ceux qui sont tenus, le dirais, au maximum de transparence. » Et d'ajouter sans hésiter : « Si, par hasard, un jour vous m'invitez à un dîner de ce genre, je suis parfaitement sûr qu'il n'y aura pas de table. » Là M. Ceyrac en dit trop ou trop peu. Sa liste serait bien intéressante à connaître.

Il reste, pour les hommes politiques, que quelle que soit l'importance de leur patrimoine, il semblerait plutôt confortable aux yeux de beaucoup, et il fera rêver les smicards. Car nous vivons moins dans une société de consommation que dans une société de comparaison.

(1) Numéro 623 (23-24 octobre).
(2) Numéro 313 (24 octobre).

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Garreau.

Imprimerie de « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX* 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5757.

A L'HEURE DE L'AUSTÉRIÉTÉ

L'internationale des programmes de fiction

L'À télévision, c'est bien sûr une « fenêtre » sur le monde de la réalité. Mais c'est aussi un instrument quasi permanent d'évasion dans l'univers romanesque, de l'aventure, en un mot de la fiction. C'est précisément à la production des émissions de fiction (dramatiques, feuilletons et séries) qu'était consacré cette année le colloque international de spécialistes réuni à Bologne par la Rai à l'occasion du prix Italia.

Un double constat d'abord : l'importance, d'ailleurs croissante, de ce genre d'émissions dans les programmes des télévisions européennes — à peu près le quart du temps d'antenne total aujourd'hui. Et puis, quel équilibre sans doute cela, le goût réaffirmé du public pour les histoires en image. Les sondages abondent, qui soulignent l'attrait exercé sur les téléspectateurs par les dramatiques télévisées (policières notamment) et les séries à épisodes. Les anecdotes aussi. Celle-ci par exemple, rapportée par James Halloran (Université de Leicester), à propos du feuilleton favori des Britanniques, *Crossroads*, qui en est à sa onzième année : « Le jour où le mariage du héros et de l'héroïne a été tourné, d'énormes foules s'étaient réunies dans le centre de Birmingham. Quand le metteur en scène Jack Burton est arrivé au bureau des registres de l'état civil, peu s'en est fallu qu'à cause des foules présentes on n'ait pas pu filmer le mariage du couple heureux ! Les accessoiristes avaient apporté sur les lieux le riz et les confettis, mais on n'en a pas eu besoin, la foule en avait déjà plus qu'il n'en fallait. Et quand l'équipe s'est dépliée jusqu'à la cathédrale pour filmer le service religieux, il y avait déjà trois mille témoins sans invitation... Il a fallu sept heures pour filmer une séquence de dix minutes ».

Or, s'agissant de ces émissions appréciées du public, favorisées par la programmation, le mot-clé du colloque fut celui de crise. De fait, à bien écouter les producteurs et les universitaires présents, on avait bien l'impression d'une double crise : politique, et — surtout — économique.

Produire pour les familles

On ne saurait nier le rôle culturel éminent des émissions dramatiques de grande écoute. Comme l'a souligné Graham Murdoch (Leicester), « pour beaucoup de téléspectateurs, il s'agit du principal contact non seulement avec le théâtre, mais avec la littérature dans son ensemble. La plupart d'entre eux n'ont jamais mis les pieds dans un théâtre. Pour voir régulièrement des séries, et relativement peu écouter les pièces à la radio ou lire par eux-mêmes. C'est pourquoi, de plus en plus, les émissions dramatiques sont devenues le canal central par lequel on peut transmettre les formes théâtrales et romanesques traditionnelles et faire connaître à un public de masse les formes émergentes ».

Mais — c'est le premier aspect de la crise — il ne saurait être question de montrer

librement n'importe quelle œuvre au public. Assurément, les pressions gouvernementales ou partisanes sont beaucoup moins répandues et insistantes dans ce domaine qu'elles ne peuvent l'être du côté des actualités. Mais elles se manifestent néanmoins. « Sur tout », explique G. Murdoch, lorsque l'émission touche à des problèmes moraux ou politiques délicats, ou lorsqu'on va trop loin par rapport à ce qu'on considère comme l'état de l'opinion publique et les normes dominantes du « bon goût » et de la décence. C'est là l'allié classique pour le conservatisme à l'eau-de-rose : « L'heure de diffusion de l'émission, explique un des auteurs de *Crossroads*, l'écoute est composée de la famille au complet. Les gens ont besoin d'un programme où il n'y ait ni violence, ni sexe, d'exploits, ni mots grossiers, ni blasphèmes. Et la masse du public peut ainsi s'identifier avec son héros, avec les gens qui ne sont pas non plus des violents, ou des obsédés sexuels, ou ce que vous voudrez... » Ainsi les professionnels des dramatiques et des feuilletons présents au colloque de la Rai, tout comme ceux de la télévision commerciale britannique cités dans le rapport de J. Halloran broderont-ils sur le thème : « Nous ne faisons pas de critique. Mais nous ne pouvons tout de même pas montrer certains aspects de ce qui se passe dans notre société... »

L'un des producteurs anglais présents à Bologne réalisait un feuilleton, dénommé *General Hospital*, où les problèmes personnels des membres d'une équipe de chirurgie s'entremêlent avec des scènes d'opération et des visites aux malades — sans doute y aurons-nous droit en France, car il en existe désormais une version française. Lui non plus ne fait pas de politique. Mais, explique-t-il, chemin faisant, « quand il nous arrive d'atteindre quinze millions de personnes tous les soirs, il nous faut leur communiquer des informations utiles et pratiques. Par exemple, si le gouvernement est en train d'essayer de communiquer aux pensionnés qu'ils ont droit à certains subside, dans ce cas nous ne pouvons pas nous en tenir à notre message d'histoire dramatique pour leur communiquer ce que veut leur dire le gouvernement. Ils l'acceptent parce que ça vient de nous... »

Un regard sélectif sur la société, porté à l'attention d'un public familial. L'acceptation, à l'occasion, de jouer un rôle « pratique ». On comprend que certains éprouvent un sentiment de malaise, de crise, encore renforcé par le fait qu'un tout petit nombre de professionnels sont, au total, responsables de la production nationale (par exemple, cinquante auteurs écrivent, en Grande-Bretagne, 90 % des scénarios de dramatiques), et que le maître mot semble être : méfions-nous de la nouveauté ; des idées nouvelles d'émissions ou de séries ayant d'autant plus de chances d'être adoptées qu'elles sont reliées de manière identifiable à une formule qui a déjà du succès. Pourtant c'est, invariable-

ment, l'orientation à gauche — d'un trop grand nombre d'auteurs et de réalisateurs qui est, tout uniment, déplorée par ces « professionnels ». Et Mlle Berg, chercheur à la N.R.K. (radiotélévision norvégienne), rappelle que dans son pays, comme dans d'autres, des membres du conseil d'administration de la télévision critiquent périodiquement le service d'art dramatique pour l'insuffisance de pièces comiques, l'éclectisme et le « gauchisme » des programmes.

Retransmettre à moindre coût

Si le contexte socio-politique est important, par nature, pour la production des dramatiques et des feuilletons, la conjonction économique joue depuis quelques années un rôle déterminant dans la programmation des télévisions européennes, qu'elles soient publiques ou commerciales.

Dans la mesure où l'immobilisation d'un matériel lourd et la production de grandes dramatiques coûte de plus en plus cher, les recettes des sociétés de télévision d'aujourd'hui ne permettent plus d'entretenir un train de programme comparable à ceux des années 60 : la télévision belge, note Gabriel Thoveron (Université libre de Bruxelles), programmait cinquante dramatiques originales en 1974 contre soixante-dix-huit en 1965 ; la télévision française, souligne Annette Sufert (INA), en aura diffusé soixante en 1976 contre quarante en 1975 ; le budget du service d'art dramatique de la télévision norvégienne est passé, disait Mlle Berg, de 17 % du budget total de la télévision en 1965 à 14 % en 1975.

Et les choses vont empirer au cours des prochaines années, « renchérissement des animateurs de l'A.T.V., société privée de production de programmes en Grande-Bretagne ».

Dès lors, les réponses à une telle situation sont connues, même si elles sont diversement utilisées selon les pays. La première est bien sûr la réduction de la part accordée aux émissions de recherche, aux émissions expérimentales : une télévision qui coûte cher pour un public restreint, voilà une situation chronique à l'heure où la rentabilisation maximale devient la suprême pensée. La deuxième formule miracle, elle aussi très générale en Europe, est la réduction d'œuvres déjà programmées (1). Elle s'accompagne volontiers d'un troisième remède à la portée de toutes les bourses : la retransmission à l'écran de spectacles filmés dans des théâtres, très prisés notamment en France (avec le fameux « Au théâtre ce soir ») et plus encore en Belgique.

Cela n'empêchera pas, bien sûr, de rogner sur les budgets d'émission de création et de mettre l'accent sur la réalisation de « séries », au coût de production moindre, de préférence aux dramatiques isolées. L'astuce n'est d'ailleurs pas à bannir, en la matière, chez les managers de la télévision, comme le prouve cette idée d'un administrateur de la télévision commerciale anglaise : « La partie la plus coûteuse de toutes les productions,

ce sont les décors, et c'est pour cette raison que nous avons eu l'idée d'un cottage — un très beau décor de cottage — et invité six auteurs différents à écrire des pièces qui auraient comme décor le cottage. Nous avons élaboré, pour ainsi dire, une discipline : nous avons expliqué aux six auteurs le genre de pièces que nous voulions et ce que nous voulions dire, et nous avons eu ainsi six pièces vraiment belles. Nous sommes arrivés, en outre, à produire une série vraiment bon marché. » La série d'émissions s'appellera... *Cottage à louer*.

Mais la véritable solution d'avenir, selon les administrateurs, réside dans l'internationalisation des programmes. Cette notion recouvre deux pratiques. Celle d'abord de la coproduction, qui se développe effectivement à un rythme accéléré, et qui est, d'après l'enquête de J. Halloran, d'autant plus appréciée qu'on monte dans les rangs de la hiérarchie des responsables de sociétés de télévision. Et puis surtout l'achat d'émissions (et d'abord de feuilletons) à l'étranger, c'est-à-dire aux États-Unis. Cette solution est aisément compréhensible, dans la mesure où les émissions américaines, déjà amorties sur le marché intérieur, sont exportées à bas prix. Olga Linné et Kjeld Velup (télévision danoise) notent ainsi que le coût par heure de programme s'établit, dans leur pays, à 40 000 dollars pour une dramatique originale contre 9 000 pour un film acheté aux États-Unis : la télévision danoise sera ainsi conduite à diffuser dans sa programmation, en 1976-1977, 55 % d'émissions étrangères. La proportion est assurément bien plus faible dans les « grands » pays européens, mais la pente de la courbe est partout la même. « On finira par perdre notre style anglais », marmonne un réalisateur d'outre-Manche, qui tend la rampe aux coproductions : « Qui a l'argent commande la chevalerie ! »

La dépression économique ne ferait donc qu'accroître l'évolution des programmes de télévision vers une grisaille uniforme, dominée par la seule recherche du profit, régentée par les normes américaines ? Peut-être. Sans doute, même. Pourtant, les participants du prix Italia qui veulent, malgré tout, croire à la possibilité d'une télévision de création, se sont pris à rêver, en attendant leurs collègues d'ailleurs, de « séries » en participation. C'est-à-dire d'émissions au cours desquelles des non-professionnels élaborant une intrigue, des situations, bref une dramatique, puis la jouent, avec l'aide d'une équipe technique (2) : ce type de dramatique ne revient qu'à 10 000 dollars par heure de programme. Alors l'austérité au service d'un accès de tous à la production télévisée ? Alors, la fiction paraît trop belle...

ROLAND CAYROL

(1) Voir l'article de Catherine Guignon. « La bonne conscience des chaînes derrière les quotas », le Monde daté 17-18 octobre. (2) Claude Barrière a rendu compte d'un de ces ateliers. *Cargo hamam* : voir le Monde daté 3-4 octobre.

« LE CŒUR AU VENTRE »

Le ring des sentiments

UN mot féminin qui sonne dur et met à la barre. Ce mot étrange réservé aux hommes sort de prétexte à un feuilleton réalisé par Robert Mazoyer. Le héros, Roger Konacker, devient champion de France : son ombre, c'est Nino Carrelli, boxeur déchu, il est cascadeur. Le travail des deux premiers, Philippe Morand, fils de riches hôteliers mis à mort. On n'en connaît pas encore, se souvient de Carrelli, l'admirer encore, et par ailleurs il pousse à remonter sur le ring. Le jeune Philippe a l'avantage pour l'histoire d'avoir une sœur bien folle dont Konacker tombera amoureux. Les aventures du trio commencent dans une salle d'entraînement.

Au cours de six épisodes du *Cœur au ventre*, on suivra les efforts désespérés des deux bons copains qui essaient de sauver Carrelli de l'alcool, de le débarrasser des problèmes d'argent. On lui fait gagner un premier match Philippe, le bon Saint-Bernard, le surveille, l'héberge, l'encourage, il l'entraîne : il faut bien payer une pension à sa femme et à sa petite fille. Mais tout cela est vain, les choses sont chaque fois plus graves. Elle se désolent aussi pour Konacker, qui après sa victoire, abandonné par l'entraîneur, ne trouve pas de combat, accepte l'impasse qu'il lui impose. Lui, boxeur, fils de mineur et gâté de profession, et s'il, étudiant, ne sont pas du « même milieu ». Et voilà qu'un jour Philippe Morand se fait orner d'un badge : celle qui lui tombe dans les bras, l'espace de quelques jours, est une femme mariée. Dans tout cela les parents, depuis Nice, jouent leur rôle de parents bourgeois.

Tout cela a l'air compliqué, mais au fond c'est très simple. Cela rappelle les impudences du feuilleton. Car tous les ingrédients sentimentale-humainistes sont par manque d'intérêt réel de cette

POINT DE VUE

La prolifération des sondages

par JEAN OULIF (*)

LES sondages, et plus précisément les enquêtes sur l'opinion des gens, ont envahi la presse ; quelques hommes politiques, des journalistes, les fuyent, négligent, et les autres, au contraire, les accueillent avec enthousiasme. On ne compte plus les journaux, les revues, les magazines, les hebdomadaires, les mensuels, les trimestriels, les annuels, qui publient des sondages. On ne compte plus les journaux, les revues, les magazines, les hebdomadaires, les mensuels, les trimestriels, les annuels, qui publient des sondages.

Pour la télévision, les enquêtes d'opinion peuvent être qualifiées de valeurs sûres, puisque depuis déjà près de vingt-cinq ans sont publiés des sondages quotidiens, et de plus, au début des années 50, deux vastes enquêtes avaient été lancées par l'INSEE pour le compte de la radio-télévision d'Alsace. Mais peut-être y a-t-il une clé à l'énigme que pose le développement des sondages : le téléspectateur n'est pas un « homo economicus » avec ses strates — fonction de ses revenus, de ses machines à laver, de son loyer, — c'est un être qui, à des élans, des joies, des tristesses, des frustrations, des affections, de l'amour. Foin donc de ce « *noir counting* », comme disent les Anglais avec dérision (la B.B.C. a commencé les sondages de son public en 1936), les voyons à la statistique, le respect de l'individu-spectateur, et la création de « bons » programmes peuvent se conjuguer, inutile d'insister sur la statistique et l'échantillonnage ; en effet, l'expérience mille fois répétée confirme qu'il suffit — mais c'est nécessaire — de respecter certaines règles établies et précises pour chasser toute appré-

hension. Avec le téléspectateur, nous arrivons à un point passionnant et méconnu : par le canal du sondage, il apprend à se connaître lui-même et à mieux connaître aussi les autres membres de la communauté. Première étape, il répond au questionnaire, répond alors sans difficulté plus ou moins en conscience. Il déclare qu'il ne réagit à lui-même. Deuxième étape, les résultats du sondage qui lui définissent sa personnalité par rapport aux autres. Un sondage est donc fait par le peuple, pour le peuple, et appartient au peuple, et toute enquête aux résultats positifs ou négatifs, ou interprétée abusivement, est un manquement grave commis envers la société. Quelques hommes politiques perspicaces appréhendent confusément cette situation, qui les conduit à condamner les sondages avec d'autant plus de sévérité qu'ils ont peut-être eu connaissance de résultats d'enquête non conformes à leurs vœux.

Les sondages ont-ils donc une utilité ? Pourquoi demander le point de vue ? Il ne s'agit assurément pas d'un simple instrument que l'on doit jeter par la fenêtre sous prétexte qu'il est mauvais ; ceux qui préconisent cette solution finale donnent la preuve qu'ils ont négligé de prendre connaissance de ce que peut et doit être un sondage. Depuis plus de vingt ans, les sondages pour la télévision ont associé comportements et goûts ; le pourcentage de ceux qui ont suivi une émission hier, à 20 heures, n'a de sens que si le sondage donne en même temps des indications sur le pourquoi de cette assistance et sur l'agréement retiré par chaque téléspectateur. Quel est alors le membre de l'équipe, comédien, auteur, réalisateur, cadreur, et aussi, échelon au-dessus, directeurs et présidents, capable de rester

indifférent à cette réponse motivée du public ? Cette conversation à travers le sondage est un phénomène nouveau, énorme et dynamique, que n'ont pu connaître les artistes créateurs d'antan, et certains en ont atrocement souffert.

Mais cette conversation n'a plus lieu : depuis deux ans, une étrange dichotomie attribue les résultats numériques aux directeurs de sociétés de programme, tandis que les indices d'agréement, d'intérêt, de satisfaction, parés de savants croisements et redressements, sont achetés vers un comité de personnalités éminentes ; leur rôle, même si elles le souhaitent, diffère, consiste à surveiller que les artistes sont suffisamment artistes, les intellectuels suffisamment intellectuels pour ne pas sombrer en une basse démagogie, dictée par les sondages, réduits à la portion des « comptages de ses », à cause de cette malencontreuse dichotomie, et à condition que tous les membres de l'équipe en aient connaissance, ce qui n'est pas le cas.

Les autres moyens d'expression, de communication, ont une sanction de leurs succès : les applaudissements, le nombre des visiteurs ou des exemplaires vendus ; les professionnels se sont très longtemps contentés de ces résultats bruts, mais ils utilisent maintenant énormément les sondages ; ils ne sont pas satisfaits. La télévision fut accusée, dès sa naissance, d'être une communication à sens unique ; quel est l'impact de ses images, de ses paroles qui s'envolent ? Et bien ! le phénomène est mondial, toutes les télévisions des pays évolués assurent la voie de retour fournie par les enquêtes d'opinion en une sorte de symbiose continue, et le dialogue est vivant. En paraphrasant la dictée : « Faites-moi de bons sondages, je vous ferai de bons programmes. »

(*) Ancien chef du service des études d'opinion à l'O.R.T.F.

Le premier anniversaire de « Vendredi »

EN comparaison de la deux millième « Radioscopie », célébrée naguère à grands coups d'encensoir par Radio-France, le premier anniversaire du magazine de FR3 « Vendredi » s'est passé le 22 au soir à l'Empire, dans une assez stricte intimité.

Certes, la salle était bien pleine, chaleureuse, parfois houleuse. Mais, sur scène, à peine un boucher, un huissier, un expert, étaient-ils venus peser en direct, face aux caméras, le poids de la ficelle, du lard, de la barquette, dans 1 kilo de rosbœuf pré-emballé ; à peine deux P.-D. G. (Gervais-Darone, l'Oréal) avaient-ils eu le courage de venir défendre, après l'avis du consommateur, celui du fabricant sérieux et compétitif ; à peine deux secrétaires d'Etat, Mme Scrivener pour la consommation, M. Lenoir pour l'action sociale, étaient-ils venus dire qu'il y a toujours quelque chose à faire aussi pour un gouvernement (M. Barrot, secrétaire d'Etat au logement, s'était fait représenter) ; à peine quelques passes d'armes entre M. Jean Dutoit, citant la préface de « Bazajet », et M. Paul-Marie Henri, prenant ses sources dans Bernanos, venaient-elles à point détenir l'atmosphère ; à peine enfin de légères nuances d'auto-satisfaction teintaient-elles ce dossier spécial, magazine sur un magazine, en forme de question et sans réponses.

Quarante-quatre sujets en un an

« A quoi ça sert ? » se demandaient en effet, prenant leurs invités à témoin, Ivan Laval, Christine Cockrent et André Campana. « A quoi ça sert ? » questionnées du même coup ces trois animatrices de l'émission hebdomadaire, coproduite par Maurice Cazeneuve et Jean-Pierre Alessandri. Quarante-quatre sujets traités (dix-sept dans la rubrique « Service public », douze en « Faits divers », huit dans « De quoi avons-nous peur ? » et sept « Ailleurs »), un pourcentage d'écoute passé de 3 à 10 %, un prix de la critique en 1975, l'unanimité de la presse spécialisée. Mais quoi de moins ou de plus dans les rayons du supermarché, dans le panier de la ménagère ou dans la tête du propriétaire venu exproprier un locataire ?

Toujours les mêmes blocages

Comme le rosbœuf, « Vendredi » se passait ainsi sur la balance, comparant à ses enquêtes d'hier d'autres enquêtes effectuées aujourd'hui dans les mêmes circonstances. D'un côté, victoire relative en ce qui concerne les colorants, les étiquettes, les dispositifs de sécurité dans les hôtels ; de l'autre, les mêmes blocages, les mêmes tabous, la même attention distraite aux questions internationales, toujours des vials, toujours des directives d'école fermant leurs portes aux enfants handicapés.

Où, quels sont donc les pouvoirs exacts de la télévision, lors même — c'est le cas de « Vendredi » — qu'elle prétend agir non seulement sur les habitudes journalières mais sur l'inconscient collectif des téléspectateurs ? L'envie de se poser la question ; une certaine manière d'y répondre : c'est un peu cela le style « Vendredi ».

ANNE REY.

Pacer



STATION-WAGON American Motors

Jean-Charles 26, rue d'Alsace PARIS 14^e TEL. 288-23-46

RADIO-TELEVISION

Libres opinions

LES ÉCRANS DU BONHEUR

par MICHEL CASTE (*)

« Les gens heureux ont une histoire ». La titre suffit à nous faire comprendre que nous allons partir à la découverte de personnes anonymes qui, par leurs luttes, ont réussi à surmonter les injustices de la vie, avec de la chance, de l'optimisme, par des vertus ou grâce à la solidarité des humbles. La télévision en nous montrant des inconnus — enfin — va nous faire voir l'exemplarité.

Mais voilà, l'émission a peu de rapport avec son titre, et d'abord parce que l'on s'est trompé sur les moyens, en utilisant la vidéo en direct alors que, seul, le film aurait permis de mieux les faire dans leur cadre, de restituer leur authenticité et d'utiliser les éléments musicaux comme des ponctuations. Ainsi, on a des invités mal à l'aise, François Deguelt, qui dit ce que devraient raconter ses invités : quant aux chansons et aux chansons, elles deviennent des cassures qui alourdissent l'ensemble.

Mais il y a plus grave, car, qu'il s'agisse de ce couple qui a usé ses alliances en plantant des piquets pour élever le plus malgre des chapeaux ou de ces amoureux des croisières solitaires en mer, nous en restons uniquement à l'anecdote. Prenons, par exemple, cet autre couple qui, ayant gagné deux chevaux en remportant le concours d'un journal de courses, décide un an après, sagement, quand le journal cesse de payer la pension des chevaux, de les revendre pour ne pas perdre toutes ses économies : l'histoire se prolonge, et nous ne saurions être exemplaires. Et pourtant comment mieux faire ressembler ce qu'on tente de fabriquer les concours miroir aux alouettes d'une certaine presse et l'impossibilité qu'il y a, et qui demeure, de passer d'un monde à un autre ?

François Deguelt a du charme et de la gentillesse et l'on sent bien qu'aborder la morale lui semblerait faire acte de prétention ; du coup il cherche à plaire, et voilà pourquoi — alors qu'il était intéressant, à travers une variété, de nous faire sortir des cadres convenus pour nous transporter dans la vie réelle — « Les gens heureux ont une histoire » bascule dans la complaisance et se fait, aux yeux de certains, complice de l'idéologie dominante.

Phénomène isolé ? Au contraire, attitude généralisée. Fait du hasard ? Non, volonté délibérée et politique, qu'on se soit consacré ou pas. Plaire est devenu la finalité des émissions, et ce que l'on veut, plus même que gagner des points dans les sondages, c'est ne pas choquer, ne pas faire de vague. Or tout art, toute création, provoque un choc, même si cela n'aboutit pas toujours à la bataille d'Hernani. Mais aucune voix autorisée ne s'est élevée pour réclamer, au nom de l'art et de la création, le droit à l'erreur, le droit de choquer et même le droit d'apparaître comme scandaleux, cédant ainsi aux forces de pres-

son et des pouvoirs établis, et des téléspéctateurs, que l'on a habitués, au fil des temps, à devenir des citoyens passifs. Il fut une époque où, du moins, les privilégiés des heures tardives avaient le droit à un vague frisson subtil d'audace, d'ailleurs vite réprimé. Mais on a rapidement compris qu'interdire après coup c'était avouer la répression, et l'on a adopté un système permettant de châtrer avant pour ne pas avoir à censurer après.

Le début de cette conception de la télévision date de l'époque où M. Jean-Jacques de Brosson, dirigeant l'O.R.T.F., avait par tout écrit de penser que rien de politique ne soit traité dans les émissions habituelles pour être réservé au seul secteur de l'information. Cette absurdité technocratique, qui aurait dû entraîner l'interdiction de Montesquieu, Proudhon et Molière, a permis de placer un fantasme ver dans le trou de la création. M. Arthur Conte venant ensuite parler des forces de la joie et son ennemi, M. Philippe Malaud, des maux intellectuels de l'O. R. T. F., ont achevé l'œuvre entreprise en accordant l'idée que la télévision, loin d'aider à penser, devait, au contraire, aider à oublier.

Depuis on l'a bien vu, tout ce qui dérange, provoque des réactions, sort de l'habitude est critiqué, plus même, mis en accusation. Ce que veut le pouvoir, c'est une télévision neutre qui permette au téléspectateur de penser que rien de bien, qu'il peut partir tranquille en vacances et que le gouvernement gère pour lui. Mais que signifie neutralité ? « Choisir de ne pas choisir », c'est encore choisir », comme l'a dit Jean-Paul Sartre, et la neutralité n'a fait de même, hélas ! pour une télévision que l'apollonisme dont se réclament certains ; ce qui signifie purement et simplement qu'à quelques réformes près le système du monde tel qu'il est et qu'ils sont donc des conservateurs, ou, comme il faut le dire depuis peu des tenants de la société pluraliste. Et il est vrai, effectivement, que l'on peut être de droite et l'ignorer.

En revanche, quand on est de gauche, on le sait, parce que cela signifie que l'on refuse les injustices et que l'on vit ce refus comme une obligation morale. Oui, on est de gauche et d'abord parce que l'on a conscience d'en avoir conscience.

La télévision d'aujourd'hui, à la suite d'un long processus de dégradation, s'est faite irresponsable et elle a obligé ceux qui ont osé pour elle à ne plus s'investir dans les émissions qu'elle produisait. Mais le but, même si l'on n'en ont pas conscience, est bien de nous vanter les mérites d'une société païenne et de tenter de nous faire croire que les conflits ne peuvent jamais être générateurs de progrès.

* Ancien conseiller de la direction de la télévision française, producteur.

Écouter, voir

• **DOSSIER : UN RÊVE AMÉRICAIN.** — Samedi 30 octobre, France-Culture, de 14 h. à 23 h. 50.

Les écrivains, les artistes américains ne sont plus ceux-là qui, après la première guerre mondiale, hantaient la vieille Europe à la recherche de leurs origines, nostalgiques en quête d'une culture enviable. Les rôles se sont inversés. C'est peut-être, vers 1950, avec l'école de New-York, qu'est née ce que l'on nomme la littérature américaine : une nouvelle syntaxe s'est lentement élaborée, longtemps étouffée ou méconnue en Europe. L'évolution n'a pas été linéaire ; elle a été faite d'éclatements, de fragmentations. Jean Daive a composé cette journée d'émissions en quatre grandes parties. Lectures, dramatiques, débats, interviews, illustrations sonores, donneront une vision de cette Amérique, autre, Le rêve européen ? Non, ce sont des Américains qui parlent.

• **THÉÂTRE HISTORIQUE : L'ASSASSINAT DE CONCINO CONCINI.** — Samedi 30 octobre, A 2, 20 h. 30.

Sous la régence de Marie de Médicis, aux maux de l'intrigant Concino Concini, un jeune gentilhomme par-

viendra, après mille péripéties, à convaincre le futur roi Louis XIII de se débarrasser de cet usurpateur en le faisant assassiner. Le ton est léger, burlesque, la fantaisie trompeuse grâce à l'utilisation de tous les moyens de la vidéo. Le réalisateur, Gérard Vergez, a réuni autour de lui une véritable troupe de télévision, que l'on reverra dans les trois autres dramatiques de cette série de théâtre historique.

• **ENQUÊTE : SILLAGES — LES JUIFS EN FRANCE.** — Dimanche 31 octobre, TF 1, 22 heures.

Dans cette série « Sillages », qui pourrait — si elle donnait aux réalisateurs les possibilités d'approfondir leurs enquêtes et d'élargir leur expression — devenir un véritable magazine culturel, un peu comme naguère « Pour le plaisir », de Roger Stéphane, un numéro spécial est consacré au judaïsme en France. Témoins tous passionnés, partiaux, contradictoires, Emmanuel Leuven, professeur à la Sorbonne, Jean Eliezerstein, historien, membre du P.C.F., Michel Rachline, écrivain, Patrick Girard, auteur des *Juifs en France de 1789 à 1890*, le docteur Marx, ancien président de la communauté juive d'Avignon, et Jean-Claude Grumberg, auteur

dramatique, éclairent, chacun à son tour, de l'antisémitisme historique au antisémitisme moderne le nouveau venu d'or, un phénomène dont Robert Buber a donné la dimension sentimentale dans *Juif d'origine polonaise*, écrivain venant d'Allemagne. Nat Lienenstein rejoint, par deux ou trois images, ce monde de symboles.

• **ESSAI : MOURIR AUTREFOIS.** — Lundi 1^{er} novembre, TF 1, 22 heures.

Ils se promènent pour la Toussaint, dans des églises, des bibliothèques, des cimetières : Pierre Dumayet interroge ; Michel Vovelle, directeur de l'U.E.R. d'histoire de l'université de Provence, répond, raconte. De la mort magique, représentée dans les danses macabres du quinzième siècle, à la mort devenue tabou de nos jours, mort solitaire dans les hôpitaux, les attitudes collectives, longtemps commandées par la religion, les angloises, n'ont cessé d'évoluer. Michel Vovelle, en spécialiste, a décrypté les testaments, les images, les monuments. Asses abstraites, très historiques, cette émission permettra de revoir une séquence d'anciennes actualités, brèves et belles images de femmes italiennes en visite au cimetière, toutes noires, et qui parlent à leurs hommes disparus.

Les films de la semaine

• **ATLANTIS, TERRE ENIGME.** de Georges Pal. — Dimanche 24 octobre, TF 1, 17 h. 20.

Le mythe de l'Atlantide revu par le romanesque historique d'aujourd'hui. Le tyran ressemblant à Hitler et le continent inconnu est détruit par l'énergie atomique. Domage que la réalisation, freinée par un budget réduit, ne soit pas à la hauteur du scénario.

• **UN HOMME, UNE FEMME.** de Claude Lelouch. — Dimanche 24 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Palme d'or au Festival de Cannes 1966, ce film assure la notoriété de Claude Lelouch. Une caméra de virtuose — tenue à la main, des effets de zoom et des jeux de couleurs donnent une allure « moderne » à une histoire d'amour émuante et vieille comme le monde. Dix ans après, qu'en reste-t-il, à part la larme à l'œil ? A (re) voir par curiosité.

• **SANDRA.** de Luciano Visconti. — Dimanche 24 octobre, FR 3, 22 h. 30.

Un chant d'amour et de mort, dans un palais pourrisant, on la tragédie d'Elisabeth transposée dans l'histoire d'une jeune fille qui vit à la cour de Volterra, des souvenirs des camps, de concentration et de la lépre nazie. La vengeance et l'inceste font l'objet de variations romantiques. Un des plus beaux films de Visconti, qui fut mal compris malgré un Lion d'or au Festival de Venise en 1966.

• **LA RIVALE.** de Sergio Gobbi. — Lundi 25 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Une comédie de Boulevard qui se promène entre un pavillon d'Emilien et un appartement parisien genre bohème. Tout est conforme à la morale de ce genre de théâtre, et Sergio Gobbi ne s'est pas livré à des recherches de style cinématographique. Mais c'est bien interprété.

• **LES HOMMES EN BLANC.** de Ralph Habib. — Lundi 25 octobre, TF 1, 20 h. 30.

La mission du médecin, la réalité professionnelle, sociale et psychologique du milieu médical. Ce film, discrètement

romanesque, fut apprécié, il y a vingt ans, pour l'humaine et documentaire. Raymond Pellegrin y fit une remarquable composition.

• **BOÏNES À TUEUR.** de Henri Decoin. — Mardi 26 octobre, TF 1, 14 h. 50.

Adaptation de Danielle Darrieux, Corinne Calvet, Myriam Petacci on Lyla Rocca, sera précipitée du haut de cette terrasse des Champs-Élysées, dont un barreau a été dessiné ? Le suspense — habilement adapté d'un roman américain de Pat McGerr — dure pendant tout le film, et il faut chercher, dans les recoins du scénario qui composent le récit, la clé de cette énigme psychologique. Or la fin est totalement imprévue. Voilà pour mettre l'eau à la bouche.

• **LES CŒURS VERTS.** d'Edward Luntz. — Mardi 26 octobre, A 2, 20 h. 30.

Film, selon le réalisateur, « sur des jeunes gens d'un milieu populaire qui essaient de s'en sortir ». Ces jeunes gens sont guettés par la délinquance. Décor — réel — la banlieue parisienne, Nanterre et Roumoultville. Le mérite du réalisateur est d'avoir échappé au double piège du faux réalisme (celui d'un certain « cinéma-vérité ») et du faux romantisme, pour montrer la vérité de ces « cœurs verts ». Son attitude sociologique n'empêche pas la poésie.

• **LA CHEVAUCHEE DES SEPT MERCENAIRES.** de George McCowan. — Mardi 26 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Le succès commercial de *Sept Mercenaires* de John Sturges (remake américain du film japonais *Les Sept Samouraïs*) avait engendré plusieurs variantes du même thème. *Chevauchée des sept mercenaires* est un spectacle spectaculaire. Ce film est encore plus conventionnel — et ennuyeux — que *Les Colts des sept mercenaires* présenté le 12 octobre.

• **CORRESPONDANT 17.** d'Alfred Hitchcock. — Mercredi 27 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Politique européenne et machination d'espions nazi en Espagne. Sur un scénario qui peut paraître invraisemblable

mais qui est habilement ficelé en vue de la propagande antinazie, Hitchcock a réalisé, en 1940, ce film baroque où l'angoisse se dispute à l'humour, où un journaliste américain se fait le champion de la vérité et de la liberté. La mise en scène construit un monde absurde et cauchemardesque, mais la lumière et la victoire exomptée sur du côté du camp allié. Il y a là une démarche passionnante de la création hollywoodienne au service de la démocratie.

• **LA TOILE D'ARAIGNEE.** de Jean-Pierre Melville. — Jeudi 28 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Pris entre la réalité et leurs rêves, personnel soignant et pensionnaires d'une clinique psychiatrique s'affrontent dans un déroulement collectif. Raffinant son art plastique (mouvements de caméras, décors et couleurs), Melville a traité très brillamment ce drame psychologique, qui est remarquablement interprété.

• **LES ENFANTS TERRIBLES.** de Jean-Pierre Melville. — Vendredi 29 octobre, A 2, 22 h. 50.

Cette adaptation du roman de Cocteau, réalisée en 1949, a surtout fait carrière dans les ciné-clubs. On l'a redécouverte en 1975. C'est peut-être le plus merveilleux (par le réalisme du décor et du comportement, par la mise en scène) des films de Melville, qui, pourtant, ne voulait plus en entendre parler. C'est aussi la transcription totalement fidèle par les personnages incarnés, les dialogues, le commentaire et la musique, du livre de Cocteau (publié en 1929). Livre d'un certain désordre psychologique et sociologique propre aux êtres jeunes. Tragédie de l'amour qui sort des « normes », le film *Les Enfants terribles*, avec ses jeux d'adolescents en huis clos, est une œuvre qu'il ne faut pas manquer de voir.

• **VILLE SANS LOI.** de Howard Hawks. — Dimanche 31 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Le monde pittoresque des aventuriers de la *Barbury Coast*, à San-Francisco, au temps de la ruée vers l'or. Les rapports violents d'une femme et de deux hommes, autour de la roulette d'une

maison de jeu. Une savoureuse reconstitution et des brumes photographiques. Du Hawks grand cru.

• **VERS SA DESTINÉE.** de John Ford. — Dimanche 31 octobre, FR 3, 22 h. 30.

Quand Abraham Lincoln, futur président des États-Unis, n'était encore qu'un jeune avocat en Illinois. Ford s'attache à des détails intimistes, à un fait divers et à un procès qui révèle la mentalité d'une communauté et le caractère de son héros. Il exprime avec gravité la certitude d'un destin et l'importance des valeurs humaines essentielles. Ce film est un des plus beaux. Il ramène aux origines de la démocratie américaine.

• **INVITATION A LA DANSE.** de Gene Kelly. — Lundi 1^{er} novembre, A 2, 17 h. 5.

Film entièrement chorégraphique. Pas un mot de dialogue. Trois ballets, trois études sur la danse. La troisième joint à la féerie héritée des *Mille et Une Nuits* des personnages de dessins animés intégrés, avec une totale perfection, à l'univers des personnages humains.

• **JULES ET JIM.** de François Truffaut. — Lundi 1^{er} novembre, TF 1, 20 h. 30.

Ces deux hommes, qui, pendant des années, aiment la même femme, sans que leur amour soit un amour, cette femme qui va de l'un à l'autre au gré de son humeur fantasque et de sa liberté, sont préservés par une sorte d'innocence, une pureté foncière qui sont constamment présentes dans la mise en scène de François Truffaut. Il raconte une belle et douloureuse histoire d'amour avec trois interprètes merveilleux : Jeanne Moreau, Oskar Werner et Henri Serre.

• **SIERRA TORRIDE.** de Don Siegel. — Lundi 1^{er} novembre, FR 3, 20 h. 30.

Les paysages et le contexte historique du western américain joints à l'humour baroque et à la mythologie de Clint Eastwood, apports du western italo-espagnol. Il y a aussi Shirley MacLaine vêtue en religieuse, qui prouve que l'habit ne fait pas la nonne.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Journal ; 20 h. Journal (le dimanche, 19 h. 45) ; vers 23 h. Dernière édition.

A 2 : 13 h. Journal (le week-end) ; 15 h. Flash ; 20 h. Journal ; vers 23 h. Dernière édition.

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les signes (*) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de première page de l'encart ; (e) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) : les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) : les rediffusions ; (III) : les émissions de TF 1 relayées en couleurs sur FR 3.

FR 3 : 19 h. 55. Journal ; vers 22 h. Dernière édition.

REGIONALES : 19 h. 20. Ensemble du réseau.

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 15, A Bible ouverte (le 31) ; 9 h. 30, L'œuvre de vie (le 24), Ordoxisme (le 31) ; 10 h. Présence permanente ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur, Église et religion en Chine (le 24), « Parole de la Tour de Pin » (le 31) ; 11 h. Messe à l'église de Hameville, Marne (le 24), à la paroisse Saint-Léon - Saint-Gilles de Thiais, Val-de-Marne (le 31).

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (informations toutes les heures) ; 8 h. La main à la pâte ; 9 h. Gérard Sire ; 9 h. 10, Le gagnant de Pierre Boutellier ; 10 h. Les 3 malices (samedi : Questions pour un samedi) ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. Rétro-nouveaux ; 13 h. Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 16 h. L'heure de musique classique ; 17 h. Radio-croquet ; 18 h. Bananas ; 19 h. Journal ; 20 h. 10. Marche ou rêve (samedi : La tribune de l'histoire ; dimanche : Le masque et le plumet) ; 22 h. 10 Le Pop Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (culte) ; 7 h. 30 (culte, mus.) ;

8 h. 30 (culte) ; 9 h. (culte et mus.) ; 12 h. 30 (culte et us.) ; 13 h. (culte) ; 15 h. 30 (mus.) ; 18 h. (culte et mus.) ; 19 h. (culte) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (culte) ; 24 h. (mus.).

EUROPE 1 : (informations toutes les heures) ; 5 h. 40, Philippe Gildes ; 9 h. 15, Denise Fabre ; 11 h. Pile ou face ; 12 h. Cash ; 13 h. 30, Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30 (9), Les despatches extraordinaires de crime ; 14 h. (6). Une femme, un homme (le samedi : Histoire d'un jour) ; 16 h. 30, Tout peut arriver ; 18 h. Le journal de Pierre Lescure ; 19 h. Jean-Loup Lafont ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 22 h. 35, Top à Wall-Street (samedi : Ça va être à l'ère) ; 2 h. G. 5-101-Bis.

R.T.L. : (informations toutes les heures) ; 5 h. 30, Maurice Favères ; 9 h. 15, A.-M. Peyronie ; 11 h. 30,

La case trésor ; 14 h. 30, Appelle, on est là ; 19 h. Hit Parade ; 21 h. Les souliers sont sympas ; 24 h. Les nocturnes.

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) : 7 h. 15, Horizons ; 8 h. Ordoxisme et christianisme occidental ; 8 h. 30, Proustianisme ; 9 h. 10, Écoute Israël ; 9 h. 40, L'Union nationale (le 24), La Fédération française de droit humain (le 31) ; 10 h. Messe.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Jean Raspail, écrivain (lundi), Jean de Metzels, émailleur (mardi), le professeur André Boné, généticien (mercredi),

Isol Mounbarren (jeudi), Jean Thévenot (vendredi).

Tribunes et débats

R.T.L. : lundi 25, à 7 h. 30 : M. Girard d'Ennig répond aux auditeurs.

FRANCE-INTER : du lundi au vendredi, 11 h. Anne Gaillard en direct de New-York, répond aux questions des auditeurs sur l'éducation du jeune enfant (lundi), l'immigration (mardi), la femme et la politique (mercredi), le bénévolat (jeudi) et le consumérisme (vendredi) ; mercredi 27, à 13 h. M. Valéry Girard d'Ennig répond aux questions de J.-P. Elkabbach.

FRANCE-CULTURE : du lundi au vendredi, 12 h. 5, Jacques Faugon reçoit Pierre Dais (lundi), le docteur Gilbert Tordjman (mardi), Pierre Emmanuel (mercredi), Jean

d'Omeson (jeudi), Georges Sutter (vendredi).

R.M.C. : mardi 26, 13 h. 15, débat entre MM. Jean-Pierre Foucaud, ministre de l'équipement, et Hubert Dubedout, maire socialiste de Grenoble, sur le thème : « La politique de logement » ; 19 h. M. André Rosi, ministre du commerce extérieur, et un grand patron de l'industrie parlent du commerce extérieur de la France ; mercredi 27, 13 h. 15, MM. Marcelino Oreja, ministre des affaires étrangères, et M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du parti socialiste espagnol, débattent sur « la situation politique en Espagne » et « les relations franco-espagnoles ».

EUROPE 1 : dimanche 24, à 19 h. 20, M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., est l'invité du Club de la presse.

DES PUBLICISTES AMÉRICAINS INTERVIENNENT SUR LE CONTENU D'UNE CHAÎNE COMMERCIALE BRITANNIQUE

« Une agence de publicité américaine a menacé de mettre fin à ses investissements en Grande-Bretagne si une nette amélioration des programmes diffusés par la chaîne de télévision commerciale I.T.V. n'intervenait pas d'ici à la fin de l'année ».

L'un des dirigeants de la firme américaine « Rondo Tele Products », M. Barry Collier, a en effet indiqué que son agence renoncerait à lancer une campagne promotionnelle de plus d'un million de livres si I.T.V. ne trouvait pas une formule pour attirer plus de téléspectateurs susceptibles d'acheter les produits qu'elle veut vendre.

Un porte-parole d'I.T.V. s'est borné à déclarer que « les menaces de M. Collier seraient prises au sérieux, car il s'agit d'un client important ». Cette affaire risque de relancer le débat relatif au contrôle exercé en Grande-Bretagne par des agences publicitaires étrangères sur le choix de programmes diffusés par la télévision commerciale.

Journal de 150

RADIO-TELEVISION

Samedi 23 octobre

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Sacha Distel) ; 21 h. 30. Série : Matt Helm ; 22 h. 30. Variétés : A bout portant (Maria Pacome).

CHAÎNE II : A2

20 h. 30. (R). Téléfilm : « Je Collectionneur de cerceaux ». Réal. M. Sublet, avec Cl. Jade, G. Casadesu, F. Dumoy, A. Reybaz.

Dimanche 24 octobre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30. (III). Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III). La séquence du spectacle ; 12 h. 30. (III). Le magazine du dimanche, d'Y. Mourousi ; 13 h. 20. (III). Vive le cirque ! ; 14 h. (III). Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45. (III). Sports : Direct à la une ; 17 h. 10. (R). Film : « Atlantis, terre engloutie », de G. Fal (1960), avec A. Hall, J. Taylor, J. Dail, B. Smith.

Un pêcheur grec sauve la fille du roi de la fabuleuse Atlantis et découvre ce royaume mystérieux qui domine les mers sans être connue par la conquête du monde.

18 h. 45. Feuilleton : Les jours heureux ; 19 h. 15. Les animaux du monde.

20 h. 30. (R). Film : « Un homme et une femme », de Cl. Lelouch (1966), avec A. Aimee, J.-L. Trintignant, P. Barouh, V. Lagrange.

Un pilote de course et une scripte, tous deux seuls, se rencontrent à Deauville, où leurs enfants respectifs sont en pension. Ils refont leur vie ensemble.

22 h. (R). Portrait : Un roi à Madrid, par F. Moreuil.

Un reportage sur le roi Juan Carlos, qui sera l'hôte de la France trois jours plus tard.

Lundi 25 octobre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 35. (III). Émissions régionales ; 13 h. 50. (III). Rester avec nous ; à 14 h. 5. Émissions régionales ; à 14 h. 45. (R). Série : Golditz ; 17 h. 35. (III). La France est à vous ; 18 h. 5. A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30. La caméra du lundi (l'avenir du futur) : « Les Hommes en blanc », de R. Habib (1955), avec J. Moreau, R. Pellegrin, J. Chevalier, F. Ledoux. (N).

Un étudiant en médecine remplace un vieux médecin de campagne et découvre, dans sa lutte contre les préjugés et les superstitions des paysans, la noblesse de son métier.

Vers 22 h. Débat : La médecine de l'an 2000. Avec les professeurs Pierre-Yves Nat.

Mardi 26 octobre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 35. (III). Émissions régionales ; 13 h. 50. (III). Pour les enfants : Les visiteurs du mercredi ; 18 h. 5. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'été aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30. Chronique : Des autos et des hommes. (Troisième partie : L'auto s'en va-t-en guerre, 1914-1924), réal. Cl. Savarit ; 21 h. 30. Chronique : Ces années-là (1968), de M. Droit ; 22 h. 25. Émission littéraire : Pline page, de P. Sipriot. (Quelques livres dans les sélections des prix littéraires).

Avec M.M. Max Gallo (« La Promenade des Anglais »), Jean-François Josselin (« Quand l'étoile s'en va »), Frédéric Grunvitz (« Les Flamboyants »), Henri Bonnier (« Une journée dans la vie d'Hélène »), Pierre Levesque (« Les Comédiens »), Michel Henri (« L'Amour les yeux fermés »).

Mercredi 27 octobre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 35. (III). Émissions régionales ; 13 h. 50. (III). Pour les enfants : Les visiteurs du mercredi ; 18 h. 5. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'été aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30. Téléfilm policier : « Commissaire Moulin » (l'évadé), réal. J. Kerchbron, avec Y. Régner, J. Franval.

Un ancien coïd du milieu, évadé de prison, prend le commissaire Moulin à son propre piège. Et c'est le policier qui traîne en prison.

22 h. (R). Émission médicale : L'homme et les hommes, d'E. Lalou, I. Barrière et P. Desgranges.

Le professeur Jean Hamburger parle de la recherche et de sa conception de l'existence.

Jeudi 28 octobre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 35. (III). Émissions régionales ; 13 h. 50. (III). Pour les enfants : Les visiteurs du mercredi ; 18 h. 5. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'été aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30. (R). Magazine d'actualité : L'événement.

M. Raymond Barre, premier ministre, ministre de l'économie et des finances, répond à la rédaction de TF 1.

Une mystérieuse partie d'échecs, entre deux automates. D'après « Robots pensants », une nouvelle de C. Lempereur (« La Machine »).

22 h. 10. Variétés : Les gens heureux ont une histoire, avec F. Deguelt ; 22 h. 50. Cabaret et café-théâtre : Drôle de baraque, réal. R. Sangla.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. (R). Retransmission lyrique : « Nabucco », de G. Verdi, par l'orchestre de

CHAÎNE II : A2

11 h. 30. Concert : « Concerto n° 1 pour piano et orchestre » de Rachmaninov, par R. Crozzo et l'Orch. nat. de Radio-France, dir. R. Kozumel ; 12 h. Magazine du spectacle : Écran blanc, rideau rouge ; 13 h. 30. Série : Kim ; 14 h. Monsieur Clément ; 14 h. 50. L'ami public numéro un ; 16 h. 20. Les palmiers et des hommes ; 17 h. 15. Jeu : Chacun chez soi (finale) ; 18 h. 5. Série : Super Jaimie ; 19 h. Sports : Stade 2.

20 h. 30. Variétés : Récital M. Schumann ; 21 h. 30. (R). Série télévisée : Les ombres disparaissent à midi (2^e partie : Les étrangers).

CHAÎNE III : FR 3

11 h. Émission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 11 h. 30. Immigrés parmi nous ; 17 h. 35. Pour les jeunes ; 17 h. 50. Rediffusion : Opération survie (Le secret du baobab africain), réal. A.-J. Root.

Reprise du documentaire produit par Anglia Télévision et diffusé le 20 août dernier.

18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h. (R). Hexa-

Bordeaux-Aquitaine, les chœurs de Bordeaux et du Capitole de Toulouse, dir. M. Plasson, avec A. Gailin, R. Pankova, C. Mastroianni, réal. J. Mancau.

Une coproduction des théâtres de Bordeaux et de Toulouse, adaptée par les performances d'Angela Gailin, dans le rôle d'Abigaille, la femme du roi Nabuchodonosor.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie ; 20 h. 5. Science-fiction : « Le Maître du Haut-Château », de P. K. Dick, adaptation C. Bourdet.

sonal : Faux et usage de faux (troisième partie), réal. F. Vincent ; 20 h. 5. Feuilleton : La flèche noire.

20 h. 30. Tribune : La femme en question (Mme Edmonde Charles-Roux face à quatre invités approbateurs ou détracteurs de ses romans) ; 21 h. 45. Aspects du court métrage français : « Trente-Six Heures » (réal. Ph. Haudiquet, et « Marjorie ne viendra pas » (réal. P. Henchou) ; 22 h. (R). Cinéma de nuit (cycle italien) : « Sandra », de L. Visconti (1965), avec Cl. Cardinale, J. Sorel, M. Craig, R. Ricci, M. Bell (N.).

Une jeune femme italienne, mariée à un Américain, revient dans son pays natal de Volterra pour honorer la mémoire de son père. Elle et son frère se sont aimés, dans le passé, et s'aiment encore.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 7. La fenêtre ouverte ; 7 h. 15. Horizon ; 7 h. 45. Chœurs de son 8 h. Émissions philologiques et religieuses ; 11 h. 7. Lettres sur la musique ; 12 h. 5. Allégo ; 12 h. 37. Lettre ouverte à l'Europe ; 12 h. 45. Ombres vives de Georges Enesco ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente

avec R. Clermont, J. Levrail, B. Jousset, réalisation H. Soubeyran ; 21 h. 35. Ad lib, avec M. de Bréville ; 22 h. 5. La tige du samedi ou mi-fugue, mi-rain, divertissement de R. Jérôme ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 35. Échanges Internationaux de Radio-France : Journées de musique de Kasse 1975... le Frankfurter Kantoral Bach-Collegium de Stuttgart, direction R. Rilling ; « Passion selon saint Jean », version 1725 (Bach), avec A. Auger (soprano), Schwartz (alto), A. Kraus (ténor), W. Schöne et P. Huttenlocher (basses) ; 23 h. (R). Vieilles chies : Quatour Pro Arte et Arthur Schnitzler (Haydn, Brahms) ; 0 h. 5. Un musicien dans la nuit : J. Tazartes.

« Mol », d'E. Labiche ; 16 h. 5. Musique de chambre : « Sonate pour piano », opus 78 (Mozart), par E. Srol, récit de chant par M. Forrester, avec C. Ivaldi (piano) (Ph.-B. Bach, J.-M. Franck, Schumann, Poulenc, Schubert) ; 17 h. 30. Rencontre avec le docteur Tordjman ; 18 h. 30. Ma non troppo ; 19 h. 30. (R). Le cinéma des cinéastes ;

20 h. Poésie ; 20 h. 5. (R). Atelier de création radio-phonique : « Des morceaux de gloire Derrida » ; 22 h. Black and blue ; 23 h. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Concert promenade ; 8 h. Cantate pour le dix-neuvième dimanche après la Trinité ; 9 h. 2. Musical griffail ; 11 h. Hermès sacra ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35. Opéra-bouffon ;

13 h. 45. Petites formes ; 14 h. La tribune des critiques de disques : « Macbeth » (Verdi) ; 17 h. (R). Le concert épistolaire de Cl. Chabrol (Chostakovich, Mozart, Mahler, Bartok, Darius Milhaud, Britten, Ysaïe, J. Clair, P. Dukas, Prokofiev) ; 19 h. La route des jongleurs ; 19 h. 35. Jazz vivant ;

20 h. 30. Échanges Internationaux de Radio-France... l'Orchestre symphonique de la Radio hongroise, direction G. Kemény, avec : Antal (violoncelle) ; « Suite lyrique » (Scriabine) ; « Concerto pour solo et orchestre en mi bémol majeur » (Liszt) ; « Musique pour cordes, percussion et céleste » (Bartok) ; 22 h. 30. Concours International de Violoncelle ; 23 h. 15. Musique de chambre : Mozart ; 0 h. 5. Non écrite : Indonésie ; 1 h. 15. (R). Trévis.

20 h. Poésie ; 20 h. (R). « Hippolyte » d'Euripide de M. Parnet, G. Audisio, musique de M. Chana, avec R. Blass, P. Parnet, J. Magre, réalisation M. Horowitz ; 21 h. 10. L'autre scène ou « Les Vivants et les Morts » ; 22 h. 30. « Les Chansons d'été » par C. Maitre, par C. Maitre ; 23 h. 25. Entretiens avec J. Tordj, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 30. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : Portrait de M. Ravel ; à 15 h. 30. Après-midi lyrique : « Les Chansons d'été » (Rimsky-Korsakov) ; 18 h. 2. École, magazine musical ; 19 h. Second souffle ; 19 h. 40. Concours International de guitare ;

20 h. Walter Gieseking interprète Brahms : « Fantaisie opus 116 » ; « Klavierstücke opus 76 » (extraits) ; 20 h. 30. En direct du Studio 102, V. Dietrich (soprano), M. Gieseking (piano), et P. Lamaze (clarinette) ; « Chœur d'été » ; « La Pêche sur le rocher » ; « Sonate pour piano en la mineur D 784 » (Schubert) ; 22 h. 30. Musique traditionnelle hongroise : Kolinda ; 0 h. 5. Jazz ; 0 h. 30. La Pélagie.

Feuilleton : (R), « Les Fruits du Congo », d'A. Vialatte ; 19 h. 30. Sciences ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. (R). Dialogues franco-allemands : « Problèmes de la formation universitaire », avec H. Schulte et G. Amal ; 21 h. 25. Musiques de notre temps, avec S. Nig et J. Massin ; 22 h. 35. Entretiens avec J. Tordj, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : « Les Fruits du Congo » (F. Gieseking) ; 15 h. 30. Musique dans la rue (Gieseking, Le Nob) ; 15 h. 32. L'héritage de Beethoven : « Sonate opus 106 pour piano » ; « Sonate n° 1 pour piano en ut majeur » ; 18 h. 2. École, magazine musical ; 19 h. 40. Walter Gieseking : œuvres de Mozart, Beethoven, Mendelssohn ;

20 h. 30. Orchestre symphonique de la radio hongroise, direction A. Fischer, avec J. Jando, piano ; « Wanderer Fantasy » (Schubert) ; « Symphonie n° 5 en ut mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Dossier musical : l'histoire de 0 h. 5. Scriabine : « Sonate n° 5 » ; 0 h. 15. (R). Steve Reich, par D. Cass.

« Les Fruits du Congo », d'A. Vialatte ; 19 h. 30. La science en marche ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. (R). La musique et les hommes : « Alalame et la musique », avec J. Lenoir ; 22 h. 30. Entretiens avec Jean Tordj, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : « Les Fruits du Congo » (F. Gieseking) ; 15 h. 30. Musique dans la rue (Gieseking, Le Nob) ; 15 h. 32. L'héritage de Beethoven : « Sonate opus 106 pour piano » ; « Sonate n° 1 pour piano en ut majeur » ; 18 h. 2. École, magazine musical ; 19 h. 40. Walter Gieseking : œuvres de Mozart, Beethoven, Mendelssohn ;

20 h. 30. Festival de Schwetzingen 1976. Concert avec Konrad Raupach, ténor, et Zuzana Ruzickova, clarinette (J.B. Sesar, R. Ballard, J. Dowland, Bach, Scarlatti) ; 22 h. 30. Festival d'automne : musique kurde ; 23 h. 30. Musique classique (Schubert, Gieseking) ; 0 h. 5. (R). Musique avant la Révolution : John Cage ; 0 h. 30. Tiziana, par J.-P. Gilard.

tion anarchiste ; 20 h. Les jeux de 20 heures. 20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (R.J.) : « La Tolle d'arrangée », de V. Minelli (1955), avec R. Widmark, L. Bacall, Ch. Boyer, G. Graham, L. Gish.

Dans une clinique psychiatrique, le choc de nouveaux réactifs provoque une crise qui affecte les malades et le personnel médical.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance : « Maisons des villes, maisons des champs », par E. Driant ; à 8 h. 32. « Et Moïse fut instruit de toute la sagesse des Égyptiens », par G. Mathieu ; 9 h. 30. Échec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des sciences et techniques ; 9 h. 45. Le livre, ouverture sur la vie ; 11 h. 2. La matinee des éditions musicales ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 20. Les journaux du royaume de la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Athanase ou la Manière bleue », de G. Saint Bris ; 14 h. 45. L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture : Mercredi d'automne ; à 16 h. 25. Metc ; à 16 h. 30. Dossier-reportage ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : (R), « Les Fruits du Congo », d'A. Vialatte ; 19 h. 30. Biologie et médecine ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. (S.). (R). Nouveau répertoire

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : « Les Fruits du Congo » (F. Gieseking) ; 15 h. 30. Musique dans la rue (Gieseking, Le Nob) ; 15 h. 32. L'héritage de Beethoven : « Sonate opus 106 pour piano » ; « Sonate n° 1 pour piano en ut majeur » ; 18 h. 2. École, magazine musical ; 19 h. 40. Walter Gieseking : œuvres de Mozart, Beethoven, Mendelssohn ;

20 h. 30. Orchestre symphonique de la radio hongroise, direction A. Fischer, avec J. Jando, piano ; « Wanderer Fantasy » (Schubert) ; « Symphonie n° 5 en ut mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Dossier musical : l'histoire de 0 h. 5. Scriabine : « Sonate n° 5 » ; 0 h. 15. (R). Steve Reich, par D. Cass.

« Les Fruits du Congo », d'A. Vialatte ; 19 h. 30. La science en marche ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. (R). La musique et les hommes : « Alalame et la musique », avec J. Lenoir ; 22 h. 30. Entretiens avec Jean Tordj, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : « Les Fruits du Congo » (F. Gieseking) ; 15 h. 30. Musique dans la rue (Gieseking, Le Nob) ; 15 h. 32. L'héritage de Beethoven : « Sonate opus 106 pour piano » ; « Sonate n° 1 pour piano en ut majeur » ; 18 h. 2. École, magazine musical ; 19 h. 40. Walter Gieseking : œuvres de Mozart, Beethoven, Mendelssohn ;

20 h. 30. Orchestre symphonique de la radio hongroise, direction A. Fischer, avec J. Jando, piano ; « Wanderer Fantasy » (Schubert) ; « Symphonie n° 5 en ut mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Dossier musical : l'histoire de 0 h. 5. Scriabine : « Sonate n° 5 » ; 0 h. 15. (R). Steve Reich, par D. Cass.

« Les Fruits du Congo », d'A. Vialatte ; 19 h. 30. La science en marche ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. (R). La musique et les hommes : « Alalame et la musique », avec J. Lenoir ; 22 h. 30. Entretiens avec Jean Tordj, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : « Les Fruits du Congo » (F. Gieseking) ; 15 h. 30. Musique dans la rue (Gieseking, Le Nob) ; 15 h. 32. L'héritage de Beethoven : « Sonate opus 106 pour piano » ; « Sonate n° 1 pour piano en ut majeur » ; 18 h. 2. École, magazine musical ; 19 h. 40. Walter Gieseking : œuvres de Mozart, Beethoven, Mendelssohn ;

20 h. 30. Orchestre symphonique de la radio hongroise, direction A. Fischer, avec J. Jando, piano ; « Wanderer Fantasy » (Schubert) ; « Symphonie n° 5 en ut mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Dossier musical : l'histoire de 0 h. 5. Scriabine : « Sonate n° 5 » ; 0 h. 15. (R). Steve Reich, par D. Cass.

par Jean Lacroix

à ce qu'il signifie. Mais cette résistante est tellement et difficilement acquiesce. Jacob refuse une sorte de transcendance originelle de la pensée, du Verbe johannique, mais il admet une « transcendance résultative », qui est la visée de vérité. Cette visée résulte de l'achèvement du travail du langage »¹. Le sens de la vérité transcende le mot, c'est qu'il postule un « pour tout le monde », qui exige une transformation de nos rapports avec autrui. Ainsi se découvre et s'approfondit dans l'histoire cette qualification de vérité de notre expérience humaine, qui est la vérité du langage. Tendit entre l'ordre, l'anarchie, entre la Tradition — l'Écriture, les Textes, le Bon usage — et la Révolution — graffiti et slogans revendicatifs... — le langage vit du renouvellement indéfini des symboles, des paradigmes et des discours. Et si *la signification* est le langage, la signification appartient à chaque homme de recueillir comme autant de lecteurs qui dominent l'étrangeté de son expérience les *signifiés* qu'il aura su promouvoir. Telle est la grande leçon du langage : non point doubler le monde par une voix plus ou moins acoutée, mais en faire un langage commun, d'une authentique communication interhumaine.

Pourquoi une philosophie du langage, puisque celui-ci va, de soi? Sans doute, précédemment, la philosophie humaine s'est répandue et impregnée, plus ou moins, de problèmes. Ici, il est à la fois objet et moyen de réflexion. Dans l'expression « étude du langage », le *du* exprime une réflexivité particulière de l'entreprise philosophique sur l'état dont elle est faite. Le langage est une négation du sensible qui demeure en quelque façon sensible. Cette tension constitue une dialectique virtuelle, une philosophie à l'état latent, immanente au langage : y a-t-il du monde, et il y a le monde du langage. A force de parler du monde, le philosophe arrive à voir le monde parler, il le considère comme parlant. Cette tension est l'homme même, cet être sensible qui dépasse le sensible. D'où découle le lien étroit entre le sens et le sensible : avant de penser et d'exprimer, il faut avoir senti. Ce « donné » est le fond moteur toujours présent de la dialectique du langage. Les sciences s'y tiennent sur des déterminations distinctes, mais la philosophie est celle qui articule le rapport de chaque élément avec le tout : philosopher sur le langage, c'est le réintégrer dans l'ensemble de l'expérience humaine. Envisager cette expérience comme un texte à déchiffrer, c'est vouloir atteindre le point de

« Le langage de l'art est essentiellement différent de celui de la science. Paradoxalement, on pourrait presque dire que la science est écriture et l'art parole. La création esthétique, la « poétique » en tout cas, transforme l'art de communiquer. « La peinture parle à sa façon », disait Merleau-Ponty à Gide : « Je voudrais parler musique ». Le langage de l'art est signification d'une communication qui se veut uni-

Le réflexion sur ces divers langages aboutit à y discerner trois niveaux :
 1° — insitution — limites. Le langage s'écrasne d'abord dans la trame de la vie. A la racine de tout phénomène vivant existe une communication entre l'organisme et le milieu. On ne saurait parler d'écriture que si l'organisme est capable d'inscrire sur le milieu son langage humain : en montrant comment le langage est d'abord dans le geste, Jomse a inauguré toutes les études qui embrassent le langage dans le corps. Venu de la vie, le langage, divisé en langages, est co-fondateur de la société. En devenant symboliques, les échanges inter-individuels atteignent cette visée communicative qui est pour condition d'ensemble à toute construction humaine, soulignant le caractère institué du langage. L'intériorisation du geste corporel lui permet de se charger de sens : c'est le passage des signaux aux signifiés. Par là, enfin, se réalise ce que nous avons évoqué : la découverte et même la création d'un monde. L'activité, à divers niveaux, organise le monde et dans ce sens crée un langage. Mais, dans la mesure où le langage est toujours jusqu'à un certain point, problématique du langage, elle-même en lien direct avec l'écriture, le langage a la capacité de comprendre son essor sur fond de recueillement et d'écoute. La dialectique du langage trouve son expression la plus

Ces critiques sont souvent justes, surtout, par exemple, dans l'ensemble de la pensée de Derrida ; elles éclairaient en tout cas la relation que la société entretient avec son langage. Mais il ne saurait y avoir de mouvement dialectique qu'en les dépassant. En fait, le sens se réalise dans l'expérience humaine par tous les moyens dont disposent le corps et l'activité intellectuelle pour s'exprimer. Le paradoxe du langage, disait Merleau-Ponty, c'est qu'il tend à se faire oublier dans la mesure où il réussit à s'exprimer : il nous jette

LIVRES RECUS

— *Savoir, faire espérer* : les limites de la raison — 2 tomes collectifs publiés par les facultés universitaires Saint-Louis, à Bruxelles, à l'occasion du cinquantième de l'Ecole des sciences philosophiques et religieuses et en hommage à Mgr Van Camp. L'ensemble, divisé en quatre sections : philosophie, histoire de la philosophie (t. I) ; sciences humaines, théologie (t. II), avec plusieurs des meilleurs penseurs de notre temps, est aussi divers que remarquable.

— Dieu - 1) Où en est l'athéisme scientifique ? 2) Le marxisme à un tournant, 2 vol. de dialogues, par Mario Frontistis, Ed. Peeters, Louvain.

LA LOI ET L'ADULTÈRE

C'est par erreur que M. Leuliette croit devoir attirer l'attention du M.L.P. sur l'article 324 (et non 334) du code pénal, selon lequel le meurtre de l'épouse par l'époux qui la surprend en flagrant délit d'adultère est excusable, et les articles 337, 338 et 339 du même code prévoyant une répression de l'adultère sans commune mesure selon qu'il s'agit de celui de l'homme ou de celui de la femme.

Survivance d'un autre âge, ils traduisaient parfaitement les valeurs d'une société pour laquelle la femme n'était rien d'autre que la chose de son mari, et le mariage une institution nullement fondée sur la réciprocité. On pouvait au

Garder son nom

A la suite de l'article paru dans « le Monde aujourd'hui » daté 26-27 septembre, sous le titre « Quel patronyme choisir pour ses enfants ? », une lectrice, qui désire garder l'anonymat, expose les difficultés qu'elle rencontre pour obtenir de conserver, ainsi que la loi l'y autorise, son nom de jeune fille, bien qu'elle soit mariée :

Leur abrogation est le fruit d'une politique déjà ancienne, mais à laquelle le président de la République et l'ex-secrétaire d'Etat à la condition féminine ont donné une nouvelle impulsion, qui consiste à éliminer progressivement la discrimination sexuelle du texte même de la loi (où elle abondait) sans s'attaquer le moins du monde aux conditions concrètes qui engendrent et entretiennent les discriminations.

On tente ainsi de persuader les femmes qu'elles ont accédé à l'égalité et qu'elles n'ont plus rien à revendiquer, alors que toute leur vie quotidienne démontre le contraire.

La loi n° 75-625 du 11 juillet 1975 (*Journal officiel* du 13 juillet), qui réprime la discrimination fondée sur le sexe (art. 10 et 11), procède, à l'évidence, de la même mystification.

Bien au-delà de l'anecdote, c'est donc l'utilisation de la loi pour masquer l'oppression concrète et réelle des femmes qui est en cause.

« de jeune fille »

tarier aux universités. Il était impossible de donner suite à ma demande.

Une mise en demeure de respecter la loi, que j'ai envoyée en juin 1976, est jusqu'à ce jour restée sans réponse.

On peut alors se demander, d'une part, si des responsables administratifs sont en droit de se placer au-dessus de la loi commune et, d'autre part, s'il est utile de promulguer de nouvelles lois pour améliorer la condition des femmes, alors qu'il est impossible d'obtenir (et d'une administration qui plus est) le respect de celles qui sont déjà en vigueur.

J'ajouterais simplement pour mémoire les difficultés morales de la femme mariée à garder son nom tant que le double nom (avec choix à la majorité par exemple pour éviter les doubles-ménages en série) ne sera pas acquis aux enfants.

A la suite de l'article paru dans le *Monde* aujourd'hui, daté 26-27 septembre, sous le titre « Quel patronyme choisir pour nos enfants ? », une lectrice, qui désire garder l'anonymat, expose les difficultés qu'elle rencontre pour conserver, ainsi que la loi l'y autorise, son nom de jeune fille, bien qu'elle soit mariée :

Après mon mariage, j'ai averti le chef du service du personnel de l'université parissienne où je suis fonctionnaire que je désirais garder mon nom « de jeune fille ». En réponse, le chef de service m'a fait savoir qu'il lui était impossible de prendre la responsabilité d'un tel manquement aux usages et que je devrais en demander l'autorisation au recteur de l'académie. J'ai donc écrit au recteur pour demander que, conformément à la loi, mon dossier reste établi à mon nom. Il m'a été répondu que la transmission de mon dossier (appellation « matriculaire ») au service

tariat aux universités, Il était impossible de donner suite à ma demande.

Une mise en demeure de respecter la loi, que j'ai envoyée en juin 1976, est jusqu'à ce jour restée sans réponse.

On peut alors se demander, d'une part, si des responsables administratifs sont en droit de se placer au-dessus de la loi commune et, d'autre part, s'il est utile de promulguer de nouvelles lois pour améliorer la condition des femmes, alors qu'il est impossible d'obtenir (et d'une administration qui plus est) le respect de celles qui sont déjà en vigueur.

J'ajouterais simplement pour mémoire les difficultés morales de la femme mariée à garder son nom tant que le double nom (avec choix à la majorité par exemple pour éviter les doubles-ménages en série) ne sera pas acquis aux enfants.

Le français au Québec

LE Québec na nous est plus tout à fait inconnu. Il reste cependant beaucoup à faire, après deux cents ans d'ignorance ou de méconnaissance rétrogrades, pour en donner une image plus actuelle et plus juste au public français. D'où l'intérêt du numéro de *Langues françaises* (1) consacré à ce sujet.

Les responsables de ce cahier, Jean-Claude Corbail, québécois, et Louis Guilbert, français, l'ont destiné explicitement aux lecteurs profanes. Les spécialistes des problèmes du Québec ne le tirant pas moins avec grand profit.

Cinq millions de *parlant-français* de l'autre côté de l'Atlantique, à l'intérieur de frontières qui, sans être celles d'un Etat souverain, sont beaucoup plus que régionales ou provinciales au sens

Peu, si on le rapporte à l'image
italienne que nous almons nous
donner d'une « francophonie »
mythique et planétaire de deux
cent trente ou deux cent quarante

Beaucoup, en fait. Le français est au Québec langue maternelle, langue d'usage et langue officielle. Cette français n'est gravée d'aucun souvenir colonial. Sa survie exceptionnelle dans des conditions extrêmement difficiles n'est pas le fait d'une contrainte, mais au contraire le témoignage d'une résistance à l'oppression linguistique et sociale. Et, dernier point majeur, le Québec appartient par son mode de vie et son niveau technique au même sous-monde que la France.

Seule dans la « francophonie » la Wallonie présente des traits du même ordre. Encore s'appuie-t-elle sur un arrière-pays linguistique et culturel qui est l'Hexagone lui-même; et le français n'est pas « menacé » en Belgique par la pression du néerlandais, alors que le Québec, cet avant-poste, n'est qu'un 'floc' français (de langue) dans un océan américain.

On voit bien les deux dangers qui, depuis deux siècles, menacent dans son identité linguistique cette communauté lointaine. D'une part que, devenue très minoritaire en nombre, elle soit absorbée par les deux cents millions d'anglophones qui l'entourent. D'autre part que se

français de là-bas, confronté sans relâche à la pression de l'anglo-américain, n'a plus de français que l'étiquette et ne devient en fait une sous-langue bâtarde vouée à disparaître à plus ou moins long terme.

Nous n'en sommes pas là. Mais il serait malhonnête de dissimuler (ou se dissimuler) que les germes d'une telle situation d'attribution existent en permanence au Québec. C'est précisément parce qu'ils ont une pleine conscience de ces dangers (en particulier du second) que les Québécois, gouvernement en tête, ont fait du maintien du français chez eux une priorité absolue.

Globalement, le français du Québec n'est pas celui de la France; pour autant bien sûr que l'on puisse valablement parler d'un (et un seul) français du Québec ou de France.

Selon les groupes sociaux et locaux, l'écart peut être pratiquement nul (un tracé d'intonation, un mot isolé) ou être tel qu'il y a plus de compréhension. Il est d'abord phonique. Un certain nombre de sons, de phénomènes, ne sont plus produits de la même façon en « québécois » et en « français » : le r est très généralement « roulé » comme en Bourgeois, le s de *naïve* est allongé et diphthongisé, le t de « petit », le l de « minute », le e de « père », etc., sont très sensiblement autres, qu'en français de Paris.

Le « mouvement de la parole »

Ces nuances seraient sans gravité si elles ne se cumulaient pas, assez souvent, avec « des différences de rythme, de tension articulatoire, d'accentuation, de pauses, de jointures, de débit, etc. » (2), bref avec un ensemble de différences portait cette fois non sur des phénomènes isolés, mais sur l'ensemble de la chaîne parlée.

Dans de tels cas (ils ne sont pas rares au Québec), l'interprétation n'est pas assurée spontanément. L'auditeur français ne comprendra pratiquement rien de ce qui se dit à côté de lui, ni même de ce qu'il lui est dit.

Puisque la communication ne s'établit pas, peu importe ensuite que les mots eux-mêmes soient ou non différents ; que « change »

signifie monnaie, « charger », faire payer, « pognon », prendre, ou « se charger de regarder ».

Est-ce encore la même langue ? Oui sans doute, puisque ces mêmes propos québécois (ou canadiens-français) sont compris d'un Français, globalement et sans grande difficulté, dès lors qu'ils sont écrits ou imprimés. Et que, d'autre part, cette non-compréhension est à sens unique : le français moyen, central (tel, pour le plus grande part, celui de Radio-Canada), est toujours compris par un Québécois.

P. Chantefort, dans l'article cité, forme l'hypothèse que « cette différence globale dans le mouvement de la parole » est responsable, beaucoup plus que les interférences de l'anglais, des cas incontestables de non-compréhension grave ou absolue entre un locuteur québécois et un auditeur français. Pour quiconque est familier du Québec, ce n'est pas douteux.

Le problème du vocabulaire est traité indirectement par Louis Guilbert dans le même numéro, comme une problématique d'un dictionnaire à réaliser. Non pas qu'il n'existe aucun dictionnaire du québécois; mais ceux dont nous disposons, d'une part ont beaucoup vieilli, d'autre part, sont des dictionnaires de « canadaisismes ». C'est-à-dire ne relèvent que les termes qui ont paru à leurs auteurs spécifiques d'une certaine « langue » du Québec.

Or les spécialistes (et encore au tout récent colloque de terminologie de Québec) penchent vers la formule d'un dictionnaire global du français au Québec. Un tel dictionnaire devrait évidemment être réalisé par des Québécois eux-mêmes (et par des francophones du Canada en général). Mais il devrait s'astreindre aux méthodes les plus rigoureuses de la lexicographie actuelle; et, en compensation, utiliser les moyens informatiques mis en œuvre, par exemple, pour la réalisation du Trésor de la langue française.

Pourquoi un dictionnaire général, c'est-à-dire prenant en charge non seulement les « canadianismes », mais aussi la très large part du vocabulaire usuel commune aux deux français, le centrel et le canadien ? Parce que seule

la description d'ensemble d'un vocabulaire est cohérente et digne de foi ; et parce que le supplément de travail à fournir est faible par rapport au résultat obtenu.

Il est probable que dans la conteste politique (et socio-linguistique) du Québec, la réalisation d'un tel dictionnaire provoquerait des... mouvements divers. L'ampleur prévisible des écarts de lexique entre les deux langues (ampleur toute relative, au demeurant) serait ressentie soit comme un motif de honte (« nous parlons un jargon »), soit comme un motif de fierté (« nous avons vraiment une langue à nous »).

Il serait néanmoins très regrettable que ces inconvénients d'ordre psycho-politique retardent trop longtemps la mise en chantier d'un « Trésor de la langue du Québec » dont le Québec et le Canada ont ensemble tout à fait les moyens, et en définitive le besoin.

Le « journal »

La numéro de « Langue française » ne mentionne qu'en passant le problème du « joutai ». Sur ce point, l'étude de Jean-Claude Corbeil dit excellemment l'histoire des idéologies du Québec de 1940 à l'actuel, et des attitudes de la communauté québécoise en face de la langue. Une étude de Jean-Denis Gendron, auteur du classique « Rapport d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme », et actuel vice-président de la Commission de la langue française, sur la situation du français comme langue d'usage au Québec, montre très bien dans quels domaines le français occupe une position solide (l'administration, la justice, la police, l'éducation) et dans lesquels il est en position de faiblesse (l'économie, le milieu de travail).

Bonne bibliographie, et au total lecture très recommandée à tous ceux qu'intéresse le problème du Québec.

JACQUES CELLARD.

(1) *Langue française*, n° 31, septembre - 1976 : le Français au Québec. Larousse, éditeur, 17, rue du Montparnasse, Paris-6°. Abonnement : quatre numéros, 70 F; spécial enseignement, 67 F.

(2) Pierre Ghanetator, Paris-VII. *Diglossie au Québec*, pp. 31-104 de ce numéro.

Cette stabilisation ne suffit pas à dissiper la morosité des universitaires : comme le notent nos correspondants à Lille et à Rouen, ils trouvent insuffisants les moyens qui leur sont alloués et se plaignent de la réduction des crédits d'heures complémentaires, dont la redistribution est jugée, de surcroît, trop brutale par les présidents d'université, même si le principe n'en est pas contesté.

De notre correspondant

que et les cinq résidences universitaires prévues précédemment. L'installation. Or on en a construit une seule de trois cents chambres. Les autres ne sont maintenant que des dortoirs. Les cinq autres étudiants ne pourraient être accueillis dans des H.L.M. (...). Si l'on pouvait mettre les campus de l'université à l'abri de la guerre, les équipements universitaires et les logements des étudiants... »

L'artillerie contre les mouches

M. Ratrodil soutient que les rapports de l'université sont bons avec le pouvoir. « On ne va pas avec Paris : c'est tout ce qu'on peut dire. On ne va pas comme si l'on avait signé pour nous un arrêt de mort à long terme. On demande que l'on nous laisse quand on additionne les réformes et les notes de frais (...). Mais toute vraie réforme est exigée que, dans son premier cycle, l'université demande que l'on nous laisse des études supérieures de la nation entière; dans son deuxième et troisième cycle, le lieu exclu-

Or, lots de regrouper sur l'université, mieux équipée en notes incriminées et en matériel, la démission de la direction, les idées dans un désordre anarchique qui ôte le cœur aux contributeurs, on les a maintenus ou on en a créés dans d'autres secteurs primaires, on a créé des universités dans le parallélisme secteur à l'origine, « secteur purging ». On s'étonnera après que l'université ait été créée, mais j'ai vu sortir l'Université lourde...

Cette année, le nombre des étudiants - de VIII-III sera sensiblement égal à celui de l'année précédente, 100 millions de mille, moitié d'entre eux sont des salariés. Les boursiers, en 1975-1976, représentaient 10,5 % des effectifs.

GEORGES SUEUR.

GEORGES SUEUR.

SPORTS

S. 7. - Tableaux. Bibelots.
S. 11. - Dessins. Tableaux modernes.

VENTE

S. 1. - Meub. Obj. art. Tapis Orient.
S. 2. - Bijoux. Objets de vitrine.
Ouvrages anciens et modernes.
S. 3. - Très belles fourrures.
S. 8. - Céramiques. Meubl. et objets
d'art estampillés du XVIII.
S. 12. - Tableaux modernes. Estamp.
S. 14. - Bibliothèque M. X. Autogr.

ESPACE GARDIN à 21 h.
Tableaux d'aujourd'hui.

SPORTS

AUX ESSAIS DU GRAND PRIX DU JAPON

Andretti réussit le meilleur temps

Le Britannique James Hunt a pris un avantage de 28 centièmes de seconde sur l'Australien Nicki Lauda au terme des trois séances d'essais du Grand Prix du Japon, dernière épreuve du championnat du monde des conducteurs qui doit décider de l'attribution du titre. Hunt et Lauda ont respectivement réussi les deuxième et troisième temps, et seul Mario Andretti (Lotus) s'est montré plus rapide (2 min. 12 sec. 77/100).

De notre envoyé spécial

Tokyo. — Avant le Grand Prix du Japon, les combinatistes qui peuvent décider de l'issue du championnat du monde sont assez nombreuses, et il serait, en conséquence, bien hardi d'en prédire la victoire. Les deux pilotes — Niki Lauda et James Hunt — qui sont en concurrence pour la conquête du titre mondial étaient contrainsts à l'abandon, le premier à cause d'un problème de compte, avant le Grand Prix du Japon, trois points d'avance sur James Hunt. Bien entendu, toute hypothèse selon laquelle Lauda précéderait Hunt au championnat du monde de Lauda le champion du monde, alors que quatre possibilités seulement s'offrent à Hunt de renverser la situation, et en-

Et, à l'exception de quelques-uns, James Hunt, vainqueur des deux derniers grands prix (Canada, Etat-Unis), semble disposer, pour le moment, d'un véhicule un peu plus compétitif et il n'a connu aucun ennui au cours de la saison, à l'exception d'épreuves, contrairement à Lauda. De toute évidence, les Ferrari n'ont plus la maîtrise qui était la leur dans la première moitié de l'année; mais il y a fort à parier que tout cela va changer. Et à Niki Lauda les meilleures armes possibles. Le champion autrichien, gravement brûlé le 1^{er} août au Nürburgring, dans le Grand Prix d'Allemagne, a recouvert, semble-t-il, ses blessures de bandes adhésives, mais il porte toujours les traces de l'accident qui a failli

Après de fortes pluies, le beau temps est revenu à Fuji (à 90 kilomètres de Tokyo), où se disputera le Grand Prix du Japon

BASKET-BALL. — Villeurbanne a battu Clermont-Ferrand 102 à 81, le 22 octobre, en championnat de France de première division.

LA SEMAINE D'ACTION DES TRAVAILLEURS DE L'INFORMATION

Place de la Bourne à Paris, le vendredi matin 23 octobre, quelque quatre cents « travailleurs de l'information » — journalistes, ouvriers du Livre, personnels de l'audio-visuel — se sont rassemblés à l'appel de l'Union nationale des syndicats de journalistes et du Comité syndical du Livre parisien. G.G.

M. Michel Lemerle, président de l'U.N.S.J., a pris la parole pour expliquer l'objectif de la « semaine d'action » : « alerter l'opinion publique sur les menaces de la presse écrite, de l'information et de la culture, qui sont prolongement, sur l'exercice de la démocratie. »

En province, l'action a pris différentes formes, notamment la

diffusion dans les grandes villes, du journal *« Information écrite »*, tiré à plus de 100 000 exemplaires.

D'autre part, une manifestation des travailleurs du Livre parisien s'est terminée samedi en deux heures sur le lac Dammarville, dans le bois de Vincennes. Deux cent cinquante manifestants environ s'étaient d'abord regroupés vers 8 heures sur la place de l'Étoile. Ils se sont ensuite rendus au bord du lac, à l'extrémité du pont, place à bord d'une cinquantaine de barques amarrées sur le bord du lac, observés à distance par les forces de l'ordre. Cette manifestation insolite se prolongeait encore à 10 heures.

MÉDECINE

Une campagne nationale pour la recherche médicale

Lundi 25 octobre s'ouvre dans toute la France une campagne en faveur de la recherche médicale sur le thème du « Combat pour la vie ». Des centres de vote sont créés à tous les points de leurs travaux, de leurs difficultés et de leurs espoirs, par tous les moyens d'information écrits ou audiovisuels.

Des dizaines de laboratoires s'ouvrent au public et des manifestations très variées ont lieu dans toutes les villes de province sur le thème de la recherche.

Outre son objectif majeur d'information, la campagne du « Combat pour la vie » vise également au recueil de l'appoint financier que constitue la souscription. Les souscriptions seront à la disposition du public au prix unitaire de 5 F dans plus de cent cinquante mille points de vente : bureaux de poste, caisses d'épargne, les guichets de banque, les pharmacies, les boulangeries et dans certains grands centres communaux qui seront ainsi recueillies iront aux centres de recherche.

La Fondation pour la recherche médicale a fait partir annuellement des crédits représentant 3 % du budget de l'Institut national

de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

Mais ces 3 % sont d'ordinaire irremplaçables. D'abord, parce qu'ils ne sont pas affectés à des procédures planifiées qui sont propres à la distribution des crédits publics et qu'ils offrent une souplesse absolue pour une action simple immédiate, qui permet de répondre sans formalité pesante à toutes les urgences, à toutes les innovations.

En outre, la participation de ce fonds à la recherche de millions de citoyens permet de rompre l'isolement de ceux qui se consacrent dans l'ombre à des tâches sans toutes larges, mais cependant, entre toutes fondamentales.

Enfin, la volonté de l'opinion publique ainsi manifestée pèse d'un poids très lourd comme l'a déclaré le ministre de la santé, Jacques Chastenet, dans son discours à l'Etat, et le traitement prioritaire qui a été, depuis dix ans, reconnu de la recherche médicale, est ainsi conforté. Les pouvoirs publics reconnaissent les responsables politiques, à la volonté massivement manifestée par l'opinion à l'occasion de telles campagnes.

Dr R-L

(1) - 60, bd de Latour-Maubourg, 75009 Paris.

**TRAVAILLER ET ÉTUDIER EN
ISRAËL PENDANT UN AN
EST POSSIBLE.**

L'U.M.E.J. offre un programme d'un an comprenant cours d'hébreu, études juives, assistance pour trouver du travail dans votre métier. Réservé diplômés. Toute information : Union Mondiale des Etudiants Juifs, 16, av. Tison-d'Or, Boite n° 3, 1060 Bruxelles.

PARTIR CET HIVER : LE MONDE S'OFFRE A VOUS.

HORIZONS LOINTAINS :
Asie, Mexique, Egypte, Afrique du sud...

SÉJOURS EN HÔTEL CLUB :
Baléares, Tunisie, Canaries...

SPORTS D'HIVER.

CROISIÈRES.

RÉVEILLONS DE FIN D'ANNÉE :
Vienne, Budapest, Las Vegas...

CARNAVAL DE NICE

NOUS AVONS REPONSE A TOUT.

Nos brochures viennent de paraître.
Demandez-les en nous retournant le bon ci-dessous.

le tourisme français

pour découvrir le monde à la française



Nom _____
Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

Je désire recevoir sans engagement les brochures de l'agence
de voyages ci-joint 5 F. pour frais d'envoi.

le tourisme français

96, rue de la Victoire - 75009 PARIS - Tél. : 280.67.80

succursales : PARIS-FELIX FAURE, PARIS-LA GLACIERE, ST-OUEN
CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, TOURCOING, BRUXELLES.



Des bruits courent sur SMO:



C'est faux.
S.M.O., cela veut dire : "Société de Moyens d'Organisation".

Et c'est vrai.
Parce que S.M.O. est le distributeur exclusif en France des machines ORMIG.

ORMIG n'est pas seulement le duplicateur simple, robuste, peu encombrant et fonctionnant "à la seconde", que vous connaissez. ORMIG, est aussi et surtout une gamme de machines électroniques qui offre la solution aux problèmes du lancement de fabrication, du traitement des commandes, de la création des dossiers (crédit, huissiers, etc.). S.M.O. distribue

SMO

Cela veut dire
Société
des Machines
ORMIG.

ORMIG. Mais aussi les factures électroniques ADLER, les photocopieurs APECO, les ordinateurs de bureau SMO 400, les optimiseurs pour l'ordonnement-lancement, les contrôleurs électroniques de gestion ORMIG, les machines à traitement de textes INVOPIEX et WPI 100. Et assure une maintenance rigoureuse (il y a 15 SMO en France) de ces matériels. Alors, si vous pensez que S.M.O. signifiait "Société de Maintenance ORMIG", nous n'en sommes pas vexés. Mais c'est très limitatif. Et c'est dommage.

SMO

Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe
78140 Vélizy - Tél. : 946.96.38.

Pour mieux connaître SMO, remettez ce bon à votre représentant SMO.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
S.M.O. BP 59
78040 Vélizy

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LE RAPPORT GUICHARD

« Une des dernières chances de la démocratie représentative locale », déclare le ministre d'Etat

Chargé, par M. Giscard d'Estaing, au conseil des ministres du 26 novembre 1975, de constituer et de présider une « commission de développement des responsabilités locales », M. Olivier Guichard a remis son rapport, le vendredi 26 octobre, au président de la République (le monde d'aujourd'hui). Initié à vivre ensemble et comptant près de sept cents pages, ce rapport décrit l'ensemble des solutions préconisées par la commission pour mettre un terme au malaise observé depuis plusieurs années dans le fonctionnement des collectivités locales, ainsi que les moyens — législatifs notamment — de mettre en œuvre ces solutions.

Le ministre d'Etat a rappelé, vendredi après-midi au cours d'une conférence de presse, les méthodes et les objectifs qui ont été ceux de la commission qu'il présidait. Après avoir analysé les principaux points du dossier (dont il a remis des exemplaires à la presse et qui doit être rendu public lundi 25 octobre), M. Olivier Guichard a déclaré : « Nous avons cherché à formuler un certain nombre de propositions pour dépasser les vieux débats sur ce sujet et en ouvrir un autre, la rédaction de ce rapport a été achevée fin juillet, alors que j'étais en dehors du gouvernement et ne songeais pas à en faire partie. Cependant, je n'ai rien voulu changer depuis, mais il doit être bien entendu qu'il s'agit des proposi-

tions de la commission et non de celles du ministre d'Etat (...). Parmi ces suggestions figure le recours au référendum, bien que je n'aie pas eu l'occasion de dialoguer avec le président de la République à ce sujet. Je pense qu'il s'agit là d'une procédure pour améliorer les institutions qui ne doit pas être mythologique mais bien vivante. »

Le ministre d'Etat a d'autre part estimé : « Il s'agit de former un autre tissu des collectivités locales avec les fils de la réalité actuelle, de créer un autre système, une autre dynamique (...). Ce type de projet est probablement une des dernières chances de la démocratie représentative locale. On assiste actuellement à une espèce de déclin de l'initiative des élus pour l'administration des collectivités locales, déclin qui vient en grande partie du peu de responsabilités dont ils se sentent investis. Il s'agit, en définitive, de rétablir le mariage entre l'administration et la démocratie. Ce mariage pourrait revitaliser la société à l'échelle locale, y compris l'économie et aussi libérer l'Etat de son engagement actuel dans l'administration locale qui le rend à la fois exaspéré pour les élus et inefficace pour tous. Il fallait aller au-delà de ce qui a été soit déjà fait, soit manqué, en matière de décentralisation, dans les années passées. J'espère que nos conclusions seront rapidement prises en compte par le gouvernement. »

POINT DE VUE

« Sous-maires » et « super-maires »

par BRIGITTE GROS (*)

PENDANT un an, la commission présidée par M. Olivier Guichard a travaillé pour esquisser les grandes lignes d'une réforme destinée, d'après le souhait exprimé par le président de la République, « à renforcer l'autonomie des collectivités locales dans le prolongement des grandes lois libérales de 1871 et de 1984 ». Le rapport Guichard, remis aujourd'hui au président de la République, sera rendu public le semaine prochaine. Il devra faire l'objet d'un débat national dégageant une définition nouvelle du partage des responsabilités et des charges entre l'Etat et les institutions locales.

Ce problème n'est pas nouveau. Il est en vérité à l'ordre du jour depuis plus d'un siècle. Mais depuis quinze ans, avec l'accélération de l'urbanisation, l'emprise du système technocratique n'a cessé de s'accroître d'une façon inquiétante sur les collectivités de base. Les maires constatent depuis des années la remise en cause des dispositions de la loi municipale élaborée il y a cent ans, qui stipulait que « la commune s'administre librement par son conseil élu ».

Ainsi les maires avaient-ils réservé un préjugé favorable à l'initiative du président de la République. Ils ont apprécié dans le petit livre bleu un texte qui les concerne directement : « L'Etat, pour administrer la société plurielle, ne doit être ni envahis-

sant ni arbitraire. Une société où les pouvoirs sont séparés et où les individus sont responsables est la contrainte d'une société bureaucratique. »

Aujourd'hui, le rapport Guichard ne risque-t-il pas d'aller à l'encontre de ces principes ?

On nous propose un mariage sans fiançailles et sans divorce possible, souligne avec juste raison M. Etienne Furtos, président de la Fédération nationale des maires ruraux.

Il serait dangereux de vouloir déposer les clés des locaux de leurs attributions et de favoriser l'apparition de deux types de maires : les « sous-maires » et les « super-maires ». Les premiers devenant les simples porteurs d'écharpes tricolores pour le bal du 14 juillet et pour la commémoration de l'armistice du 11 novembre, les seconds, « super-maires », se trouvant investis de responsabilités nouvelles et importantes sur la vie quotidienne des populations des communes. Ils contrôleraient unilatéralement, action foncière, urbanisme, habitat, transport et communication, réalisation de zones d'activités et d'équipements publics.

Ainsi les communes de France ne s'administreraient-elles pas librement par leurs conseils élus, mais seraient dirigées de façon autoritaire par un échelon nouveau destiné à devenir, en réalité, un écran supplémentaire entre les citoyens et leurs administrations.

Que pourrait alors répondre le maire à l'habitant, préoccupé par la sécurité de ses propres enfants, qui viendrait lui demander où et quand serait réalisé dans sa commune une nouvelle école ou un futur collège ? Rien, sinon l'inviter à aller chercher une réponse à sa question auprès du « super-maire », qui siégera dans une autre commune.

Au moment où l'on souhaite rapprocher la plus possible les administrations de leurs élus pour lutter contre la solitude et l'anonymat de la société moderne. Au moment où l'on veut recréer dans les villes « l'esprit village » en construisant des hôtels de ville de quartier, on traiterait contre courant de l'humanisation de la vie quotidienne des Français en les éloignant de leurs élus.

Il serait insolite de vouloir procéder à une nouvelle concentration des responsabilités dans les mains de quelques-uns, alors qu'une véritable décentralisation repose, au contraire, sur une redistribution des pouvoirs à tous les niveaux : communal, départemental et régional.

Le véritable problème posé demeure celui de l'attribution aux diverses communautés locales de ressources suffisantes leur permettant de faire face à leurs actuelles responsabilités, avec efficacité et sans retard. Il faut éviter que les élus soient obligés à tout moment et en toutes circonstances d'aller tirer les cordons de la chaudière impuissante de la rue de Rivoli. Le renforcement de la démocratie locale ne consiste pas à créer un quatrième niveau de responsabilité, mais à transférer une partie des ressources de l'Etat vers les trois niveaux déjà existants. Sur le plan de la décentralisation financière, la France reste en Europe le pays où les structures sont les plus bureaucratiques. La part des budgets locaux par rapport à

l'ensemble du budget public est de 15 % en France, alors qu'elle est de 50 % en Suède, au Danemark et en Grande-Bretagne, et de 80 % en Allemagne fédérale.

Il est donc indispensable de changer fondamentalement les structures des dépenses publiques. Elever dans les prochaines années à 30 % la part des budgets locaux, voilà la réforme indispensable.

Dans cet ordre d'idées, une suggestion intéressante vient d'être présentée par un ancien directeur des collectivités locales, M. Jacques Touratin. Elle consisterait à affecter les impôts sur les personnes aux collectivités locales et les impôts sur l'entreprise et la consommation à l'Etat, ce qui, sur la base du budget 1975, augmenterait de 19 milliards de francs les budgets locaux. Cette nouvelle « donne » fiscale présente, en outre, plusieurs avantages. D'abord, elle supprimerait les inégalités et les pressions fiscales entre les contribuables qui résident soit dans des communes riches, soit dans des communes pauvres. Ensuite l'impôt sur le revenu serait mieux accepté par le contribuable qui pourrait en contrôler l'emploi sur place. Enfin, la connaissance de la situation financière et patrimoniale de certains gros contribuables serait mieux assurée à l'échelon local que par le contrôle des agents du ministère des finances.

Déjà, avant la commission Guichard, par deux fois, les pouvoirs publics avaient tenté de modifier la géographie de l'administration communale pour renforcer les cellules de base. En 1968, Christian Fouchet préconisait la création d'organismes supra-communaux. En 1971, Raymond Marcellin favorisait la fusion et les regroupements des communes. Tous deux ont échoué parce qu'ils allaient à l'encontre d'une véritable décentralisation en portant atteinte aux libertés locales.

Il serait regrettable que les propositions Guichard subissent le même sort. Contrairement à celles de ces deux prédécesseurs, ses propositions ne sont que des suggestions et non un texte gouvernemental ou législatif. Elles représentent une base de travail. Une véritable réforme démocratique des structures administratives et financières de la société française.

(*) Sénateur des Yvelines, maire de Meulan, membre du comité directeur du parti radical.

TRANSPORTS

MOINS DE BRUIT. DANS LE CIEL AMÉRICAIN

Le président Ford a indiqué qu'il avait donné à l'Administration fédérale de l'aviation (F.A.A.) des instructions visant à faire respecter par tous les appareils en service les normes de bruit en vigueur pour les seuls avions nouveaux du genre Boeing-747 et DC-10. Il a ajouté qu'il allait prendre des dispositions afin que ces normes soient également observées par les flottes des compagnies étrangères desservant les Etats-Unis. Le président américain a également précisé que ces normes s'appliqueraient aux appareils supersoniques, donc au Concorde franco-britannique. Cette décision présidentielle pose deux problèmes importants aux compagnies. Le premier sera de savoir qui paiera les améliorations demandées et le second de savoir comment atteindre ce but : modifier les avions existants ou en commander de nouveaux.

Journal de l'ISO

Le plan Barre doit être complété par un plan de redressement déclare M. Ceyrac

« Accepter les contraintes du plan anti-inflation ne veut pas dire pour autant que nous sommes des inconditionnels du plan Barre. Ce plan a le mérite d'exister. Mais il est des points

» Désormais, à encore annoncé M. Barre, les chambres de métiers bénéficieront d'un « concours financier systématique et direct de l'Etat » pour fléchir l'organisation et assurer l'industrialisation par la gestion pour les artisans. Le nombre des agents d'assistance technique et économique mis à la disposition des entreprises par les chambres des métiers sera porté à 400 en 1960 et 600 en 1965, la formation étant prise en charge par l'Etat.

» Nous défendons aujourd'hui la liberté de gestion contre les empiètements abusifs. Mais nous défendons aussi la liberté d'entreprendre contre tous ceux qui voudraient imposer à nos artisans des conditions d'application. Et cela est bien notre rôle : la liberté d'entreprendre est un incompressible instrument de progrès économique et social. Nous savons, nous artisans, que c'est elle qui est la source et la garantie d'une société de libertés. »

**FORCE OUVRIERE
ANNONCE UNE MANIFESTATION
A LA MUTUALITE
A LA MI-NOVEMBRE**

● **RALENTISSEMENT DE LA**
HAUSSE DU COTE DE
LA PÉNINSULE BRÉSILIENNE. —
Avec une hausse de 0,4 % en
septembre, contre 0,5 % pour
chacun des trois mois précé-
dents, l'indice s'est enlevé à
122,16 (contre 121,67 en 1967). Calculé
sur un an, la hausse
ressort à 5,6 %, contre 7 %
en 1975 et 12,2 % en 1974.
Cependant, le revenu réel des
Américains (déduction
des impôts) baisse de 0,5 %
en septembre et de 0,8 % en
un an... (Apet).

Pour l'A.P.C.C.I., ces élections sont l'occasion de remettre à l'ordre du jour l'action des chambres de commerce et d'industrie, dont le rôle déplore-t-elle est

Cette nouvelle filiale de la S.N.C.F. est désormais chargée de la régie exclusive des supports publicitaires dans les gares dans les trains, sur les quais, dans les trains, etc.

Elle aura pour mission d'exploiter le matériel publicitaire de la S.N.C.F. et de le louer, en raison de l'important patrimoine foncier de la Société Nationale et de la situation privilégiée des gares d'attache dans les gares et dans les trains, qui dépassent 130.000.

Elle s'efforcera de réaliser un effort tout particulier pour mettre au point des équipements publicitaires qui s'intégreront avec l'architecture des gares et la conception des matériels de transport.

Cette filiale, dont le capital est entièrement détenu par la S.N.C.F., aura pour objet principal l'activité commerciale.

Ses dirigeants sont : Philippe BUES, Président, et Jean SEITA, dirigés par Jean-Charles PICARD, Directeur Général, ex-Président de la dernière exposition d'U.E.M. et Jean-Claude BRIFFAULT, Directeur Commercial.

Ses bureaux sont situés 55, av. de la Grande-Armée, 75017 PARIS (Tél. : 738-15-15).

Journal de 1.50

LA REVUE DES VALEURS

LE RISQUE NE PAIE PAS

Les épargnants n'aiment plus le risque, et surtout celui qui s'attache aux placements en actions. Au cours du colloque organisé en début de semaine par le Centre de recherche économique sur l'épargne (CREP), animé par le professeur Babean, un représentant de la Commission des opérations de Bourse a présenté les réflexions de l'Institut d'études monétaires et financières de la part des actions dans le patrimoine des ménages. Cette évolution n'est guère favorable : 24,5 % en 1962, 3,8 % en 1973 et probablement 5,7 % en 1976. Pour la France, ce pourcentage tombe même encore plus bas. En revanche, la part des obligations passe de 13,4 % en 1973 à 14,5 % en 1976 : les épargnants estiment donc qu'il y a moins à perdre avec l'obligation qu'avec la Bourse. Cette attitude aura des conséquences importantes sur l'évolution de la structure financière des entreprises, et notamment sur celle de leurs fonds propres. Les pouvoirs publics se préoccupent précisément de l'accroissement indispensable de ces fonds propres, mais comme l'a indiqué au cours de ce colloque M. Chastillon, directeur général du CIO et ex-directeur financier de la Caisse des dépôts, il n'y a rien de plus difficile que de diriger l'épargne vers les placements à « risques », dont le comportement boursier est jugé trop aléatoire et la rémunération insuffisante. Mort à l'aventure, vive la sécurité ! Mais qui consentira, désormais, à prendre des risques ? La collectivité, c'est-à-dire le contribuable ?

Valeurs à revenu fixe

ou indexées
Toujours recherché en vue de régularité de droits de mutation plus précisément de « droits au bail » en cette période de l'année. L'Imprimé 4 1/2 % 1977 s'est inscrit en fin de semaine à son

	22-10	diff.
4 1/2 % 1977	690	+ 2,80
5 % 1977	750	+ 0,20
10 % 1977	100	+ 0,01
4 1/2 % 1976	181	inch.
5 1/2 % 1976	182,75	+ 0,39
5 1/2 % 1975	182,60	+ 0,15
5 % 1975	182,10	+ 0,09
5 % 1974	182,10	+ 0,09
C.N.E. 3 %	1397	inch.
Charbonnages 3 %	114,38	+ 0,80

plus haut cours historique. Des courants d'achats se sont également portés sur l'Imprimé 7 % 1977, alors que les autres séries de fonds d'états étaient délaissées. Des ventes ont à nouveau pesé sur les différents groupes d'obligations, ce qui a provoqué une hausse sensible des taux de rendements actuels.

Banques, assurances, sociétés

d'investissement
Les actions du C.C.F. ont été introduites cette semaine en Bourse de Bruxelles et d'Anvers. Le bilan provisoire d'U.C.B. laisse apparaître, à la date du 30 juin, un bénéfice de 101,5 millions de francs contre 51,1 millions de francs en 1975. Les comptes consolidés du groupe Schneider pour l'exercice 1975 se sont soldés par un bénéfice net de 51,3 millions de francs (soit 13,60 francs par titre) pour un chiffre d'affaires global de 13.327 millions de francs, hors taxes. Les résultats 1976 devraient être du même ordre que ceux de

l'an dernier et permettre le maintien du dividende à son niveau actuel (10,80 F).
La Compagnie Financière de Suez prévoit pour sa part une augmentation de plus de 10 %

	22-10	diff.
R.C.T.	104,50	+ 3,50
Cedex	178	+ 10
Comp. bancaire	230	+ 10
C.I.C.F.	108,50	+ 20
Crédit foncier	238	+ 1,30
Financière de Paris	133	+ 0,50
Loire	640	+ 2,50
U.C.B.	174	+ 2,20
S.N.L.	187,20	+ 3,20
Coltins	189	+ 2,50
Silic	218	+ 3
S.N.L.	181,10	+ 14,50
Européenne	172	+ 4,50
Frid	118,50	+ 3
Schneider	154,10	+ 3
Suez	197	+ 2,50
A.G.I.	241	+ 7

de ses bénéfices, ce qui laisse espérer une majoration du coupon qui sera mis en paiement en 1977. Au 31 août, les recettes brutes de la compagnie atteignent 234 millions de francs (contre 224 millions de francs en 1975). Le 31 juillet, la valeur liquidative de l'action Compagnie Financière de Suez représentait plus de 880 F.

	22-10	diff.
Beghin	71	+ 2
B.S.M.-Gev.-Dan.	315	+ 20
Casino	1107	+ 11
C.D.C.	278	+ 11
Moët-Hennessy	411	+ 3
Mumm	411	+ 3
Olda et Caby	136	+ 4,80
Pernod-Ricard	338	+ 7
Radax	372	+ 0,50
Raffinon St-Louis	35	+ 12
S.A.L.S.	217	+ 1
Veuve Clicquot	457	+ 1
Vinoprix	474	+ 1
Perrier	28	+ 1
Jacques Borel	264	+ 8
P.L.S.	213	+ 10
Nestlé	649	+ 7,10

Les résultats du premier semestre 1976 de Pernod-Ricard se sont soldés par un bénéfice de 61,7 millions de francs (contre 15,9). Cette forte progression s'explique en grande partie par le fait que Pernod-Ricard, devenu à l'été 1975, a encaissé pour la première fois les dividendes des filiales exploitantes Pernod et Ricard.

Bâtiment et travaux publics

Lafarge annonce pour le premier semestre un bénéfice net de 12,02 millions. L'an passé, à la même époque, le holding avait dégagé un résultat net de 18,2 millions. La différence observée provient essentiellement de la création le 1^{er} janvier 1976 de la

	22-10	diff.
Auxil. d'entrepr.	153	+ 2
Bouygues	257	+ 1
Chalm. et Bontier	104	+ 3,50
Cheminots français	43	+ 7
Dumas	437	+ 7
Ent. J. Lefebvre	189	+ 8
Gélat. d'entrepr.	138	+ 1
Gds Travaux de Marx	153	+ 5,50
Lafarge	128	+ 21
Méditerranée Rhénan	1282	+ 1,20
Polier et Chausson	138,50	+ 1,20

filiale Lafarge Consolida et études, qui a repris l'activité engineering de la société. Rappelons qu'en juin dernier, le président Lecort avait déclaré que « les résultats du premier semestre en cours seront en nette progression, progression qui sera pour l'année entière supérieure au taux prévisible (10 %) d'inflation ». A l'époque, il avait laissé entendre

Bourse de Paris

SEMAINE DU 18 AU 22 OCTOBRE 1976

UNE REPRISE AVORTÉE

APRÈS une fugitive éclaircie, de nouveaux nuages se sont accumulés cette semaine dans le ciel de la Bourse. La baisse a repris et tous les gains acquis durant les premières séances ont été reperdus et même au-delà. Tout avait pourtant bien commencé. Mieux disposé lundi, le marché s'orientait franchement à la hausse le lendemain. Apparemment, l'ombre de la crise paraissait s'éloigner. Mais la Bourse avait peut-être surestimé ses forces. Mercredi, la tendance revenait très irrégulière et au désappointement général des hausses l'empêchant de nouveau sur les hausses. A moins d'un miracle, la séance suivante ne pouvait être bonne. Elle fut encore plus mauvaise que prévu. S'accroissant fortement, le mouvement de repli affectait durement les valeurs françaises, qui fléchissaient d'un coup de 1,5 % avec des creux de 5 %, 6 % et même 7 %. La liquidation générale qui se déroulait ce jour, fut ainsi la plus « saignante » enregistrée depuis l'automne 1974. Les différents indices ayant plongé de plus de 10 % en l'espace d'un mois.

Allait-on en rester là ? Bien fol espoir. Vendredi, malgré quelques signes de raffermissement, très timides au demeurant, le recul des cours se poursuivait et une nouvelle baisse de 1 % était enregistrée d'un vendredi à l'autre.

La reprise technique esquissée après le « mardi noir » n'a-t-elle totalement avorté ? Il est difficile d'en dire plus pour l'instant. Reste que, mal remise de sa récente saignée, la Bourse demeure très vulnérable et que la moindre contrariété risque de provoquer une rechute.

Sa réaction brutale à l'article du « Wall Street Journal », le prouve amplement. Le chroniqueur du journal américain avait, il est vrai, fait bonne mesure, dénigrant le plan Barre et prônant le « programme commun tout à la fois. « C'est le monde à l'envers », murmuraient certains autour de la corbeille. « Oh va-t-on si un quotidien comme celui-ci, réputé pour son sérieux, capitaliste de surcroît, en arrive à de telles extrémités ? » Ingratitude s'écriaient d'autres. Ingratitude ou pas, ce coup inattendu a très mal impressionné la Bourse au moment où précédemment sa confiance, pour ne pas dire son hostilité, envers les mesures anti-inflationnistes du premier ministre commençait tout juste à s'atténuer.

Facteur aggravant : les organismes de placement collectif, qui avaient soutenu les cours les jours précédents, n'ont pas voulu compenser totalement les dégagements de fin de mois boursiers. Les ventes étrangères, dont la reprise coïncidait avec la parution de l'article incriminé, ont également joué leur rôle.

Dans une telle ambiance, la confirmation par l'INSEE du ralentissement de la production industrielle n'a pu qu'ajouter encore au pessimisme ambiant. Et l'avenir ?

Les prochaines séances ne s'annoncent pas sous un jour très brillant. Les soldes débiteurs à régler par les acheteurs à découvert vont être lourds, très lourds même, et il est à craindre que des ventes au comptant pour l'échéance de fin de mois ne pèsent lourdement sur les cours. Cette perspective explique sans doute la réticence accrue des opérateurs à reprendre position en début de terme boursier.

De toute façon, si l'on se réfère à la crise boursière de l'automne 1974, un mouvement de baisse peut se développer en plusieurs étapes, marquées par des paliers successifs de même que toute reprise est sujette à rechute. En Bourse comme ailleurs, les équilibres sont longs à trouver.

Aux valeurs étrangères, net repli des américaines, mais vive la base des hollandaises. Sur les marchés à l'or, l'ongat a gagné 45 F à 18.945 F, et le napoléon a perdu 2,90 F à 223,90 F.

ANDRÉ DESSOT.

notamment spécialisée dans la fabrication de vêtements d'enfants connus sous le nom de marque Absorb. Le nouveau groupe contrôlera un

	22-10	diff.
Dollfus-Mieg	49,50	+ 0,20
Bonmarché-Albert	405	+ 10
Agache-Wilnot	38,10	+ 0,10
Foucault	23,50	+ 0,40
Godde-Bodin	38	+ 0,50
Labrière Bonbais	16	+ 2
Rovière	340	+ 5
C.F.A.O.	358,50	+ 10,50
Galerie Lafayette	58	+ 2,50
Nouvelles Galeries	59	+ 2,50
Paris-France	84,50	+ 2,50
Printemps	45,20	+ 2,50
U.I.S.	288	+ 2,50
Unilever	48,50	+ 2,50

chiffre d'affaires de 300 millions de francs. Le groupe a réalisé, au cours des neuf premiers mois de 1976, un chiffre d'affaires hors taxes de 82,5 millions de francs contre 82,4 millions.

Tendance maussade sur les valeurs de magasins.

Métallurgie, constructions

« mécaniques »

La situation d'E.L.M. Leblanc s'améliore. Pour le premier semestre, la société a dégagé un bénéfice avant impôt et participation de 8,77 millions de francs, contre seulement 0,97 million l'an passé à pareille époque. Ce résultat est supérieur de 14 % à celui obtenu pour l'exercice 1975 en entier. Dans le même temps, le chiffre d'affaires a augmenté de 49 %. Les actions pourraient être divisées en 1977.

De meilleures nouvelles aussi pour les Automobiles M. Berliet, dont le bénéfice après amortisse-

	22-10	diff.
Châtillon (1)	33	+ 1
La Chaux	33	+ 1
Crestat-Louis	101,50	+ 1,50
Denain Nord	99,50	+ 1,50
Marine-Wendel	75,80	+ 0,30
Métal Normandie	71,55	+ 0,05
Pempey	72,50	+ 0,20
Saschir	37,80	+ 1,20
Santines	94	+ 2
Udval	51,50	+ 0,50
Valloire	145,10	+ 2,40
Alpi	59	+ 0,80
Rapetech	250	+ 2
Général de fonderie	147,50	+ 2,50
Poclain	132	+ 2,50
Sagem	682	+ 3
Saunders-Roval	83	+ 1,50
Penhoët	221	+ 2
Giroton	346	+ 0,50
Ferret	204,20	+ 1,10

(1) Ex-droits de 9,40 F.

ments au 30 juin s'élevait à 135,51 millions de francs. A la fin du premier semestre 1976, la société avait enregistré un déficit de 51,14 millions de francs.

Le redressement opéré par S.E.V.-Marbail (groupe Ferodo) dans le dernier trimestre de 1975, s'est poursuivi à vive allure. Les résultats du premier semestre sont supérieurs à ceux de l'exercice écoulé en entier. Le bénéfice atteint 8,07 millions de francs contre une perte de 1,71 million au 30 juin 1975 (la déficience au 31 décembre s'élevait à 2,05 millions) et la marge brute 16,5 millions (14,4 % du chiffre d'affaires) contre 15,23 millions (9,9 % du chiffre d'affaires) pour l'exercice 1975 en entier. La marge brute consolidée s'élevait à 23 millions de francs contre 18 millions au 31 décembre.

Pétroles

Afin de rémunérer l'apport des activités à gas liquéfiés « d'Elv Monagas évaluées à une somme nette de 87,35 millions de francs, Antargas va plus que doubler son capital, qui passera de 120.000.000 F à 232.500.000 F. La prime d'apport s'élèvera à 73,53 millions. A l'issue de cette opération, Antargas chan-

	22-10	diff.
Agache	22,10	+ 3,20
Saso	35,50	+ 3,20
France des pétroles	22,20	+ 2,80
Pétroles B.P.	61	+ 2,80
Permagas	71	+ 1,50
Katfinage	71	+ 1,50
Sogepax	75,10	+ 0,70
Socomep	246	+ 2,40
Norsk Hydro	225	+ 10
Royal Dutch	225	+ 8

gèra de nom pour s'appeler Elv Antargas. Son capital sera détenu à 58 % environ par Elv France, la participation de Socomep revenant de 73 % à 34 % environ. Saso S.A.F. annonce pour le premier semestre, une perte de 0,7 million de francs. Au 30 juin 1975, son déficit atteignait 40 millions. Le dividende d'Esso Rep (52,6 millions contre 47,5 millions) n'a pas été complétement non plus qu'à pareille époque l'an passé.

Produits chimiques

Le bénéfice net consolidé du groupe pharmaceutique Parvor (groupe Eli-Aquitaine) pour le premier semestre, atteint 8,59 millions de francs hors plus-values. Les résultats de l'exercice 1976 (dividendes encaissés en provenance des filiales) permettent de maintenir le dividende.

Textiles, vêtements

Financière Valère va apporter au groupe Parvor sa filiale Valère-Ditler, en échange d'une participation dans le capital. Parvor, dont le siège est à Troyes, est une importante affaire de bonneterie dont le chiffre d'affaires s'élève à 300 millions de francs ; elle est

Pour les neuf premiers mois, le chiffre d'affaires consolidé de Synthelabo (590 millions de F) marque une progression de 7,1 % par rapport à la période correspondante de 1975. D'importants investissements sont consacrés à la construction d'un nouveau centre de recherche. Malgré cet effort financier, la direction table sur une amélioration des résultats pour l'année entière. Le dividende pourrait être majoré.

Le bénéfice de « P.U.K. » (holding) au 30 juin 1976 s'élève à 88,04 millions de francs contre 141,19 millions. Cette forte différence est due à la baisse des dividendes versés par les filiales. Les résultats pour l'exercice entier seront probablement inférieurs à ceux de 1975. L'important report à nouveau devrait cependant permettre de rémunérer le capital.

Mines, caoutchouc, outillage

miner

Dunlop S.A. annonce pour le premier semestre, un bénéfice après amortissements et provisions de 6,07 millions de francs contre une perte de 9,61 millions au 30 juin 1975.

	22-10	diff.
Imetal	182	+ 1,90
Pedaryro	45,50	+ 0,40
Astarienne	154	+ 2
Charter	8,90	+ 0,30
Inco	159,10	+ 5,90
B.T.Z.	11,90	+ 0,25
Tanganyika	12,70	+ 0,40
Union minière	139,50	+ 2
Z.G.I.	1,08	+ 0,13
Hutchinson	110	+ 2
Elber	43,50	+ 2
Michelin	1188	+ 4

toire. Le bénéfice net des neuf premiers mois, qui atteignait 110,1 millions de dollars (3,19 dollars par action), est déjà supérieur de 3,2 % à celui dégagé en 1975 à pareille époque. Rappelons que les résultats nets d'Antargas pour 1975 s'élevaient à 134,37 millions de dollars contre 144,45 millions l'année précédente. Selon M. Gousseaud, 1977 s'annonce sous un jour encore plus favorable. Le montant des investissements pour 1976 sera de 800 millions de francs dont 35 % à 40 % proviendront de la marge brute d'auto-financement, en association avec P.U.K., pourrait ouvrir une nouvelle usine d'aluminium dans le sud des Etats-Unis.

Mines d'or, diamants

Les ventes de diamants taillés par Israël se sont notablement accrues. Pour les huit premiers

	22-10	diff.
Amplod	72	inch.
Anglo-American	12,90	+ 0,25
Bathurst	33	+ 0,20
Free State	68,50	+ 1,20
Goldfields	10,30	+ 0,10
Harmony	12,50	+ 0,50
President Brand	47,50	+ 0,60
Saint-John	64,50	+ 0,50
Union Corporation	14,80	+ 1,30
West Driften	82	+ 1,40
Western Deep	24,90	+ 0,20
Western Holdings	77	+ 1,70
De Beers	11,90	+ 0,05

mois de l'année, elles ont atteint la valeur de 428 millions de dollars, soit 22,2 % de plus que pour la période correspondante de 1975.

Valeurs diverses

St-Gobain - Pont-a-Mousson, la firme suédoise Granges et la société norvégienne Christiania Glasnost ont décidé de regrouper leurs intérêts variés en Scandinavie (le Monde du 16 octobre) au sein d'une holding qui prendra le nom d'Uniglas A/S. St-Gobain en détiendra le contrôle à 51 %, 45 allant à Granges.

	22-10	diff.
L'Air Liquide	312	+ 7
Rio	32,50	+ 1,50
Europe N° 1	849	+ 4
Oréal	849	+ 4
Club Méditerranée	374	+ 8
Arjomari	115	+ 5,50
Rechette	154,50	+ 0,80
Presses de la Cité	171	+ 0,80
St-Gobain-P.-a-M.	101,10	+ 2,50
Stis Rosignol	1738	+ 15
Chargenon réunis	161,10	+ 13,90

et 4 % à Christiania. Le nouveau groupe ainsi formé réalisera un chiffre d'affaires supérieur à 400 millions de francs.

Les résultats de « St-Gobain » (société holding) pour le premier semestre s'élèvent à 114 millions de francs contre 135 millions. Il s'y ajoute 7 millions de plus-values sur cession d'actifs contre 58 millions. Les résultats de l'exercice 1976 (dividendes encaissés en provenance des filiales) permettent de maintenir le dividende.

Arjomari annonce un bénéfice de 9,86 millions de francs pour le premier semestre contre une perte de 1,50 million au 30 juin 1975.

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

	Nbre de titres	Val. en cap (F)
4 1/2 % 1977	43 100	25 825 410
Schindler	25 700	12 086 610
Michelin	8 870	10 713 670
Royal Dutch	41 600	9 640 750

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Irégulier

Le comportement de Wall Street a été irrégulier cette semaine : l'indice Dow Jones a finalement gagné un peu plus d'un point en s'établissant à 938,75 contre 937. Cette apparente stabilité, qui a fait suite à une chute de plus de 70 points en trois semaines, a recouvert une évolution jugée peu satisfaisante par les investisseurs.

Lundi, une vive hausse, à caracté-

FRANCFORT

Nette reprise

Après une baisse de 10 % durant la première quinzaine du mois d'octobre, les valeurs allemandes se sont nettement réanimées cette semaine, la réévaluation du deutchmark ayant levé les incertitudes en matière monétaire. Une certaine hésitation se faisait sentir néanmoins en fin de semaine : la baisse de Wall Street et les revendications salariales (11,5 % de hausses) présentes ont pesé sur les marchés. Les valeurs à revenu fixe ont néanmoins gagné l'attention, pour l'instant.

	Cours 15 oct.	Cours 22 oct.
A.G.G.	89,80	90
B.A.S.F.	145,50	143,00
Bayer	121,50	122,50
Commerzbank	170	167,50
Deutsche	131,80	131,50
Mannesmann	315	318,50
Siemens	254,50	254,50
Volkswagen	128	130

LONDRES

Indécis

Le marché de Londres s'est montré indécis. Après une vive reprise initiale à la suite de la réévaluation du deutchmark et de la remontée de la livre, les cours ont fléchi. Le discours du chancelier de l'Échiquier, M. Healey, au banquet annuel du Lord maire de Londres, a pluriplégué les milieux financiers, et la baisse a repris à la City.

Le seul compartiment bien tenu est celui des pétroles, « dopé » par le réajustement des estimations de la B.P. sur la capacité de production de son gisement Forth.

Les mines d'or se sont effritées par manque d'intérêt.

	Cours 15 oct.	Cours 22 oct.
Alcoa	53 1/2	53
A.T.T.	58 7/8	58 7/8
Brit Petroleum	61 1/2	61 1/2
Charter	110	108
Contraid	94	96
De Beers	198 1/2	199
Fre State Gold	122	122
Gold Mines	233	237
Shell	381 1/2	381 1/2
Shell	129	128
War Loan	24 1/2	24 3/4

TOKYO

Cours 15 oct. Cours 22 oct.

	Cours 15 oct.	Cours 22 oct
--	---------------	--------------

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
2. PROCHE-ORIENT
- 3-4. EUROPE
4. AFRIQUE
- REPUBLIQUE SUD-AFRI-CAINE : Pretoria conclut un accord militaire avec le Transkei.
4. AMERIQUES
- ETATS-UNIS : le dernier débat télévisé Ford-Carter de la campagne électorale.
- 5-6. POLITIQUE
- L'U.D.R., réunie en comité central, est invitée par M. Chirac à se transformer en rassemblement.
8. JUSTICE
- La saisie de Prison d'Afrique.

LE MONDE AUJOURD'HUI
PAGES 9 A 16

- Au fil de la semaine : La politique et l'économie, par Pierre Vismann-Ponté.
- Lettre de Colombie : les Tzupas protestent leur lagon, par Jacques Decroix.
- La philosophie, par Jean Lacouture.
- La vie du langage, par Jacques Collard.
- RADIO-TELEVISION : le premier anniversaire de l'indépendance du Bénin, par Anne Rey ; l'indépendance du Bénin, par Anne Rey ; l'indépendance du Bénin, par Anne Rey.

- 17-18. ARTS ET SPECTACLES
19. EDUCATION
19. MEDICINE
- La Semaine de la recherche médicale.
19. PRESSE
19. SPORTS
20. EQUIPEMENT ET REGIONS
- Le rapport Guichard sur les collectivités locales.
21. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
- Elections lundi aux chambres de commerce.
- 22-23. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (11 à 14)
Annonces classées (22)
Aujourd'hui (16) ; Carnet (19)
« Journal officiel » (16) ; Météo-rogie (16) ; Mots croisés (16)

LES AMERICAINS RECHERCHENT UN MISSILE PERFECTIONNE TOMBE EN MER DU NORD

Washington (Reuter). — Le missile air-mer Phoenix, dernier et de la technologie américaine, qui avait le chasseur F-14 enfoncé au fond de la mer du Nord, a disparu. L'appareil et son armement sont tombés à l'eau, du pont du porte-avions « John F. Kennedy », le 14 septembre, au cours de manœuvres de l'OTAN, à environ 75 milles au nord-ouest de l'Ecosse.

Après réception d'un écho sonar, la marine a descendu rapidement un sous-marin « de poche », à propulsion nucléaire, le « USS-1 », qui peut emmener sept hommes.

L'équipage du « USS-1 » a signalé jeudi qu'il avait découvert l'épave. Le chasseur glissait sur le dos, par 600 mètres de fond. Un communiqué de la marine indiquait que l'unique missile Phoenix qui l'équipait s'était accroché.

Mais, vendredi 23 octobre, sans donner d'autres explications, la marine a publié un bref communiqué disant : « Le missile Phoenix, qui l'on avait d'abord signalé en place sur le F-14, n'est pas attaché à l'appareil comme on l'avait cru à l'origine ».

M. William Middendorf, secrétaire à la marine, a déclaré que les Soviétiques n'ont pas, à ce que l'on sache, la capacité de réaliser des récupérations à ce genre de profondeurs. La marine américaine a précisé qu'aucun bateau soviétique n'avait été repéré en train de surveiller le déroulement de ses opérations de récupération.

Plus de trois mille travailleurs immigrés, répondant à l'appel du Comité de coordination des résidents des foyers de la Sonacotra, se sont rassemblés à la Mutualité à Paris, samedi 23 octobre. Sous une bannière réclamant « le retour de tous les camarades expulsés », de nombreux orateurs ont demandé la reconnaissance du Comité de coordination des résidents, une diminution de 100 % du prix des loyers et le blocage de ce prix, la modification de l'« humanisation » du règlement intérieur dans les foyers de la Sonacotra.

Le numéro du « Monde », daté 23 octobre 1976 a été tiré à 573 513 exemplaires.

A B C D F G H

DANS UNE LETTRE A M. SERVAN-SCHREIBER

M. Marcel Dassault rappelle qu'il ne s'oppose pas à la nationalisation de ses usines aéronautiques

Dans une lettre personnelle, qu'il a adressée, le 21 octobre, à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de Meurthe-et-Moselle, et que publie l'Express, M. Marcel Dassault explique qu'il a demandé au groupe U.D.R. de s'associer à la demande du groupe socialiste de constituer une commission d'enquête parlementaire sur la gestion de la Société des avions Marcel-Dassault et sur les avances remboursables qui lui sont consenties par l'Etat.

M. Dassault rappelle, dans sa lettre : « Si le

A plusieurs reprises, dans le passé, M. Dassault avait indiqué qu'il ne s'opposait pas à la nationalisation des avions Marcel-Dassault. La dernière en date de ces prises de position remonte au 3 juillet 1972 (Le Monde du 5 juillet), devant des journalistes de l'aéronautique qui lui avaient demandé son sentiment sur les propositions de nationalisation incluses dans le programme commun de gouvernement signé en juin 1972 par le P.C.F. et le P.S. A cette date, déjà, M. Dassault avait déclaré : « Il est évident que si la majorité du peuple français décide que les fabrications d'avions doivent être nationalisées, nous ne faisons pas de difficulté pour que nos usines soient plus heureuses que les autres à être nationalisées. »

Plus récemment dans un entretien avec la rédaction de la revue spécialisée Aviation magazine de mai 1976, M. Dassault avait affirmé : « Le fait d'être nationa-

lisation ne pénalise nullement une société de construction aéronautique. Il est cependant nécessaire qu'elle dispose d'un capital suffisant et que l'on ne change pas de président tous les deux ans. » Cette déclaration est une allusion directe à la situation présente de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), qui s'est vu confier, en 1976, un capital social de 100 millions de francs, dont 36,62 millions de francs à l'exportation, avec un bénéfice avoué de 104,2 millions de francs.

Il convient, enfin, de rappeler que le gouvernement de Front populaire, en août 1936, avait décidé la nationalisation d'une partie de l'industrie aéronautique française. Seules, à l'époque, les sociétés de cellules d'avions furent nationalisées, les sociétés de moteurs et d'équipement ne l'ayant pas été.

Farmi les nationalisations du Front populaire, on doit citer celles des usines de M. Dassault à Courbevoie, mais, avec l'accord du gouvernement, son propriétaire en est resté le principal conseiller, sinon le directeur général de fait. En 1938, le gouvernement de l'époque, s'apercevant que les ateliers nationaux ne suffisaient pas à produire tout le matériel de guerre dont il avait besoin, décida d'accorder de nouvelles commandes à des industriels privés, tels Amiot ou Breguet. De ce fait, le principe de la nationalisation cessa d'être intégralement appliqué, et dès la fin de la seconde guerre mondiale, les usines de M. Dassault furent rachetées par l'Etat, et c'est jusqu'à la fusion de 1971, M. Dassault est resté président du groupe privé.

Avec un capital de 501 412 000 F, qui serait devenu à raison de 50 %

TROIS QUESTIONS

La réponse de M. Dassault à la proposition faite en février 1973 par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber — « nationalisation proportionnelle et éventuellement totale » de la société Dassault — n'est pas tout à fait nouvelle et demeure prudente : « si le gouvernement décidait la

LA GREVE DES DETAILLANTS EN FRUITS ET LEGUMES

L'épreuve de force entre les plus « durs » des détaillants en fruits et légumes est, durant ce week-end, au point mort. M. Louis Barbé, président de l'Union des jeunes détaillants, qui a rencontré vendredi 22 octobre les responsables de l'Union des grossistes en fruits et légumes de Rungis, leur a proposé de s'associer à la grève et de laisser ses militants vendre aux prix de gros durant le week-end devant les grandes surfaces des produits périssables stockés sur le marché d'intérêt national. Cette proposition a été repoussée.

Samedi 23 octobre les producteurs recommandent à pratiquer des ventes directes à Rungis. Ce marché, normalement fermé le dimanche, ne pourrait être approvisionné que lundi et les producteurs et les grossistes prennent le risque d'emménager de nouveaux stocks.

Plus des détaillants parisiens attendent qu'un nouveau vote à Rungis, soit l'ouverture de négociations entre leurs représentants (M. Rapine, de l'Union nationale des fruitiers détaillants, mais aussi M. Kerbar, chef de file de la tendance « dure », actuellement majoritaire) et les pouvoirs publics pour se déterminer. Conséquence, dans la région parisienne, la plupart des boutiques spécialisées sont fermées ce samedi, tandis qu'en province un mouvement de reprise semble se dessiner.

C'est par erreur que nous avons indiqué dans nos éditions du 22 octobre que le syndicat des grossistes des halles s'était associé au mot d'ordre de grève des détaillants. Il s'agit en fait du syndicat des cours des halles.

EGERTON WOOD, peintre vivant en Afrique du Sud, expose à Paris un ensemble de grandes peintures qui portent l'empreinte de sensations abstraites et mettent en application ses convictions intellectuelles et doctrinaires concernant l'art moderne.

Voyageur technique, son art réside ses découvertes sur l'espace, le jeu des couleurs, et leur relation avec l'architecture. (Exposition jusqu'au 23 octobre Galerie Méline Appel, rue droite, 23, rue de Mitterrand, Paris-8°).

Etienne LAMBERT.

LA JOURNÉE D'ACTION POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Une vingtaine de manifestations à Paris et en province

La journée nationale d'action, organisée samedi 23 octobre par les organisations C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. pour l'emploi des jeunes, devait se traduire, à Paris et en province, par des rassemblements et des manifestations dans une vingtaine de villes, notamment à Bordeaux, à Clermont-Ferrand, à Dijon, à Nantes, à Rouen, à Lille, à Nancy, à Lyon et à Marseille. Dans la capitale, après un rassemblement à 15 heures place de la République et des interventions des trois leaders syndicaux (MM. Georges Ségué, Edmond Maire et André Henry), les manifestants devaient défilé jusqu'à l'Opéra. Les confédérations nationales n'ont pas donné de consigne de grève.

Cette journée d'action, qui a été décidée le 8 juillet par la C.G.T. et la C.F.D.T., a reçu depuis l'appui de la F.E.N. et constitue, selon des syndicats, « la seconde étape de la lutte contre le plan Barre ». Elle intervient au moment où le gouvernement relance la question des chiffres sur l'importance du chômage : alors que les pouvoirs publics estiment que parmi les 941 200 demandeurs d'emploi, plus de 100 000 sont comptabilisés à tort, la C.G.T. affirme, en s'appuyant sur une définition internationale du chômage, que le nombre de chômeurs s'élève à 1 139 628, dont 578 887 bénéficient d'indemnités.

Les trois organisations, qui se sont rencontrées vendredi 22 octobre pour examiner les modalités d'une poursuite de l'action, n'ont abouti à aucune décision : de nouvelles rencontres sont prévues. La C.G.T. ayant proposé l'organisation d'une nouvelle journée d'action, en novembre, sur la fiscalité et la Sécurité sociale.

A l'occasion de cette journée d'action, le parti socialiste et le Mouvement de la jeunesse socialiste ont exposé, le 23 octobre, leurs propositions. Les socialistes demandent la réhabilitation effective des jeunes gens ayant servi leur service militaire, une garantie de ressources pour ceux qui

LA VISITE A PARIS DU MINISTRE NORVÉGIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« Les points de vue de Paris et d'Oslo concordent dans presque tous les domaines » déclare M. Frydenland

Le ministre des affaires étrangères de Norvège, M. Knut Frydenland, a quitté Paris vendredi pour Oslo, au terme d'une visite officielle de deux jours en France. M. Frydenland, qui devait passer encore deux jours en visite privée dans la région parisienne a dû y renoncer pour des raisons familiales.

« Dans presque tous les domaines, nous avons pu constater que nos points de vue concordent », a déclaré M. Frydenland au cours du déjeuner qu'il a mis fin à sa visite. Nous attendons à Oslo, a-t-il dit, la suite de ce dialogue. M. Rosell, ministre français du Commerce extérieur, a répondu que les gouvernements français et norvégien ne se distinguent que par des nuances mineures (1).

Au cours d'une conférence de presse, M. Frydenland a déclaré que le retour norvégien d'entreprendre dans le monde commun n'est pas un « non » à l'Europe. Il a fait valoir que la coopération économique entre la France et la Norvège était « très active en mer du Nord ».

Les conversations franco-norvégiennes se sont terminées vendredi par une réunion au niveau des experts. La partie la plus délicate a porté sur les zones économiques maritimes. La Norvège a décidé de créer autour de ses côtes une zone économique de 200 milles nautiques. La France n'y voit, en principe, aucun inconvénient, et elle fera de même avec les autres membres de la Communauté. Les difficultés viennent de ce que les Norvégiens ne voient pas encore défini précisément leur politique, aussi bien en ce qui concerne le régime intérieur de cette zone que les accords de coopération avec les autres pays. D'autre part, les Norvégiens ven-

(1) Une note adressée à toutes les ambassades à la mi-octobre a annoncé que, pour alléger le protocole, M. de Guiringaud n'assisterait plus au déjeuner ou dîner « de retour » prévu au programme des visites officielles de ministres des affaires étrangères. Cette nouvelle règle a déjà été appliquée lors de la récente visite du ministre des affaires étrangères au Portugal.

LE GOUVERNEMENT IRANIEEN DÉCIDE DE REMETTRE A L'U.R.S.S. UN PILOTE QUI S'ÉTAIT ENFUI DE SON PAYS

Téhéran (A.P.F.). — Le gouvernement iranien a décidé de remettre à l'U.R.S.S. le pilote soviétique Valentin Yakhnov, qui s'était enfui de son pays, annonce-t-on samedi 23 octobre à Téhéran de sources officielles.

Le lieutenant Valentin Yakhnov s'était enfui le 23 septembre dernier dans la province de Fars, à l'est de la frontière iranienne-soviétique, aux commandes d'un avion postal monomoteur Antonov 2, puis il avait demandé à bénéficier de l'asile politique aux Etats-Unis.



DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART PARIS

MARRAKECH	800 F
NEW YORK	1 450 F
SANAA	1 800 F
DELHI	1 990 F
BANGKOK	2 250 F
RIO	2 800 F
LIMA DÉPART ZURICH	2 375 F

ALLER - RETOUR

VOUS A DATES FIXES

BON A DÉCOUPER ET A ENVOYER

A NOUVELLES FRONTIÈRES

82, av. Bonaparte - 75014 PARIS

Tél. : 325.57.51 - 633.28.91

NOM
RUE
VILLE
Je désire recevoir la documentation sur le voyage

LC703A

Journal de 1976